Développement économique
Innovation | Exportation

Portrait socioéconomique des régions du Québec

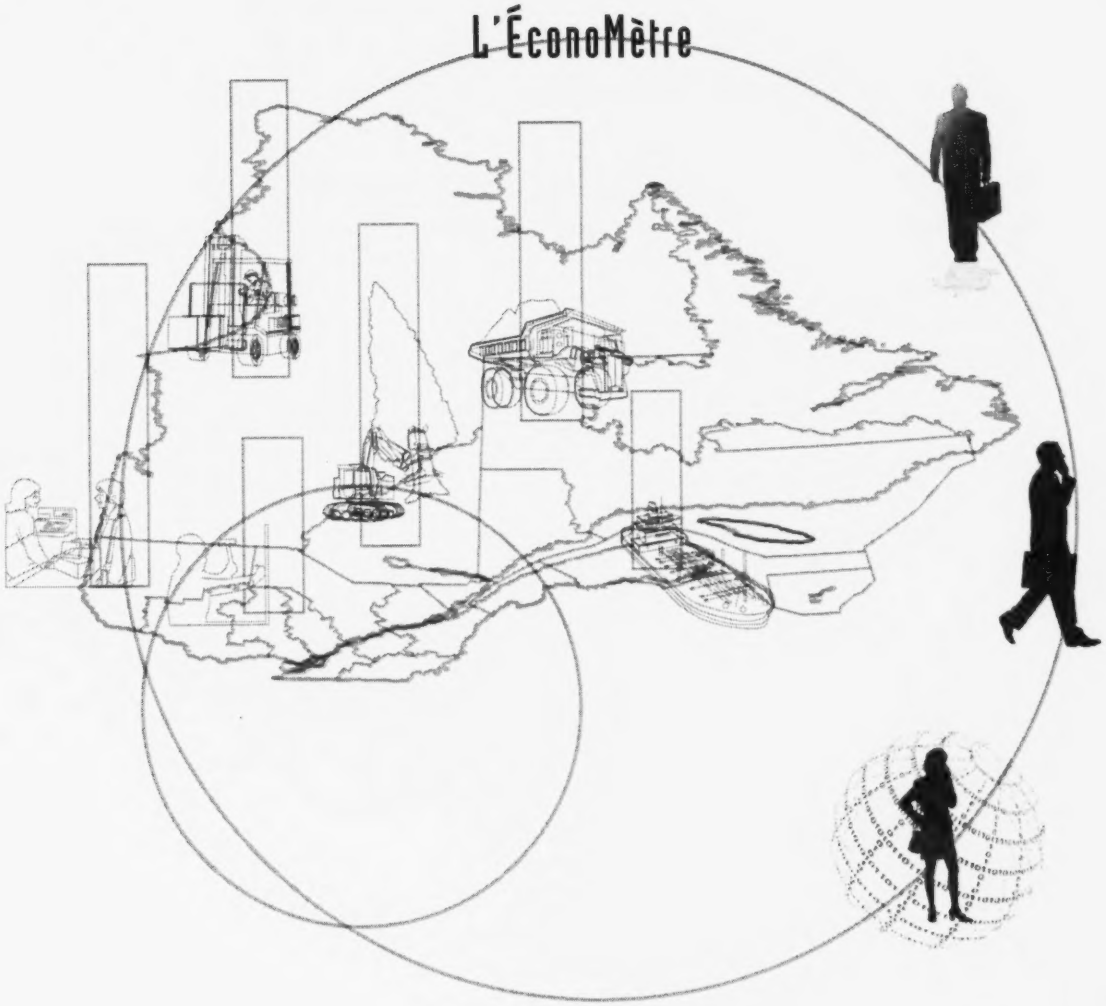
L'ÉconoMètre

Édition 2009

Québec

Portrait socioéconomique des régions du Québec

Édition 2009



Développement économique, Innovation et Exportation
Québec

Québec

Cette publication a été préparée par : Pierre Bisson, stagiaire de l'Université de Sherbrooke
Ariane Campeau, stagiaire de l'Université de Sherbrooke
Sylvie Gingras, chargée de projet
Philippe Trempe, chargé de projet

Avec la collaboration de : Michel Guénard
Denis Simard
Sylvie Thibault

Sous la direction de : Christian Desbiens

POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE CONTENU DE CETTE PUBLICATION ET POUR DES COPIES SUPPLÉMENTAIRES, COMMUNIQUER AVEC :

M. Philippe Trempe
Direction de l'analyse économique
710, place D'Youville, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Y4
Téléphone : 418 691-5685, poste 4624
Télécopieur : 418 646-0814
Site Web : www.mdeie.gouv.qc.ca
Courrier électronique : philippe.trempe@mdeie.gouv.qc.ca

SIGNES CONVENTIONNELS

x	Données confidentielles
..	Données non disponibles
...	N'ayant pas lieu de figurer
e	Estimations

ABRÉVIATIONS ET SYMBOLES

%	Pour cent ou pourcentage
$	Dollar
k	Millier
M	Million
G	Milliard
km^2	Kilomètre carré
Hab/km^2	Habitants au kilomètre carré
H	Homme
F	Femme

En raison des révisions partielles des données sur la démographie, le chapitre 1 n'a pas été mis à jour dans cette édition.

Dépôt légal 2009
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 978-2-550-56162-0 pdf
ISBN 978-2-550-56161-3 imprimé
© Gouvernement du Québec
Juin 2009

AVANT-PROPOS

La publication annuelle *Portrait socioéconomique des régions du Québec* s'inscrit à l'intérieur de la mission élargie du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, et couvre, sous un angle régional, les principaux champs d'intervention du Ministère. De plus, des aspects plus sociétaux, tels que les conditions de vie et l'éducation, sont abordés.

Ce document d'analyse interrégionale compte près d'une quarantaine de sections, regroupées selon sept grands thèmes : la démographie; le marché du travail; la structure industrielle; l'exportation; l'investissement, la recherche et l'innovation; l'éducation et la formation; et les conditions de vie. Chaque thème est enrichi de plusieurs indicateurs qui en éclairent diverses facettes. Ces derniers couvrent généralement des périodes de cinq à dix ans afin de cerner les tendances fondamentales des différentes régions.

La présentation se veut simple et accessible. Chaque section présente un tableau d'indicateurs par région administrative, accompagné de graphiques et d'un texte de faits saillants.

Ce document permet une lecture rapide de la situation et de l'évolution des régions du Québec, en vue de mieux définir leurs caractéristiques, leurs forces et leurs possibilités d'amélioration.

Dorénavant, le *Portrait socioéconomique des régions du Québec* sera publié deux fois par année, et ce, afin de rendre disponibles les données déjà mises à jour, dans les meilleurs délais. Plus de la moitié des sections ont ainsi été révisées pour la présente édition (printemps 2009), dont les principales concernent les chapitres 2, 3, 4, 6. Par ailleurs, de nouvelles sections ont été ajoutées au chapitre 7.

Bonne lecture!

TABLE DES MATIÈRES

CARTE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC **1**

PRÉSENTATION DES RÉGIONS **2**

CHAPITRE 1 — DÉMOGRAPHIE **5**

1.1 Évolution de la population 6

1.2 Population rurale et urbaine 8

1.3 Indice synthétique de fécondité 10

1.4 Espérance de vie 12

1.5 Migrations et dynamiques de la population 14

1.6 Migrations interrégionales, selon l'âge 16

1.7 Structure de la population, selon l'âge 18

1.8 Rapport de dépendance démographique 20

1.9 Indice de remplacement 22

CHAPITRE 2 — MARCHÉ DU TRAVAIL **25**

2.1 Emploi 26

2.2 Travailleurs indépendants 28

2.3 Taux de chômage 30

2.4 Taux d'emploi 32

2.5 Taux d'emploi et taux de chômage des 15-29 ans 34

CHAPITRE 3 — STRUCTURE INDUSTRIELLE **37**

3.1 Répartition des établissements, par grand secteur d'activité 38

3.2 Répartition des établissements, par taille 40

3.3 Emploi, par grand secteur d'activité 42

3.4 Emploi dans le secteur de la fabrication 44

3.5 Emploi dans le secteur des services 46

3.6 Coopératives 48

CHAPITRE 4 — EXPORTATION **51**

4.1 Établissements exportateurs 52

4.2 Valeur des exportations 54

4.3 Valeur des exportations, par taille (nombre d'employés) 56

4.4 Valeur des exportations, selon la destination 58

CHAPITRE 5 — INVESTISSEMENT, RECHERCHE ET INNOVATION **61**

5.1 Investissements des secteurs privé et public 62

5.2 Investissements non résidentiels, par catégorie de dépenses 64

5.3 Investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie 66

5.4 Construction résidentielle 68

5.5 Recherche et développement 70

5.6 Personnel affecté à la R-D 72

5.7 Brevets, inventions et publications scientifiques 74

CHAPITRE 6 — ÉDUCATION ET FORMATION **77**

6.1 Taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales 78

6.2 Taux d'emploi des sortants diplômés 80

6.3 Niveau de scolarité des travailleurs 82

6.4 Niveau de scolarité des personnes à la recherche d'un emploi 84

CHAPITRE 7 — CONDITIONS DE VIE **87**

7.1 Produit intérieur brut 88

7.2 Produit intérieur brut, secteur de la fabrication *90*

7.3 Produit intérieur brut par habitant *92*

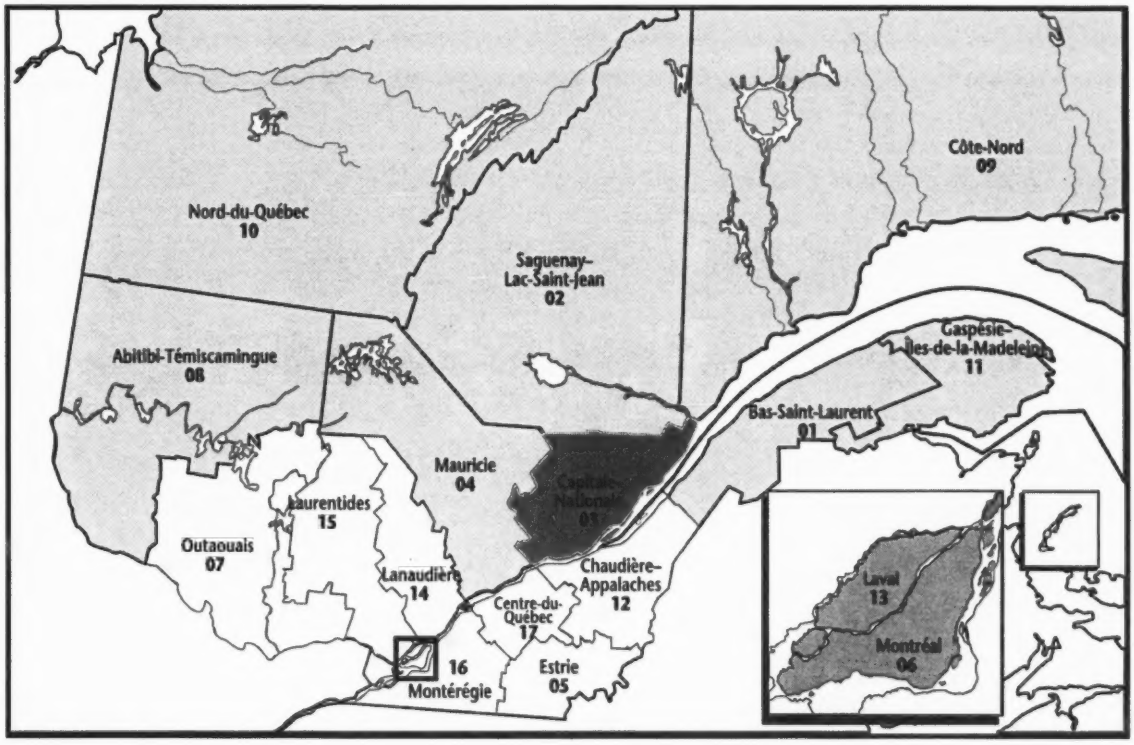
7.4 Produit intérieur brut par emploi *94*

7.5 Produit intérieur brut par emploi, secteur de la fabrication *96*

7.6 Revenu personnel disponible 98

7.7 Rapport de dépendance économique 100

CARTE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC



Régions ressources

Régions centrales

Région de la Capitale-Nationale

Régions de Montréal et Laval

PRÉSENTATION DES RÉGIONS

Le Québec compte actuellement 17 régions administratives. Les limites de ces territoires ont été établies en 1987, à l'exception de la Mauricie et du Centre-du-Québec, créées en 1997 par la division de la région Mauricie–Bois-Francs.

- Les régions administratives du Québec peuvent être regroupées en quatre grands blocs, qui se démarquent les uns des autres par leur structure économique et leurs conditions de développement.

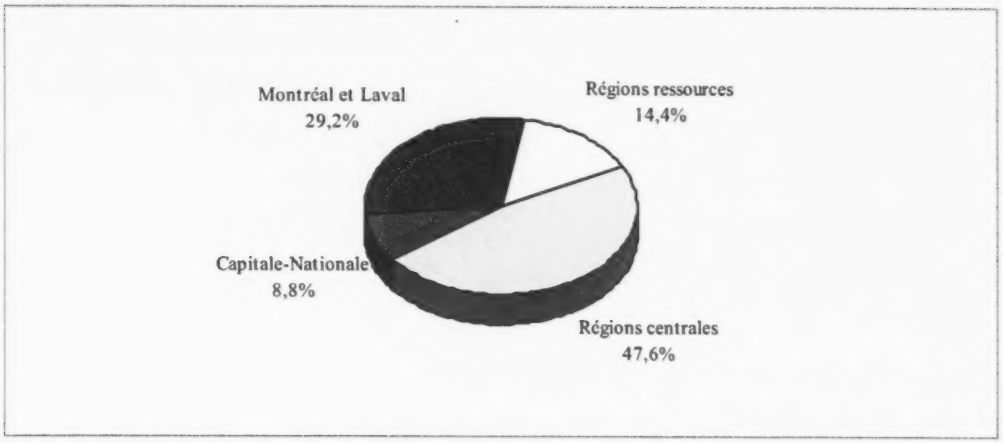
  — Les **régions ressources** comprennent le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Ces régions regroupent 14,4 % de la population et comptent pour 13,1 % du produit intérieur brut (PIB) du Québec. L'économie y est particulièrement tributaire de l'extraction et de la première transformation des ressources, dont la production est acheminée en majorité à l'extérieur du Québec.

  — **Les régions centrales** comprennent l'Estrie, l'Outaouais, la Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides, la Montérégie et le Centre-du-Québec. Avec 47,6 % de la population québécoise et 38,2 % du PIB, ces régions ont, de leur côté, des économies relativement bien diversifiées. Au chapitre de l'emploi, le secteur manufacturier y occupe proportionnellement une place plus importante que dans les autres régions du Québec.

  — Les **régions de Montréal et de Laval** regroupent 29,2 % de la population, mais accaparent près de 40 % de l'économie du Québec. Elles se distinguent des autres régions, sur le plan économique, par un faible pourcentage d'emplois dans le secteur primaire et par la place prépondérante du secteur tertiaire dans la structure économique.

  — Enfin, la **région de la Capitale-Nationale**, avec 8,8 % de la population du Québec, détient un des plus haut pourcentage d'emplois dans le secteur tertiaire (près de 86 %) de toutes les régions du Québec.

Graphique 1
Poids démographique, selon les blocs régionaux, 2008



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1
Population, superficie et économie, 2008[1]

Régions administratives	Population	Poids démographique	Superficie terrestre	Densité	Poids économique[2]
	Nombre	%	km²	Hab/km²	%
01 Bas-Saint-Laurent	202 068	2,6	22 185	9,1	2,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	274 919	3,5	95 892	2,9	3,3
03 Capitale-Nationale	680 074	8,8	18 638	36,5	9,4
04 Mauricie	262 152	3,4	35 452	7,4	2,8
05 Estrie	304 702	3,9	10 195	29,9	3,3
06 Montréal	1 877 693	24,2	498	3 769,2	35,2
07 Outaouais	351 964	4,5	30 504	11,5	3,4
08 Abitibi-Témiscamingue	145 844	1,9	57 339	2,5	1,7
09 Côte-Nord	96 060	1,2	236 661	0,4	1,7
10 Nord-du-Québec	41 129	0,5	718 229	0,1	0,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	94 729	1,2	20 272	4,7	0,7
12 Chaudière-Appalaches	402 019	5,2	15 071	26,7	4,5
13 Laval	384 224	5,0	246	1 562,0	4,1
14 Lanaudière	452 897	5,8	12 313	36,8	3,5
15 Laurentides	535 395	6,9	20 560	26,0	5,2
16 Montérégie	1 415 010	18,3	11 108	127,4	15,5
17 Centre-du-Québec	229 625	3,0	6 921	33,2	2,8
Ensemble du Québec	**7 750 504**	**100,0**	**1 312 083**	**5,9**	**100,0**
Régions ressources	1 116 901	14,4	1 186 030	0,9	13,1
Régions centrales	3 691 612	47,6	106 671	34,6	38,2
Capitale-Nationale	680 074	8,8	18 638	36,5	9,4
Montréal et Laval	2 261 917	29,2	744	3 039,6	39,3

1. Données provisoires.
2. Calculé à partir des données de 2007 sur le PIB aux prix de base, par région administrative.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 1 — DÉMOGRAPHIE

La démographie du Québec connaîtra des changements importants au cours des prochaines décennies, tant sur le plan de son évolution, de sa dispersion et de ses mouvements que de sa structure. Ces changements sont le résultat de plusieurs phénomènes convergents.

D'une région à l'autre, les bouleversements démographiques récents entraînent déjà des répercussions socioéconomiques importantes (exode des jeunes, fuites des capitaux et de la main-d'œuvre, services publics moins accessibles et plus coûteux compte tenu de la population à desservir, etc.)

Plusieurs indicateurs servent à analyser en profondeur les changements démographiques des différentes régions du Québec, dont :

- la population;
- la fécondité;
- l'espérance de vie;
- les mouvements migratoires;
- la structure de la population, par groupe d'âge;
- la dépendance démographique et l'indice de remplacement.

1.1 Évolution de la population

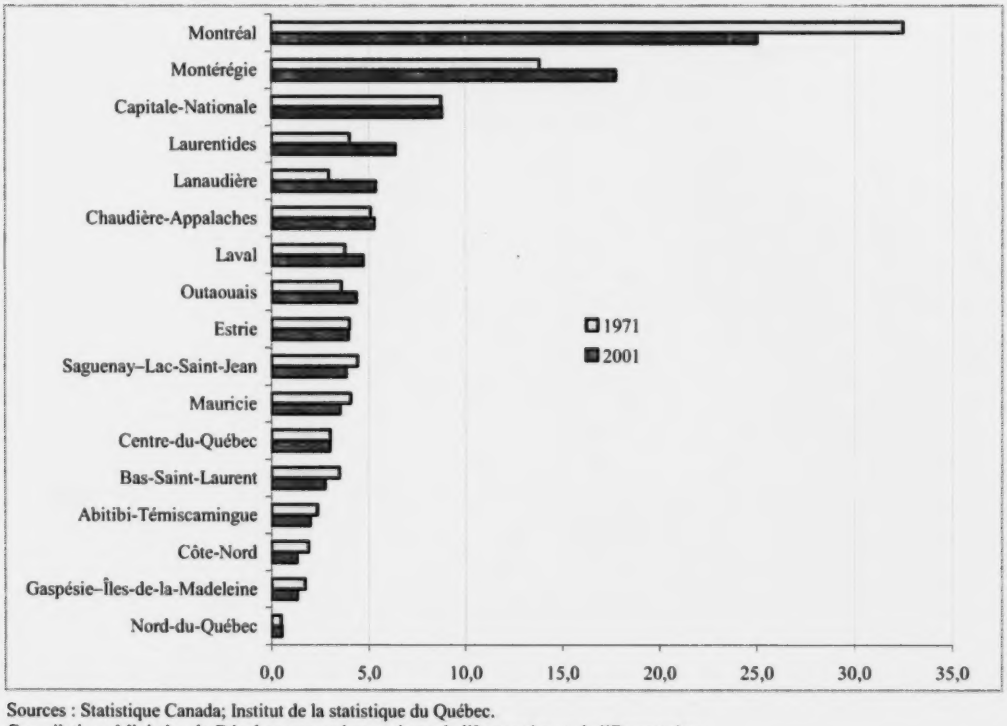
Pour tracer un portrait de l'évolution de la population, il faut analyser son rythme de croissance sur une longue période, afin de bien évaluer les facteurs explicatifs tels que son accroissement naturel et ses mouvements migratoires.

- Depuis 1971, la croissance de la population s'effectue à des rythmes différents. De 1971 à 2001, la population du Québec connaît une progression de 22,7 %. Au cours de la décennie 1991-2001, le rythme de croissance ralentit et passe à 4,7 %. C'est la conséquence d'une baisse de l'accroissement naturel (naissances moins décès), combinée à de faibles soldes migratoires international et interprovincial.

- En ce qui concerne les blocs régionaux, la croissance de la population est inégalement répartie : pendant que les régions centrales présentent une forte augmentation (55,0 %) de 1971 à 2001, Montréal et Laval ainsi que les régions ressources connaissent une stagnation.

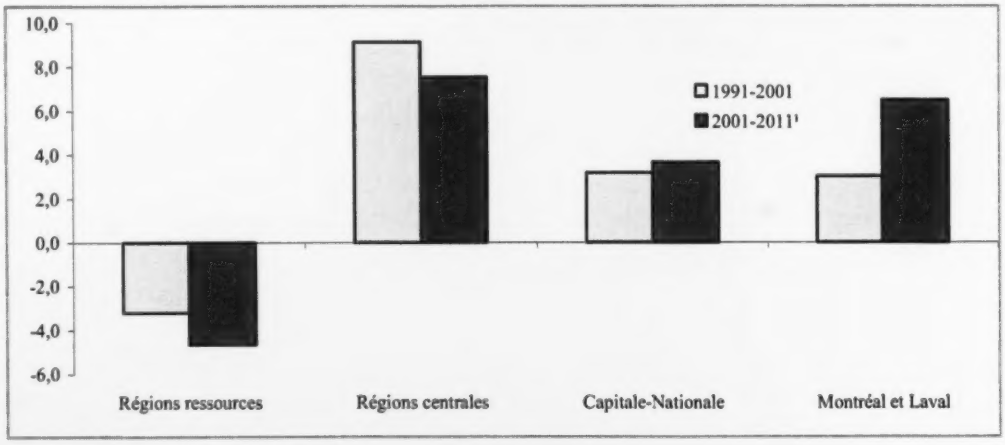
- Le taux de croissance varie beaucoup selon les régions et les périodes. Cependant, on observe un ralentissement de la croissance et même une décroissance démographique d'une décennie à l'autre depuis 1971. Les dernières perspectives suggèrent un prolongement de cette tendance pour l'ensemble des régions, à l'exception de quelques-unes, dont Montréal, où une croissance plus rapide de la population est anticipée de 2001 à 2011. Le taux de croissance prévu au cours de la période est de 6,1 %, comparativement à 2,0 % pour la décennie précédente.

Graphique 1.1a
Évolution du poids démographique, selon les régions administratives, 1971 et 2001
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.1b
Évolution démographique et perspectives, selon les blocs régionaux, 1991-2001 et 2001-2011
(en pourcentage)



1. Perspectives.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.1
Variations de la population, 1971 à 2021¹

Régions administratives	1971 - 2001	1971 - 1981	1981 - 1991	1991 - 2001	2001 - 2011	2011 - 2021
	En %			En %		
01 Bas-Saint-Laurent	-2,6	0,9	-1,1	-2,4	-3,7	-4,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	6,6	7,3	2,4	-3,0	-5,1	-4,3
03 Capitale-Nationale	23,3	9,2	9,5	3,2	3,7	0,4
04 Mauricie	6,4	2,3	5,6	-1,5	-1,9	-2,8
05 Estrie	20,9	6,3	7,1	6,2	6,9	4,1
06 Montréal	-5,5	-10,2	3,1	2,0	6,1	6,0
07 Outaouais	49,1	12,2	20,0	10,8	10,8	5,7
08 Abitibi-Témiscamingue	4,2	1,6	7,1	-4,2	-6,3	-4,5
09 Côte-Nord	-4,5	13,3	-10,7	-5,6	-8,1	-7,1
10 Nord-du-Québec	31,2	26,4	-2,0	5,9	-1,0	-3,6
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-14,8	-0,7	-5,9	-8,7	-8,1	-7,6
12 Chaudière-Appalaches	27,6	14,1	7,6	4,0	1,6	-0,1
13 Laval	53,5	17,7	20,0	8,7	8,7	5,0
14 Lanaudière	123,2	43,8	34,7	15,2	9,2	5,5
15 Laurentides	95,2	27,3	27,2	20,6	14,6	8,9
16 Montérégie	57,6	27,2	16,5	6,3	6,3	3,4
17 Centre-du-Québec	21,9	8,6	6,9	5,0	3,0	1,7
Ensemble du Québec	**22,7**	**6,8**	**9,7**	**4,7**	**5,0**	**3,2**
Régions ressources	1,9	4,5	0,7	-3,2	-4,7	-4,4
Régions centrales	55,0	21,4	17,0	9,1	7,5	4,3
Capitale-Nationale	23,3	9,2	9,5	3,2	3,7	0,4
Montréal et Laval	0,7	-7,3	5,4	3,0	6,5	5,8

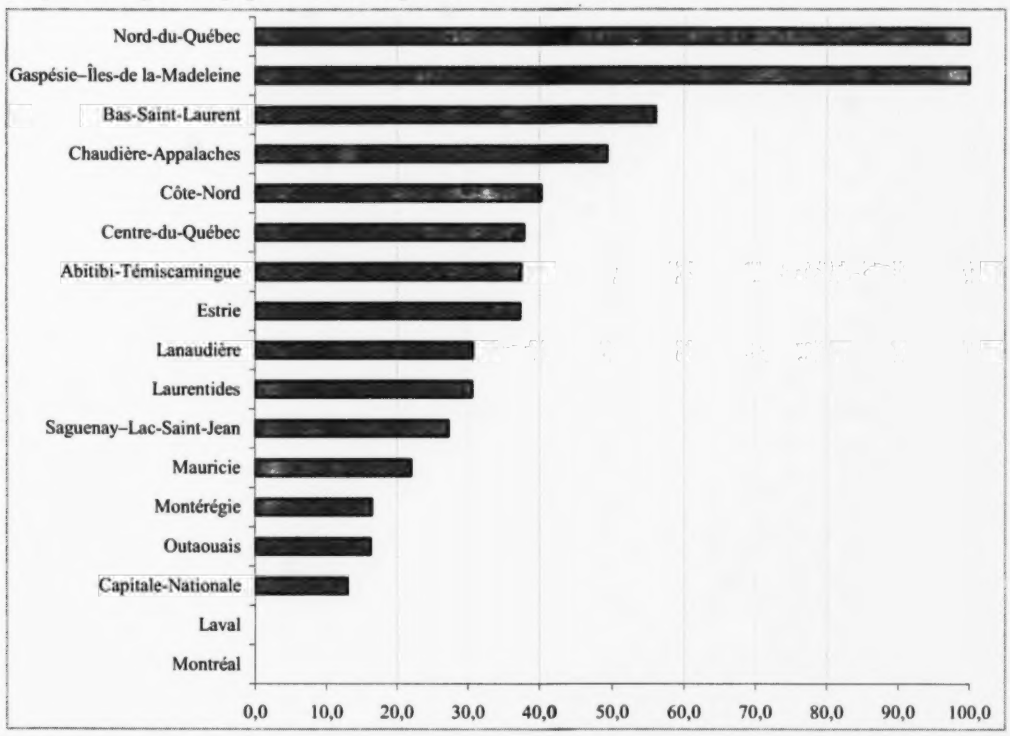
1. Perspectives.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1.2 Population rurale et urbaine

En 2007, environ un cinquième de la population du Québec réside dans des collectivités à caractère rural[1], ce qui représente plus de 1,5 million de personnes.

- Dans l'ensemble, 63,6 % de la population rurale du Québec se concentre d'abord dans les régions centrales, contre plus de 30 % dans les régions ressources.
- Un pourcentage élevé (42,6 %) de la population des régions ressources réside dans des communautés rurales. Ce pourcentage atteint 100 %, dans les régions du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, et dépasse 55 % dans le Bas-Saint-Laurent.
- De 2002 à 2007, la population des communautés rurales s'est accrue de 1,4 % au Québec, comparativement à une croissance de 3,9 % pour la population urbaine. Alors que dans les régions centrales, la population rurale s'accroît de 3,1 %, elle diminue de 1,8 % dans les régions ressources.
- Toutes les régions ressources, à l'exception du Nord-du-Québec, enregistrent une diminution de leur population rurale. Parmi celles-ci, l'Abitibi-Témiscamingue est la plus durement touchée (-3,5 %).

Graphique 1.2a
Part de la population rurale, selon les régions administratives, 2007[1]
(en pourcentage de la population totale, par ordre décroissant)

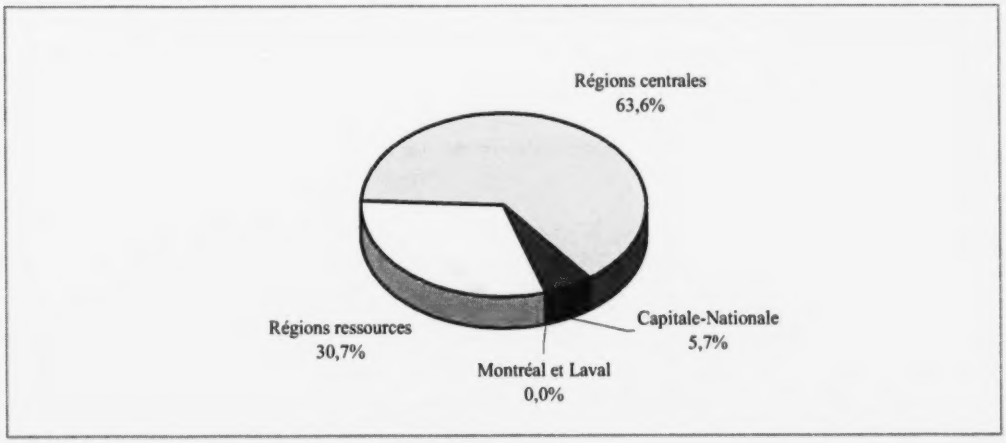


1. Estimations.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

[1] Basée sur le concept de « Régions rurales et petites villes » (RRPV), la population rurale fait référence à la population vivant à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR) de Statistique Canada.

Graphique 1.2b

Répartition de la population rurale, selon les blocs régionaux, 2007[1]



1. Estimations.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.2

Population urbaine et rurale[1], 2002-2007[2]

Régions administratives	Population			Population rurale		
	Urbaine	Rurale	Total	Part		Variation
	2007			2007	2007	2002-2007
	Nombre			En %	En % de la pop. totale	En %
01 Bas-Saint-Laurent	88 595	113 047	201 642	7,3	56,1	-2,5
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	198 920	74 514	273 434	4,8	27,3	-2,2
03 Capitale-Nationale	587 785	87 665	675 450	5,7	13,0	0,9
04 Mauricie	203 718	57 431	261 149	3,7	22,0	-0,4
05 Estrie	190 415	113 315	303 730	7,3	37,3	1,0
06 Montréal	1 871 846	0	1 871 846	0,0	0,0	...
07 Outaouais	292 553	56 824	349 377	3,7	16,3	1,9
08 Abitibi-Témiscamingue	90 819	54 373	145 192	3,5	37,4	-3,1
09 Côte-Nord	57 192	38 476	95 668	2,5	40,2	-3,5
10 Nord-du-Québec	0	40 913	40 913	2,6	100,0	3,3
11 Gaspésie–Îles-de la-Madeleine	0	95 461	95 461	6,2	100,0	-2,2
12 Chaudière-Appalaches	202 523	197 040	399 563	12,8	49,3	-0,1
13 Laval	381 651	0	381 651	0,0	0,0	...
14 Lanaudière	308 711	136 477	445 188	8,8	30,7	7,4
15 Laurentides	366 864	161 454	528 318	10,4	30,6	9,3
16 Montérégie	1 171 898	231 462	1 403 360	15,0	16,5	3,1
17 Centre-du-Québec	142 105	86 760	228 865	5,6	37,9	-2,3
Ensemble du Québec	**6 155 595**	**1 545 212**	**7 700 807**	**100,0**	**20,1**	**1,4**
Régions ressources	639 244	474 215	1 113 459	30,7	42,6	-1,8
Régions centrales	2 675 069	983 332	3 658 401	63,6	26,9	3,1
Capitale-Nationale	587 785	87 665	675 450	5,7	13,0	0,9
Montréal et Laval	2 253 497	0	2 253 497	0,0	0,0	...

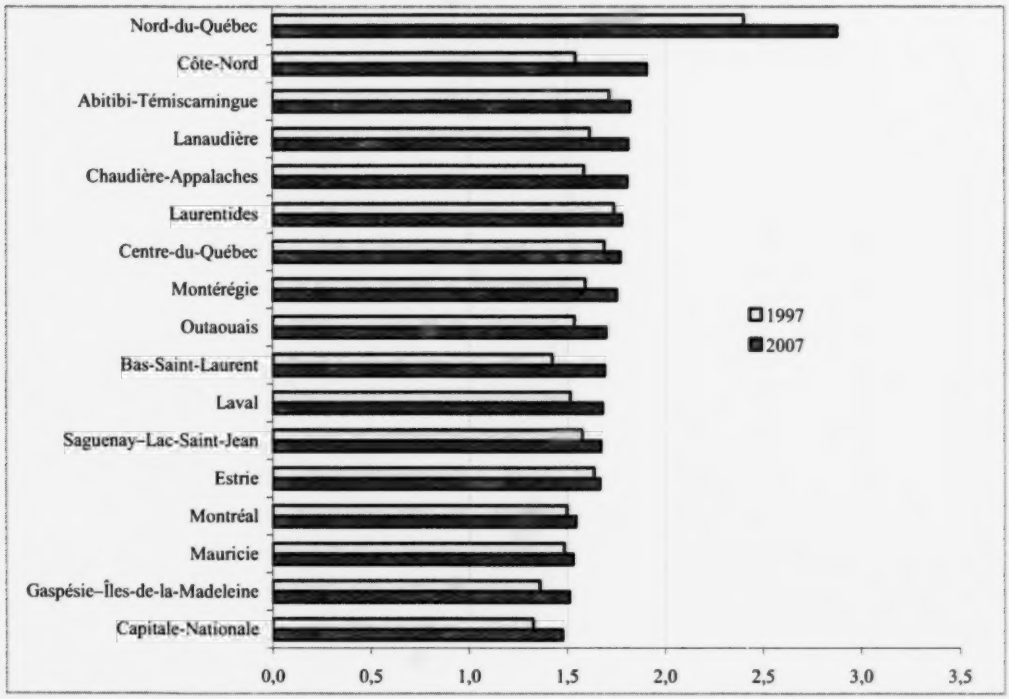
1. Basée sur le concept de « Régions rurales et petites villes » (RRPV), la population rurale correspond à la population vivant à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR) de Statistique Canada.
2. Estimations.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1.3 Indice synthétique de fécondité

Le ralentissement de la croissance de la population du Québec s'explique principalement par une situation de faible fécondité qui dure depuis plusieurs années. L'indicateur généralement utilisé pour mesurer l'intensité du phénomène est l'indice synthétique de fécondité, c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer. Année après année, cet indice se situe en deçà du seuil de remplacement des générations, c'est-à-dire le seuil qui permet à la population de ne pas décroître, soit 2,1 enfants par femme.

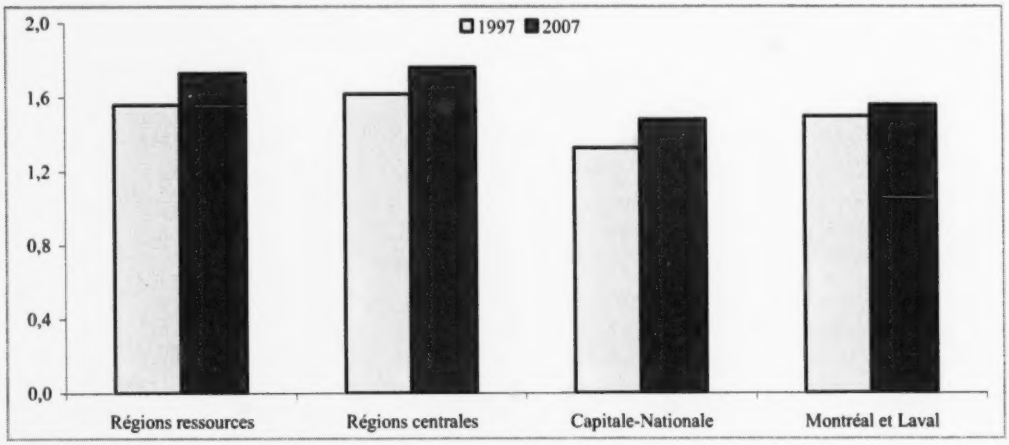
- En 2007, une seule région se situe au-dessus du seuil de remplacement, soit le Nord-du-Québec, avec un indice synthétique de fécondité de 2,88.
- De 1997 à 2007, l'indice synthétique de fécondité de l'ensemble du Québec augmente légèrement. Toutefois, un relèvement plus prononcé, en cours depuis quelques années, est à noter. Ainsi, de 2002 à 2007, dans l'ensemble du Québec, l'indice synthétique de fécondité remonte, passant de 1,47 enfant par femme en 2002, à 1,65 enfant en 2007.
- De 1997 à 2007, toutes les régions enregistrent une hausse de leur indice, qui varie de 0,03 en Estrie à 0,48 dans le Nord-du-Québec. Sur les 17 régions, seulement quatre affichent un indice inférieur à la moyenne québécoise, dont le plus faible revient à la Capitale-Nationale (1,48).
- Au chapitre des blocs régionaux, de 1997 à 2007, celui de Montréal et Laval connaît la plus faible hausse (+0,06). En 2007, ce bloc (1,56) se situe bien en deçà de celui qui est affiché par les régions centrales (1,76) et les régions ressources (1,73).

Graphique 1.3a
Indice synthétique de fécondité, selon les régions administratives, 1997 et 2007[1]
(nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer, par ordre décroissant)



1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.3b
Indice synthétique de fécondité, selon les blocs régionaux, 1997 et 2007[1]
(nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer)



1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.3
Indice synthétique de fécondité, 1997, 2002 et 2007[1]

Régions administratives	1997	2002	2007	Écart 1997-2007
	Nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer			Nombre
01 Bas-Saint-Laurent	1,42	1,43	1,69	0,27
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	1,58	1,52	1,68	0,10
03 Capitale-Nationale	1,33	1,27	1,48	0,15
04 Mauricie	1,49	1,41	1,53	0,04
05 Estrie	1,64	1,54	1,67	0,03
06 Montréal	1,50	1,40	1,55	0,05
07 Outaouais	1,54	1,51	1,70	0,16
08 Abitibi-Témiscamingue	1,72	1,55	1,83	0,11
09 Côte-Nord	1,54	1,58	1,91	0,37
10 Nord-du-Québec	2,40	2,48	2,88	0,48
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1,36	1,31	1,51	0,15
12 Chaudière-Appalaches	1,59	1,57	1,81	0,22
13 Laval	1,52	1,45	1,68	0,17
14 Lanaudière	1,62	1,52	1,81	0,19
15 Laurentides	1,74	1,64	1,78	0,04
16 Montérégie	1,60	1,56	1,76	0,16
17 Centre-du-Québec	1,69	1,61	1,77	0,08
Ensemble du Québec	**1,54**	**1,47**	**1,65**	**0,11**
Régions ressources	1,56 e	1,51 e	1,73 e	0,17
Régions centrales	1,62 e	1,56 e	1,76 e	0,14
Capitale-Nationale	1,33	1,27	1,48	0,15
Montréal et Laval	1,50 e	1,39 e	1,56 e	0,06

1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1.4 Espérance de vie

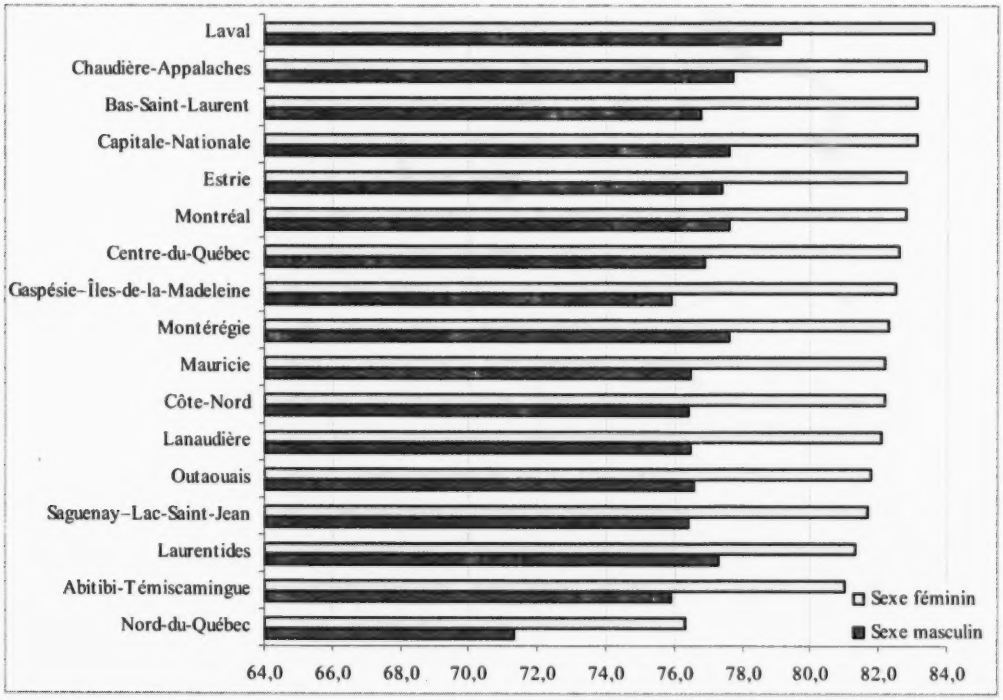
L'espérance de vie dépend d'un ensemble de facteurs, dont l'hérédité, le sexe, les conditions de vie, l'environnement et la présence de soins de santé.

- Pour la période 2003-2005, l'espérance de vie à la naissance atteint 77,4 ans chez les hommes et 82,6 ans chez les femmes, en regard de 74,6 ans et de 81,0 ans pour la période 1995-1997. L'augmentation de la durée de vie moyenne au cours de cette période est donc plus forte chez les hommes, ce qui fait passer l'écart entre les sexes de 6,4 ans en 1995-1997 à 5,2 ans en 2003-2005.

- Peu d'écart subsiste entre les régions au chapitre de l'espérance de vie, à l'exception du Nord-du-Québec, où les représentants des deux sexes vivent en moyenne nettement moins longtemps que leurs concitoyens des autres régions du Québec.

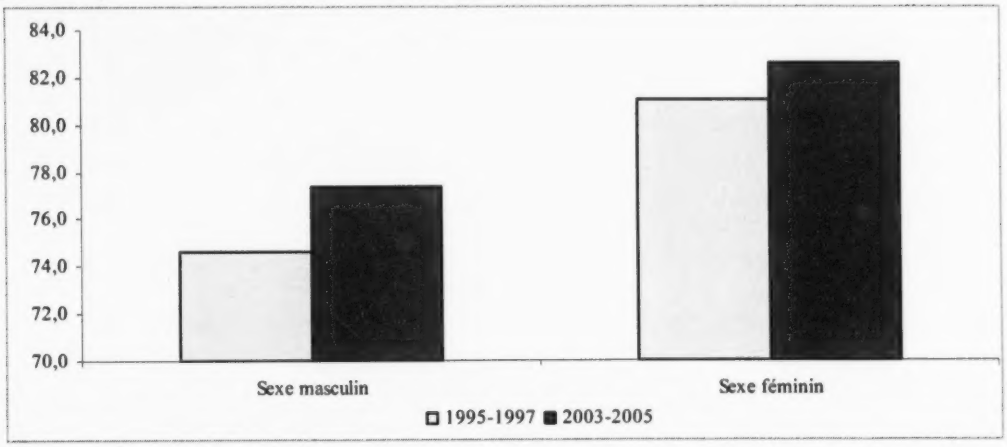
- Au cours de la période considérée, les gains d'espérance de vie les plus importants sont enregistrés sur la Côte-Nord (4 ans), à Laval et dans la Capitale-Nationale (3,2 ans respectivement), au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans la Chaudière-Appalaches (3,1 ans dans les deux cas) chez les hommes; à Laval (2,2 ans), à Montréal, sur la Côte-Nord et au Centre du Québec (1,8 an dans chaque région) chez les femmes.

Graphique 1.4a
Espérance de vie à la naissance, selon le sexe et selon les régions administratives, 2003-2005
(en années, par ordre décroissant)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Graphique 1.4b
Espérance de vie à la naissance, selon le sexe, Québec, 1995-1997 et 2003-2005
(en années)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.4
Espérance de vie à la naissance, selon le sexe, 1995-1997 et 2003-2005

Régions administratives	Sexe masculin			Sexe féminin		
	1995-1997	2003-2005	Écart	1995-1997	2003-2005	Écart
	En années					
01 Bas-Saint-Laurent	74,5	76,8	2,3	81,5	83,1	1,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	73,3	76,4	3,1	80,3	81,7	1,4
03 Capitale-Nationale	74,4	77,6	3,2	81,5	83,1	1,6
04 Mauricie	73,6	76,5	2,9	81,2	82,2	1,0
05 Estrie	74,6	77,4	2,8	81,2	82,8	1,6
06 Montréal	74,7	77,6	2,9	81,0	82,8	1,8
07 Outaouais	74,2	76,6	2,4	80,1	81,8	1,7
08 Abitibi-Témiscamingue	73,1	75,9	2,8	79,7	81,0	1,3
09 Côte-Nord	72,4	76,4	4,0	80,4	82,2	1,8
10 Nord-du-Québec	70,9	71,3	0,4	74,9	76,3	1,4
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	73,1	75,9	2,8	80,8	82,5	1,7
12 Chaudière-Appalaches	74,6	77,7	3,1	81,8	83,4	1,6
13 Laval	75,9	79,1	3,2	81,4	83,6	2,2
14 Lanaudière	74,3	76,5	2,2	80,4	82,1	1,7
15 Laurentides	74,4	77,3	2,9	80,2	81,3	1,1
16 Montérégie	75,3	77,6	2,3	81,0	82,3	1,3
17 Centre-du-Québec	73,9	76,9	3,0	80,8	82,6	1,8
Ensemble du Québec	**74,6**	**77,4**	**2,8**	**81,0**	**82,6**	**1,6**

1. Les calculs d'écart peuvent s'éloigner de la différence de leurs éléments, du fait des arrondis.
Source : Institut de la statistique du Québec.

1.5 Migrations et dynamiques de la population

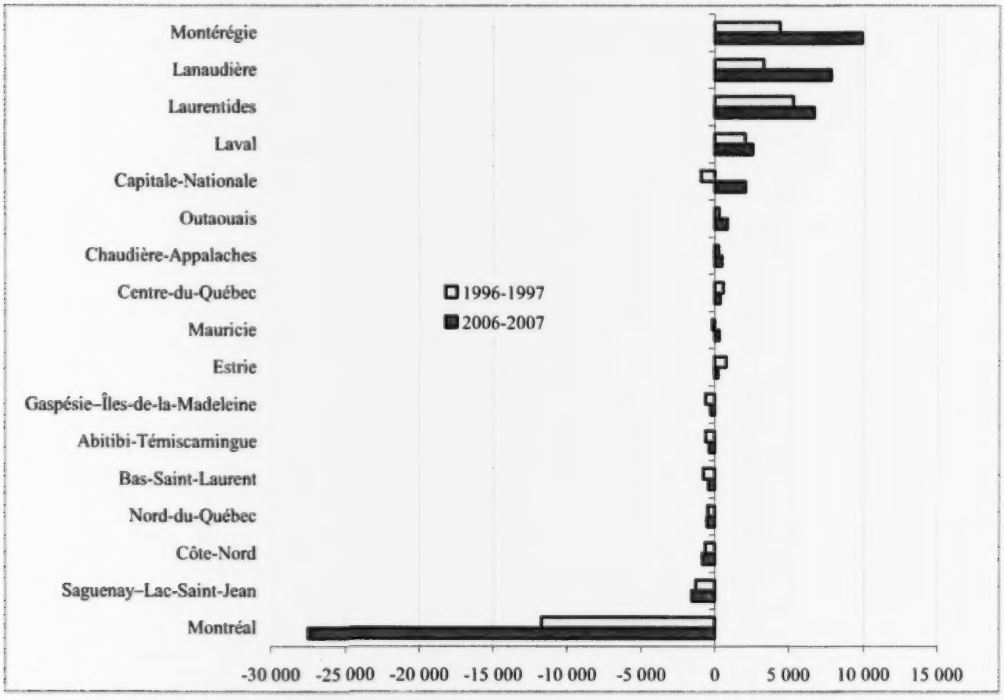
Pour chacune des régions, les mouvements migratoires se composent de trois types de déplacements : internationaux, interprovinciaux et interrégionaux.

- En 2006-2007, le Québec enregistre des gains migratoires nets de plus de 22 000 personnes, ce qui diffère complètement de ce qui avait été observé en 1996-1997 (-85 personnes). Ce solde positif est dû uniquement à la migration internationale. À l'inverse, dans ses échanges avec les autres provinces, le Québec a perdu plus de 15 500 personnes, un déficit un peu moins prononcé qu'en 1996-1997 (environ 17 500 personnes).

- Parmi les sept régions qui affichent un solde migratoire total négatif en 2006-2007, six font partie des régions ressources. Cette situation est principalement attribuable à la migration interrégionale, largement déficitaire dans ces régions. En contrepartie, les régions centrales ainsi que la Capitale-Nationale et Laval sortent gagnantes des échanges migratoires interrégionaux.

- Montréal voit sa population diminuer de plus de 9 000 personnes à l'issue de l'ensemble des échanges migratoires. C'est une légère détérioration par rapport à 1996-1997, alors que le solde migratoire était déficitaire d'environ 8 500 personnes. Seule la migration internationale permet à Montréal d'amoindrir ses pertes nettes dues aux autres mouvements migratoires.

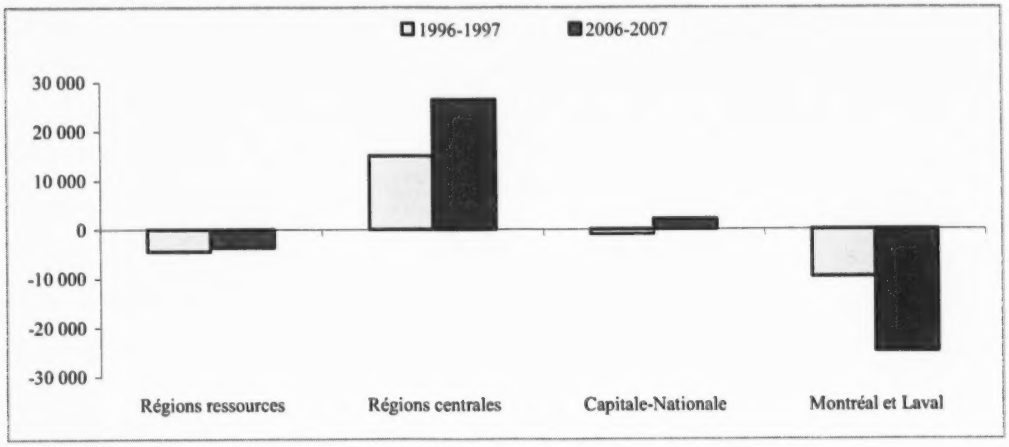
Graphique 1.5a
Solde migratoire interrégional, selon les régions administratives, 1996-1997[1] et 2006-2007[1]
(en nombre, par ordre décroissant)



1. Du 1er juillet au 30 juin. Pour 2006-2007, données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.5b

Solde migratoire interrégional, selon les blocs régionaux, 1996-1997[1] et 2006-2007[1]
(en nombre, par ordre décroissant)



1. Du 1er juillet au 30 juin. Pour 2006-2007, données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.5

Soldes migratoires, 1996-1997[1] et 2006-2007[1]

Régions administratives	International		Interprovincial		Interrégionnal		Total	
	1996-1997	2006-2007	1996-1997	2006-2007	1996-1997	2006-2007	1996-1997	2006-2007
	Nombre							
01 Bas-Saint-Laurent	7	86	-17	-51	-772	-418	-782	-383
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	39	88	-77	-277	-1 264	-1 555	-1 302	-1 744
03 Capitale-Nationale	1 006	1 692	-673	-1 184	-937	2 086	-604	2 594
04 Mauricie	56	346	-89	-166	-159	316	-192	496
05 Estrie	796	1 083	-281	-465	798	238	1 313	856
06 Montréal	14 063	28 535	-10 895	-10 079	-11 700	-27 463	-8 532	-9 007
07 Outaouais	633	1 017	-745	109	299	873	187	1 999
08 Abitibi-Témiscamingue	-58	9	-122	-232	-601	-371	-781	-594
09 Côte-Nord	-30	-10	-34	-105	-621	-838	-685	-953
10 Nord-du-Québec	-16	-7	48	-27	-456	-517	-424	-551
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-19	10	-167	-42	-600	-272	-786	-304
12 Chaudière-Appalaches	-127	83	-142	-337	250	482	-19	228
13 Laval	342	1 432	-563	-392	2 076	2 587	1 855	3 627
14 Lanaudière	-34	173	-130	-120	3 323	7 841	3 159	7 894
15 Laurentides	48	302	-506	-343	5 354	6 762	4 896	6 721
16 Montérégie	522	2 581	-2 946	-1 719	4 434	9 871	2 010	10 733
17 Centre-du-Québec	123	369	-97	-138	576	378	602	609
Ensemble du Québec	**17 351**	**37 789**	**-17 436**	**-15 568**	**0**	**0**	**-85**	**22 221**
Régions ressources	-21	522	-458	-900	-4 473	-3 655	-4 952	-4 033
Régions centrales	1 961	5 608	-4 847	-3 013	15 034	26 445	12 148	29 040
Capitale-Nationale	1 006	1 692	-673	-1 184	-937	2 086	-604	2 594
Montréal et Laval	14 405	29 967	-11 458	-10 471	-9 624	-24 876	-6 677	-5 380

1. Du 1er juillet au 30 juin. Pour 2006-2007, données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

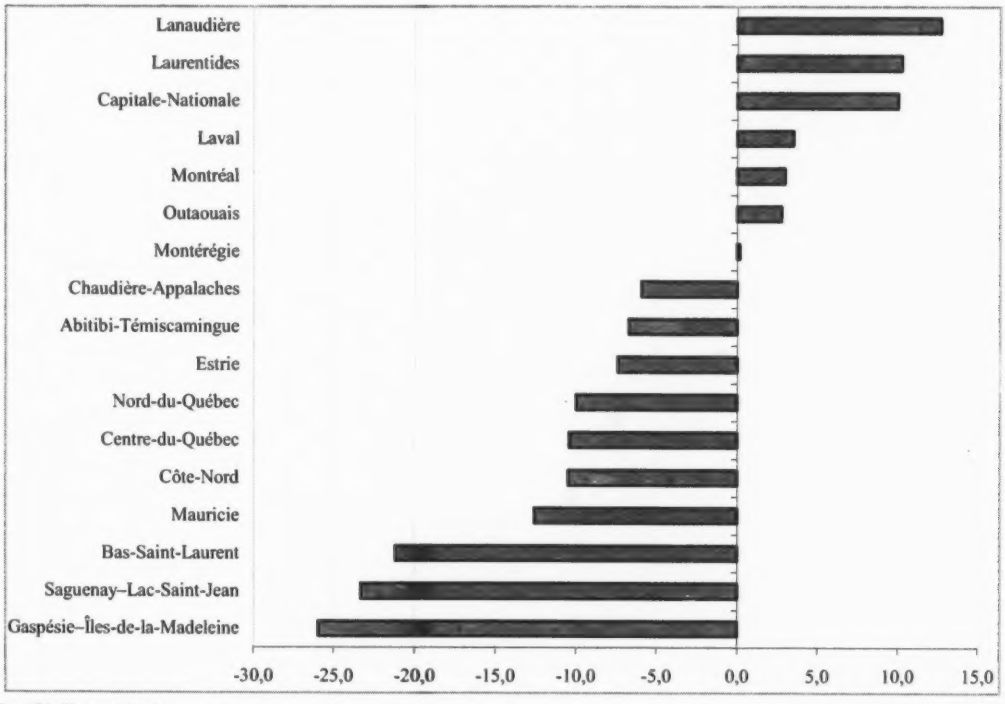
1.6 Migrations interrégionales, selon l'âge

Les migrations interrégionales selon l'âge et selon la région quantifient l'ampleur et le sens des mouvements internes de la population. Les taux pour 1 000 habitants (c'est-à-dire le rapport des soldes migratoires interrégionaux à la population de départ) permettent une comparaison beaucoup plus juste des migrations, entre les régions ayant des populations de taille différente.

- En 2006-2007, les taux nets de migration interrégionale dans les régions ressources sont surtout l'affaire des jeunes (15-29 ans). Ces derniers quittent leur région respective dans une proportion beaucoup plus grande que les personnes des autres groupes d'âge. Ces migrations sont liées à des facteurs tels que les aspirations professionnelles, de meilleures possibilités d'emploi, etc. Les conséquences de ces migrations sont nombreuses et importantes : perte des éléments les plus dynamiques, vieillissement accéléré de la population, etc.

- À l'opposé, dans les régions centrales, les groupes d'âge des 0-14 ans et des 30-64 ans expliquent la majeure partie des gains migratoires. Ces taux reflètent possiblement la migration des familles avec de jeunes enfants, de Montréal vers la banlieue. À cet effet, Montréal affiche des déficits élevés pour ces deux groupes d'âge.

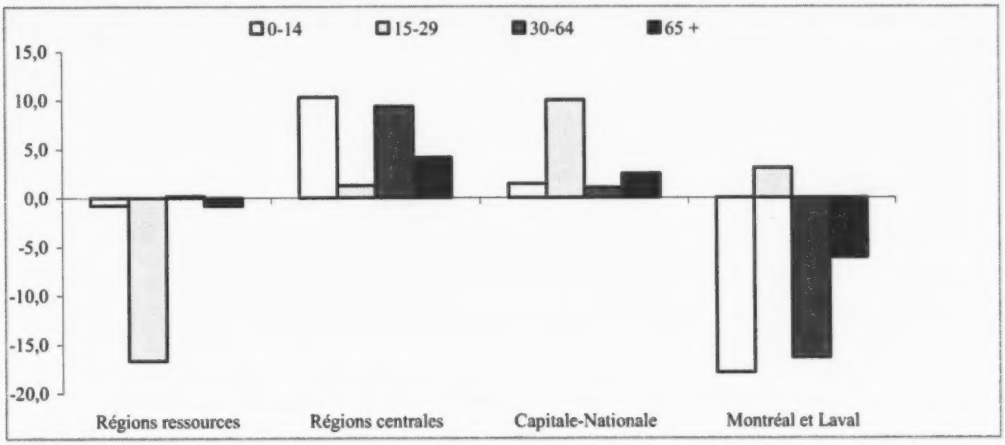
Graphique 1.6a
Taux net de migration interrégionale des 15-29 ans, selon les régions administratives 2006-2007[1]
(pour 1 000 habitants, par ordre décroissant)



Du 1er juillet au 30 juin.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.6b

Taux net de migration interrégionale par groupe d'âge, selon les blocs régionaux, 2006-2007[1]
(pour 1 000 habitants)



Du 1er juillet au 30 juin.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.6

Solde migratoire interrégional, par groupe d'âge, 2006-2007[1]

Régions administratives	Solde				Taux net			
	0-14	15-29	30-64	65 +	0-14	15-29	30-64	65 +
	Nombre				Pour 1 000 habitants			
01 Bas-Saint-Laurent	58	-777	293	8	2,0	-21,1	2,9	0,2
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	-130	-1 237	-132	-56	-3,1	-23,3	-1,0	-1,4
03 Capitale-Nationale	135	1 342	357	252	1,4	10,0	1,0	2,4
04 Mauricie	154	-590	734	18	4,3	-12,6	5,6	0,4
05 Estrie	-98	-449	782	3	-2,0	-7,4	5,3	0,1
06 Montréal	-7 526	1 188	-18 970	-2 155	-26,0	3,0	-21,0	-7,7
07 Outaouais	187	191	423	72	3,1	2,8	2,4	1,9
08 Abitibi-Témiscamingue	-7	-192	-149	-23	-0,3	-6,7	-2,1	-1,2
09 Côte-Nord	-97	-193	-484	-64	-5,9	-10,5	-9,7	-5,7
10 Nord-du-Québec	-88	-98	-303	-28	-7,5	-10,0	-17,9	-13,0
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-17	-398	138	5	-1,3	-25,9	2,8	0,3
12 Chaudière-Appalaches	242	-460	751	-51	3,8	-5,9	3,8	-0,9
13 Laval	1 156	245	1 076	110	17,6	3,5	5,7	2,1
14 Lanaudière	1 922	1 036	4 551	332	25,2	12,7	20,2	6,3
15 Laurentides	1 399	971	4 026	366	15,1	10,2	15,0	5,7
16 Montérégie	2 478	45	6 109	1 239	10,3	0,2	8,6	7,0
17 Centre-du-Québec	272	-462	595	-27	7,2	-10,4	5,3	-0,8
Ensemble du Québec	...	...	...	...	...	...	...	...
Régions ressources	-127	-3 485	97	-140	-0,7	-16,7	0,2	-0,8
Régions centrales	6 402	872	17 237	1 934	10,3	1,3	9,4	4,1
Capitale-Nationale	135	1 342	357	252	1,4	10,0	1,0	2,4
Montréal et Laval	-6 370	1 433	-17 894	-2 045	-17,9	3,1	-16,4	-6,1

Du 1er juillet au 30 juin.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1.7 Structure de la population, selon l'âge

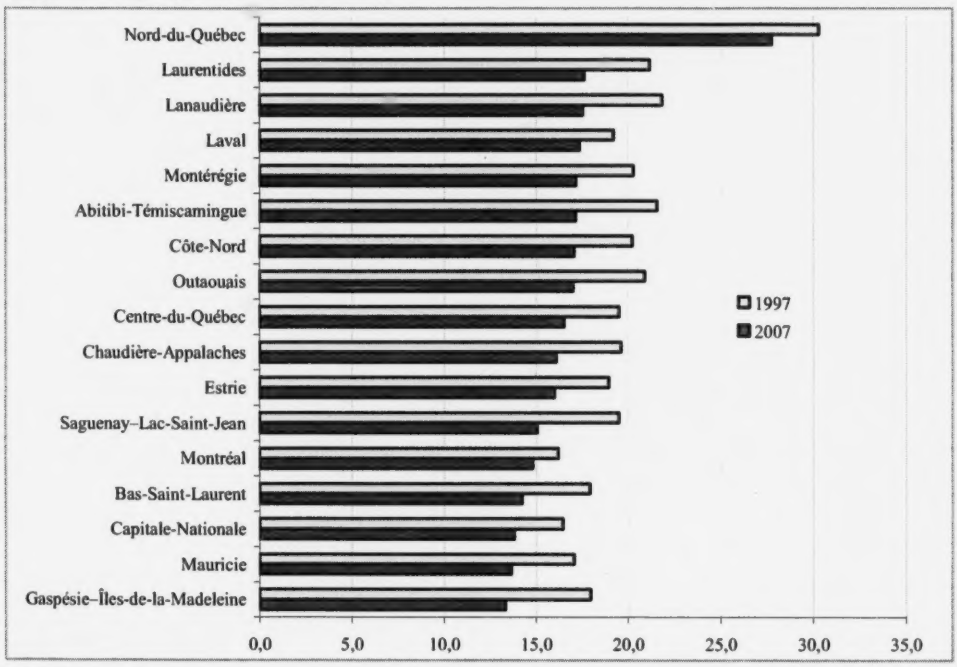
L'évolution de la structure de la population selon l'âge permet de vérifier si l'ensemble de la population vieillit au fil du temps. La comparaison de la distribution de la population par groupe d'âge témoigne du vieillissement de la population au cours des dix dernières années, dans toutes les régions du Québec.

- De 1997 à 2007, la proportion des personnes de 65 ans et plus au Québec passe de 12,2 % à 14,4 %, au détriment de celle des moins de 15 ans, qui passe de 18,8 % à 16,0 %. La diminution des naissances et une plus grande longévité expliquent ce phénomène. Selon les projections démographiques, un vieillissement accéléré de la population est à prévoir au cours des prochaines années.
- Alors qu'en 1997, le bloc régional de Montréal et Laval connaît la plus forte proportion de personnes âgées, soit 14,4 %, il en va tout autrement en 2007. Ainsi, pour ce qui est des 65 ans et plus, la Capitale-Nationale ainsi que les régions ressources passent devant Montréal et Laval en 2007. Ce sont d'ailleurs les régions ressources qui, de 1997 à 2007, connaissent le vieillissement de leur population le plus accéléré : la proportion des 65 ans et plus passe de 12,0 % à 15,6 %, pendant que les jeunes voient leur poids relatif diminuer de près de quatre points de pourcentage.
- Le Nord-du-Québec se distingue par une population nettement plus jeune : en 2007, 27,8 % de la population est âgé de moins de 15 ans et 5,4 %, de 65 ans ou plus.
- Enfin, autant chez les femmes que chez les hommes, le renversement de la pyramide des âges s'amplifie de 1997 à 2007.

Graphique 1.7a

Poids démographique des 0-14 ans, selon les régions administratives, 1997 et 2007[1]

(en pourcentage, par ordre décroissant)



1. Données provisoires.

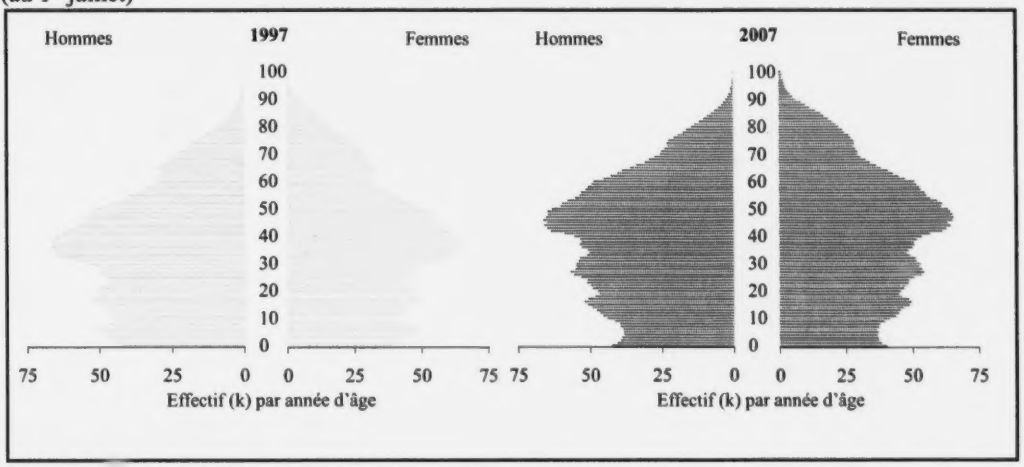
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.7b

Pyramide des âges, selon le sexe, ensemble du Québec, 1997 et 2007[1]

(au 1er juillet)



1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.7

Distribution de la population, par groupe d'âge, 1997 et 2007[1]

Régions administratives	1997				2007			
	0-14	15-29	30-64	65 et +	0-14	15-29	30-64	65 et +
	En %				En %			
01 Bas-Saint-Laurent	17,9	19,6	48,2	14,3	14,3	18,0	50,4	17,3
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	19,5	20,9	48,7	10,8	15,1	19,4	50,5	15,1
03 Capitale-Nationale	16,5	20,6	50,1	12,9	13,8	20,1	50,4	15,7
04 Mauricie	17,1	18,5	49,5	14,9	13,7	18,2	49,9	18,2
05 Estrie	19,0	20,5	47,2	13,3	16,0	19,9	48,8	15,3
06 Montréal	16,2	21,1	47,7	15,0	14,8	21,2	48,5	15,4
07 Outaouais	20,9	19,8	50,0	9,3	17,0	19,8	51,8	11,4
08 Abitibi-Témiscamingue	21,5	21,1	47,5	9,9	17,2	19,6	50,1	13,2
09 Côte-Nord	20,2	21,9	50,1	7,8	17,1	18,5	52,0	12,4
10 Nord-du-Québec	30,3	26,6	39,6	3,5	27,8	23,8	43,0	5,4
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18,0	18,9	49,7	13,5	13,3	15,8	52,7	18,2
12 Chaudière-Appalaches	19,6	20,3	48,0	12,0	16,1	19,2	50,1	14,6
13 Laval	19,2	19,2	49,9	11,7	17,4	18,8	49,5	14,3
14 Lanaudière	21,8	18,1	50,6	9,5	17,5	18,9	51,4	12,2
15 Laurentides	21,2	18,4	50,4	10,1	17,6	18,3	51,6	12,5
16 Montérégie	20,3	19,5	49,8	10,5	17,2	19,1	50,7	13,1
17 Centre-du-Québec	19,5	20,2	47,3	12,9	16,5	19,0	49,3	15,1
Ensemble du Québec	**18,8**	**20,1**	**48,9**	**12,2**	**16,0**	**19,6**	**50,0**	**14,4**
Régions ressources	19,2	20,3	48,5	12,0	15,4	18,7	50,3	15,6
Régions centrales	20,4	19,4	49,4	10,8	17,0	19,1	50,7	13,2
Capitale-Nationale	16,5	20,6	50,1	12,9	13,8	20,1	50,4	15,7
Montréal et Laval	16,7	20,8	48,1	14,4	15,3	20,8	48,7	15,2

1. Données provisoires.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1.8 Rapport de dépendance démographique

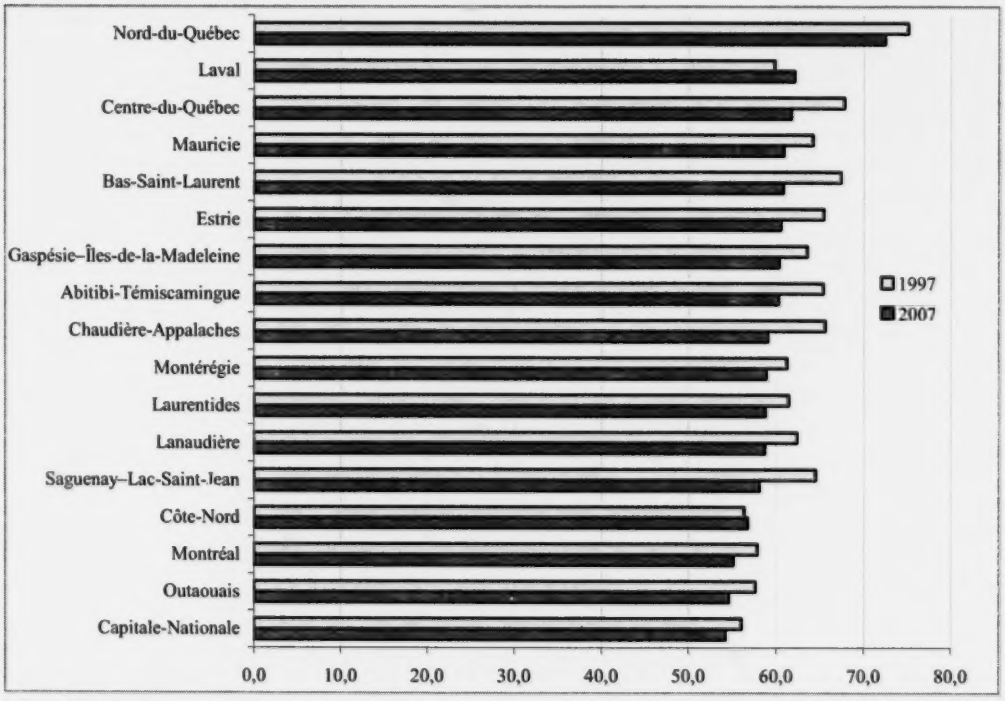
Le rapport de dépendance démographique dresse un portrait du fardeau démographique que représentent les personnes dites « à charge » (0-19 ans et 65 ans et plus) par rapport aux personnes dites « en âge de travailler » (20-64 ans). Plus le rapport de dépendance démographique est élevé, plus nombreuse est la population dite « dépendante » par rapport à celle qui est en âge de travailler.

- De 1997 à 2007, le rapport de dépendance démographique pour l'ensemble du Québec diminue. Malgré le vieillissement de la population au cours de cette période, le nombre de personnes dites « dépendantes » ne représente pas à ce jour une charge plus lourde pour les personnes en âge de travailler. Cette situation avantageuse s'estompera lorsque les *baby boomers* arriveront à l'âge de la retraite au cours des prochaines années. Un renversement des tendances est à prévoir.

- Au niveau régional, en 2007, on observe des différences importantes dans le rapport de dépendance démographique. Dans les régions ressources, ce rapport est de 60,1, comparativement à 54,3 dans la Capitale-Nationale, région où le rapport de dépendance est le plus faible.

- De 1997 à 2007, seules les régions de la Côte-Nord et de Laval voient leur rapport de dépendance démographique s'accroître.

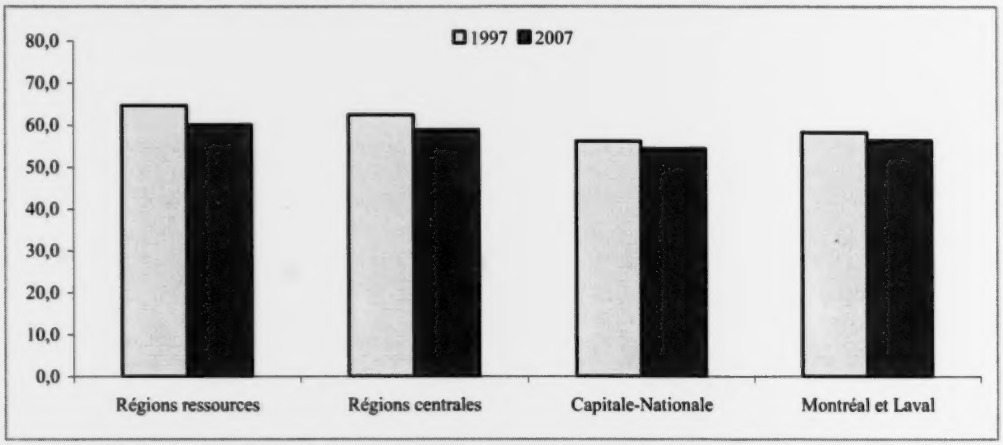
Graphique 1.8a
Rapport de dépendance démographique, selon les régions administratives, 1997 et 2007[1]
(par ordre décroissant)



1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.8b

Rapport de dépendance démographique, selon les blocs régionaux, 1997 et 2007[1]



1. Données provisoires.

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.8

Rapport de dépendance démographique[1], 1997, 2002 et 2007[2]

Régions administratives	Rapport de dépendance démographique			Écart		
	1997	2002	2007	1997 - 2002	2002 - 2007	1997 - 2007
01 Bas-Saint-Laurent	67,5	61,9	60,9	-5,6	-1,0	-6,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	64,6	59,0	58,1	-5,5	-0,9	-6,5
03 Capitale-Nationale	56,1	53,7	54,3	-2,4	0,6	-1,8
04 Mauricie	64,3	61,1	60,9	-3,2	-0,2	-3,4
05 Estrie	65,5	61,7	60,6	-3,8	-1,1	-4,9
06 Montréal	57,9	56,2	55,2	-1,8	-1,0	-2,7
07 Outaouais	57,7	56,0	54,7	-1,7	-1,3	-3,0
08 Abitibi-Témiscamingue	65,5	61,9	60,3	-3,6	-1,6	-5,1
09 Côte-Nord	56,4	55,9	56,8	-0,5	0,9	0,4
10 Nord-du-Québec	75,2	73,9	72,5	-1,2	-1,4	-2,6
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	63,6	61,2	60,4	-2,4	-0,8	-3,2
12 Chaudière-Appalaches	65,7	60,0	59,1	-5,7	-0,9	-6,6
13 Laval	59,8	60,2	62,1	0,3	2,0	2,3
14 Lanaudière	62,4	59,6	58,7	-2,9	-0,8	-3,7
15 Laurentides	61,5	58,8	58,8	-2,7	0,1	-2,7
16 Montérégie	61,3	58,7	58,9	-2,6	0,3	-2,3
17 Centre-du-Québec	67,9	62,3	61,8	-5,6	-0,5	-6,1
Ensemble du Québec	**60,9**	**58,2**	**57,9**	**-2,7**	**-0,3**	**-3,0**
Régions ressources	64,6	60,8	60,1	-3,8	-0,7	-4,5
Régions centrales	62,4	59,2	58,8	-3,2	-0,3	-3,6
Capitale-Nationale	56,1	53,7	54,3	-2,4	0,6	-1,8
Montréal et Laval	58,2	56,8	56,3	-1,4	-0,4	-1,9

1. Le rapport de dépendance démographique s'obtient en divisant la somme des 0-19 ans et des 65 ans et plus par les 20-64 ans. Le résultat est ensuite multiplié par 100.
2. Données provisoires.

Les calculs d'écart peuvent s'éloigner de la différence de ses éléments, du fait des arrondis.

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1.9 Indice de remplacement

L'indice de remplacement mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à se retirer du marché du travail est remplacée par une personne plus jeune.

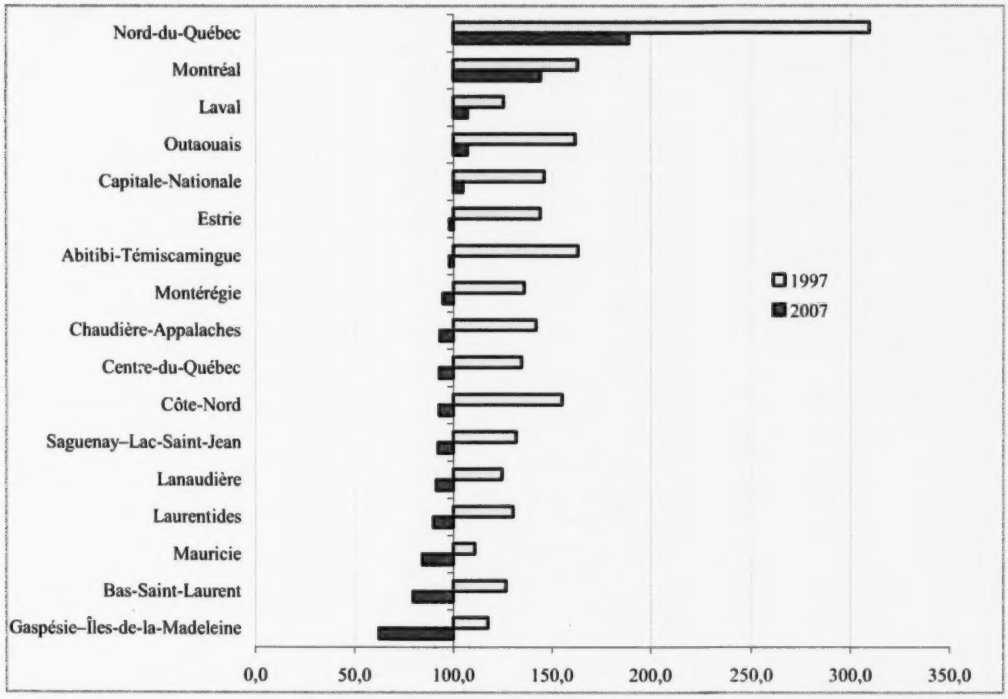
- De 1997 à 2007, l'indice de remplacement démographique du Québec passe de 143,7 à 105,7. Il demeure toutefois au-dessus du seuil de « un pour un » (indice égal à 100). La baisse de l'indice est principalement causée par la diminution de l'importance relative des jeunes dans l'ensemble de la population.

- En 2007, comparativement à 1997, régions voient toutefois leur indice chuter en deçà du « seuil un pour un », dont presque toutes les régions ressources, à l'exception du Nord-du-Québec.

- Le bloc régional de Montréal et Laval demeure celui dont l'indice de remplacement est le plus avantageux en 2006 (137,9), à l'inverse de celui des régions ressources (87,7).

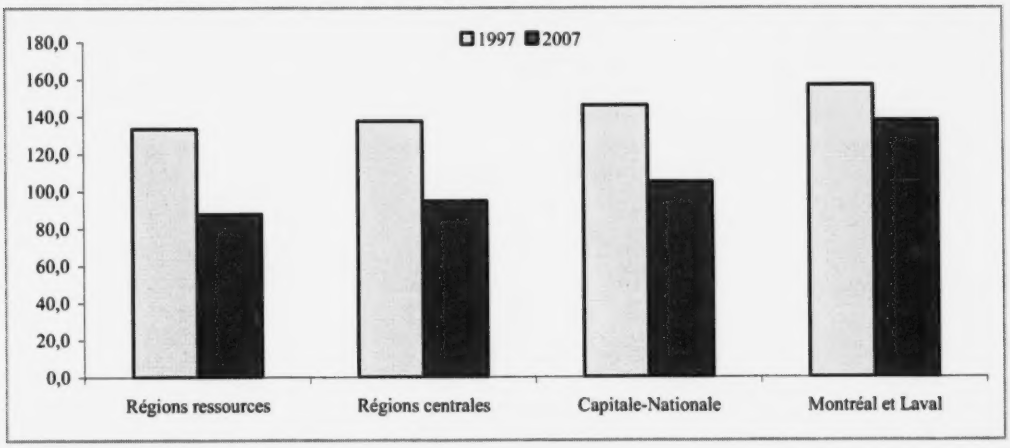
- Le Nord-du-Québec se distingue des autres régions, car il compte, encore en 2007, près de deux personnes âgées de 20-29 ans contre une de 55-64 ans. Cependant, ce rapport s'amenuise d'année en année.

Graphique 1.9a
Indice de remplacement, selon les régions administratives, 1997 et 2007[1]
(par ordre décroissant)



1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 1.9b
Indice de remplacement, selon les blocs régionaux, 1997 et 2007[1]



1. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 1.9
Indice de remplacement[1], 1997, 2002 et 2007[2]

Régions administratives	Indice de remplacement			Écart		
	1997	2002	2007	1997 - 2002	2002 - 2007	1997 - 2007
01 Bas-Saint-Laurent	126,8	102,1	79,6	-24,7	-22,5	-47,2
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	131,8	115,3	92,3	-16,5	-23,1	-39,6
03 Capitale-Nationale	146,1	122,7	104,9	-23,4	-17,8	-41,2
04 Mauricie	110,8	95,0	84,3	-15,8	-10,8	-26,5
05 Estrie	144,0	117,5	98,2	-26,5	-19,2	-45,8
06 Montréal	163,0	164,4	144,4	1,4	-20,1	-18,7
07 Outaouais	161,9	129,0	107,2	-32,9	-21,8	-54,7
08 Abitibi-Témiscamingue	163,2	118,6	98,0	-44,6	-20,7	-65,2
09 Côte-Nord	155,1	114,2	92,8	-40,9	-21,4	-62,2
10 Nord-du-Québec	309,5	244,3	189,0	-65,2	-55,3	-120,5
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	117,6	78,5	62,3	-39,1	-16,2	-55,2
12 Chaudière-Appalaches	142,0	118,4	93,3	-23,6	-25,1	-48,8
13 Laval	125,7	118,1	107,4	-7,5	-10,7	-18,3
14 Lanaudière	124,7	99,6	91,4	-25,1	-8,2	-33,3
15 Laurentides	130,3	104,9	89,9	-25,4	-15,0	-40,3
16 Montérégie	136,1	110,7	94,8	-25,4	-15,9	-41,3
17 Centre-du-Québec	134,7	117,6	93,0	-17,1	-24,6	-41,7
Ensemble du Québec	**143,7**	**124,6**	**105,7**	**-19,0**	**-18,9**	**-37,9**
Régions ressources	133,6	107,2	87,7	-26,4	-19,5	-45,9
Régions centrales	137,6	112,1	94,8	-25,4	-17,3	-42,8
Capitale-Nationale	146,1	122,7	104,9	-23,4	-17,8	-41,2
Montréal et Laval	156,9	156,6	137,9	-0,3	-18,6	-19,0

1. L'indice de remplacement correspond au rapport des 20-29 ans sur les 55-64 ans, multiplié par 100.
2. Données provisoires.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 2 — MARCHÉ DU TRAVAIL

Depuis 1993, le Québec a connu l'une des plus longues périodes de croissance économique de son histoire, exception faite des dernières années, marquées par le ralentissement de l'activité nord-américaine. Cela explique en grande partie l'amélioration significative des conditions du marché du travail.

La comparaison des principaux indicateurs du marché du travail ainsi que leur évolution permettront d'évaluer la performance économique du Québec et de ses régions. Ces indicateurs sont :

- l'emploi;
- les travailleurs indépendants;
- le taux de chômage;
- le taux d'emploi;
- le taux d'emploi et le taux de chômage des 15-29 ans.

2.1 Emploi

La création d'emplois est considérée comme l'indicateur par excellence du dynamisme économique d'une région. Depuis le milieu des années 1990, le Québec connaît une amélioration significative des conditions du marché du travail.

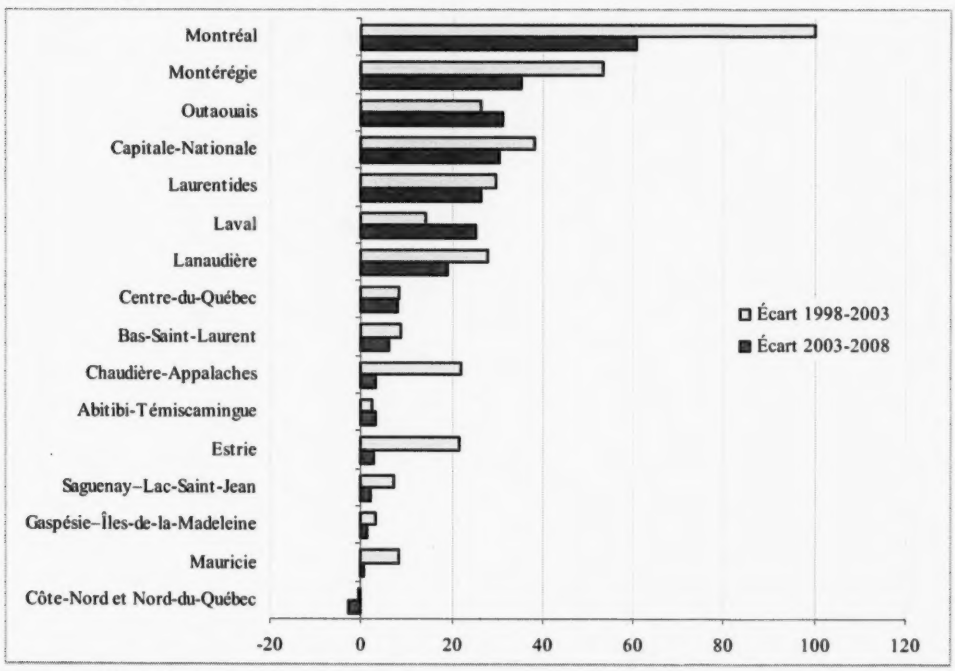
- De 1998 à 2008, le Québec compte 624 200 emplois de plus et affiche sur cette période un taux de croissance de 1,8 %. Toutes les régions, à l'exception de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, profitent de cette augmentation. Par ailleurs, plus de 40 % des nouveaux emplois ont été créés depuis 2003.

- Les plus fortes croissances de l'emploi se situent dans les régions de l'Outaouais (+3,5 % annuellement), de Lanaudière et les Laurentides (+2,4% dans les deux cas), de Laval (+2,2%) et de la Capitale-Nationale (+2,1 %).

- Par ailleurs, les régions centrales obtiennent plus de la moitié (50,5%) des nouveaux emplois, de 1998 à 2008, pour un total de 315 400 emplois, suivies de Montréal et Laval (32,1 % ou 200 200 emplois), de la Capitale-Nationale (11,0 % ou 68 500 emplois) et des régions ressources (6,5 % ou 40 300 emplois).

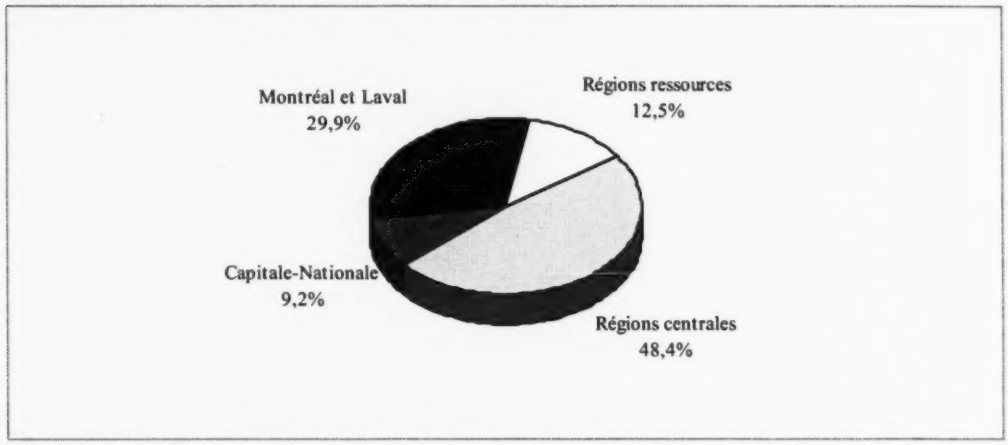
- Parmi les blocs régionaux, la Capitale-Nationale présente le taux de croissance de l'emploi le plus élevé au cours de la décennie 1998-2008, soit 2,1 %. Les régions ressources ferment la marche avec une croissance de l'emploi de 0,9 %.

Graphique 2.1a
Évolution de l'emploi, selon les régions administratives, 1998-2003 et 2003-2008
(en milliers, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 2.1b
Répartition de l'emploi, selon les blocs régionaux, 2008



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 2.1
Évolution des emplois, 1998, 2003 et 2008

Régions administratives		Emploi			Écart			Variation[1]
		1998	2003	2008	1998 - 2003	2003 - 2008	1998 - 2008	1998 - 2008
		En k			En k			En %
01	Bas-Saint-Laurent	79,0	87,8	93,9	8,8	6,1	14,9	1,7
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	113,4	120,5	122,7	7,1	2,2	9,3	0,8
03	Capitale-Nationale	289,6	327,8	358,1	38,2	30,3	68,5	2,1
04	Mauricie	107,4	115,9	116,7	8,5	0,8	9,3	0,8
05	Estrie	124,4	146,1	148,8	21,7	2,7	24,4	1,8
06	Montréal	795,4	895,6	956,2	100,2	60,6	160,8	1,9
07	Outaouais	141,8	168,3	199,4	26,5	31,1	57,6	3,5
08	Abitibi-Témiscamingue	62,7	65,1	68,3	2,4	3,2	5,6	0,9
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	51,6	51,1	48,5	-0,5	-2,6	-3,1	-0,6
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,1	35,2	36,4	3,1	1,2	4,3	1,3
12	Chaudière-Appalaches	181,5	203,6	206,8	22,1	3,2	25,3	1,3
13	Laval	163,9	178,0	203,3	14,1	25,3	39,4	2,2
14	Lanaudière	173,3	201,2	220,3	27,9	19,1	47,0	2,4
15	Laurentides	212,7	242,6	269,0	29,9	26,4	56,3	2,4
16	Montérégie	629,3	682,7	717,9	53,4	35,2	88,6	1,3
17	Centre-du-Québec	99,3	107,5	115,5	8,2	8,0	16,2	1,5
Ensemble du Québec		**3 257,5**	**3 628,8**	**3 881,7**	**371,3**	**252,9**	**624,2**	**1,8**
	Régions ressources	446,2	475,6	486,5	29,4	10,9	40,3	0,9
	Régions centrales	1 562,3	1 752,0	1 877,7	189,7	125,7	315,4	1,9
	Capitale-Nationale	289,6	327,8	358,1	38,2	30,3	68,5	2,1
	Montréal et Laval	959,3	1 073,6	1 159,5	114,3	85,9	200,2	1,9

1. Taux de croissance annuel composé.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

2.2 *Travailleurs indépendants*

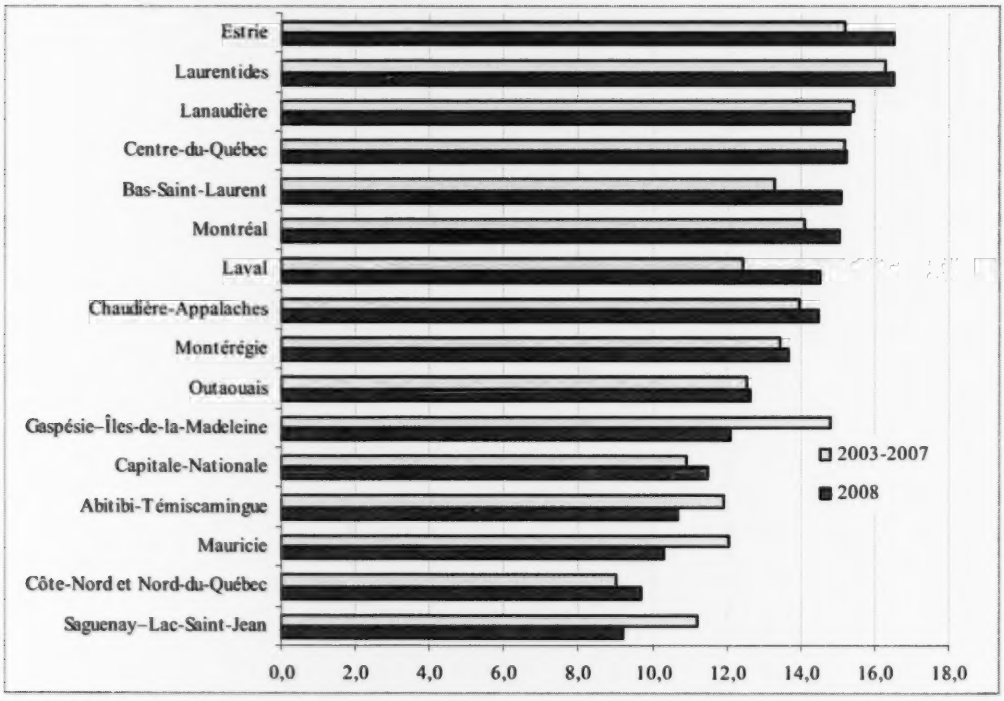
Un travailleur indépendant est défini comme un travailleur qui exerce une profession ou une activité commerciale, avec ou sans employés, et dont le choix des moyens d'exécution ainsi que l'organisation du travail sont laissés à son entière discrétion.

- Jusqu'à la fin des années 1990, le nombre de travailleurs indépendants au Québec progresse constamment. Cependant, leur poids relatif diminue par rapport à l'emploi total. Après avoir rebondi en 2007, l'importance relative des travailleurs indépendants dans l'emploi total fléchit légèrement à 14,0 % (542 300 travailleurs). Plus de 80 % des travailleurs indépendants se trouvent à Montréal et Laval et dans les régions centrales.

- En 2008, la plus grande proportion de travailleurs indépendants œuvre dans les régions de l'Estrie et des Laurentides (16,5 % dans les deux cas), suivies de Lanaudière (15,3%) ainsi que du Centre-du-Québec (15,2 %).

- Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (9,7 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (9,2 %) affichent les plus faibles parts de travailleurs indépendants.

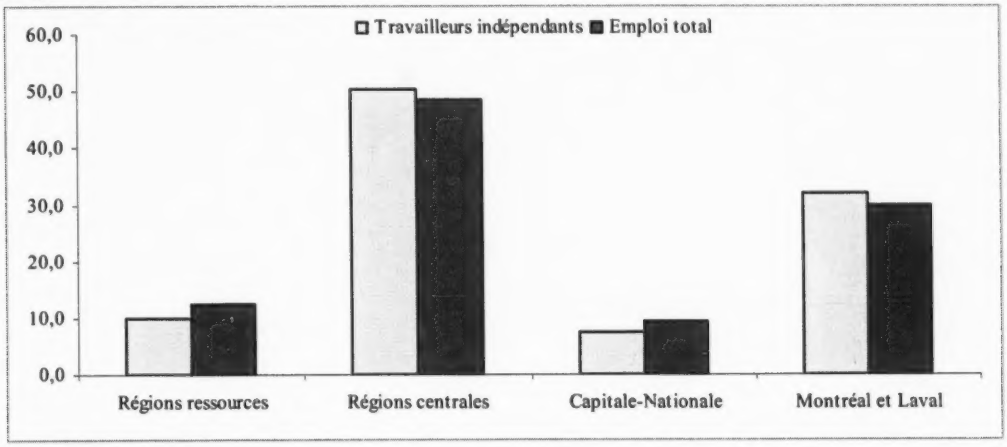
Graphique 2.2a
Part des travailleurs indépendants, selon les régions administratives, 2003-2007 et 2008
(en pourcentage du total de l'emploi, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 2.2b

Répartition des travailleurs indépendants et de l'emploi total, selon les blocs régionaux, 2008
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 2.2

Travailleurs indépendants, 1998-2008

Régions administratives		Travailleurs indépendants 2008		Part		
				1998 - 2002 [1]	2003 - 2007 [1]	2008
		En k	En %	En % du total de l'emploi		
01	Bas-Saint-Laurent	14,2	2,6	16,1	13,3	15,1
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	11,3	2,1	12,2	11,2	9,2
03	Capitale-Nationale	41,2	7,6	12,9	10,9	11,5
04	Mauricie	12,0	2,2	14,4	12,0	10,3
05	Estrie	24,6	4,5	15,9	15,2	16,5
06	Montréal	143,8	26,5	13,9	14,1	15,0
07	Outaouais	25,2	4,6	13,2	12,5	12,6
08	Abitibi-Témiscamingue	7,3	1,3	14,8	11,9	10,7
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	4,7	0,9	8,2	9,0	9,7
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4,4	0,8	15,3	14,8	12,1
12	Chaudière-Appalaches	30	5,5	16,8	14,0	14,5
13	Laval	29,5	5,4	12,3	12,5	14,5
14	Lanaudière	33,8	6,2	15,4	15,4	15,3
15	Laurentides	44,4	8,2	15,8	16,3	16,5
16	Montérégie	98,3	18,1	14,4	13,4	13,7
17	Centre-du-Québec	17,6	3,2	18,4	15,2	15,2
Ensemble du Québec		**542,3**	**100,0**	**14,3**	**13,5**	**14,0**
	Régions ressources	53,9	9,9	13,5	11,9	11,1
	Régions centrales	273,9	50,5	15,2	14,3	14,6
	Capitale-Nationale	41,2	7,6	12,9	10,9	11,5
	Montréal et Laval	173,3	32,0	13,6	13,8	14,9

1. Moyenne des années.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

2.3 Taux de chômage

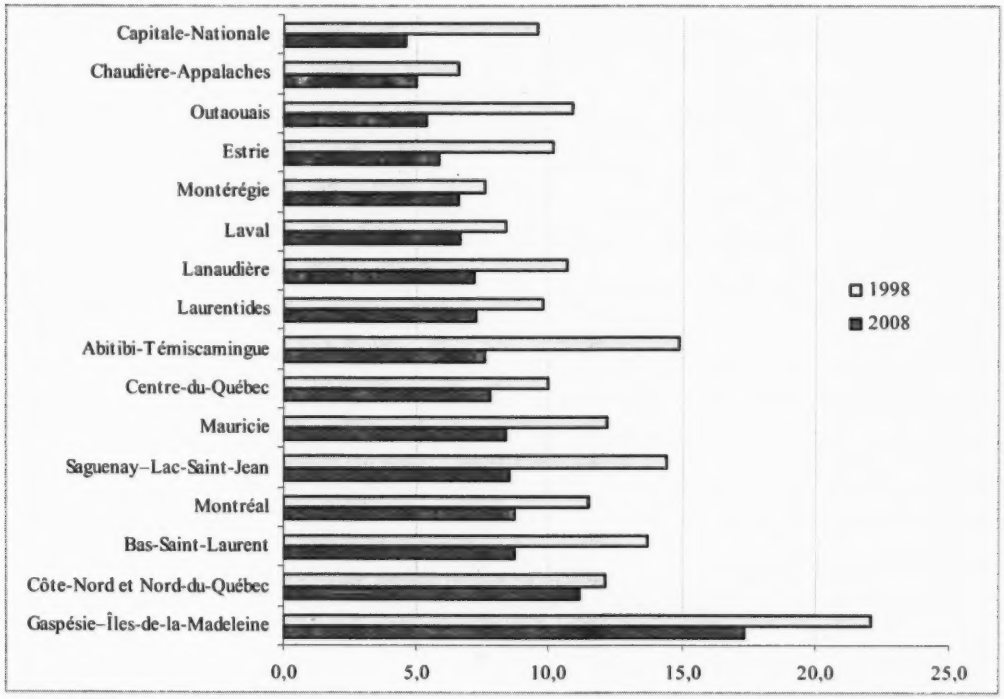
- Depuis 1998, le taux de chômage ne cesse de diminuer au Québec, passant de 10,3 % à 9,1 % en 2003, et finalement à 7,2 % en 2008. Ce dernier taux demeure le plus bas des 34 dernières années.

- Toutes les régions améliorent leur situation de 1998 à 2008, mais à des rythmes différents. Les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay–Lac-Saint-Jean présentent le meilleur bilan en matière de réduction du taux de chômage, avec des diminutions respectives de 7,3 points et de 5,9 points de pourcentage. L'Outaouais (-5,5 points) ainsi que le Bas-Saint-Laurent et la Capitale-Nationale (-5,0 points chacune) suivent avec des baisses prononcées.

- En 2008, la Capitale-Nationale affiche le plus bas taux de chômage, à 4,6 %, tandis que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente le taux le plus élevé, à 17,3 %.

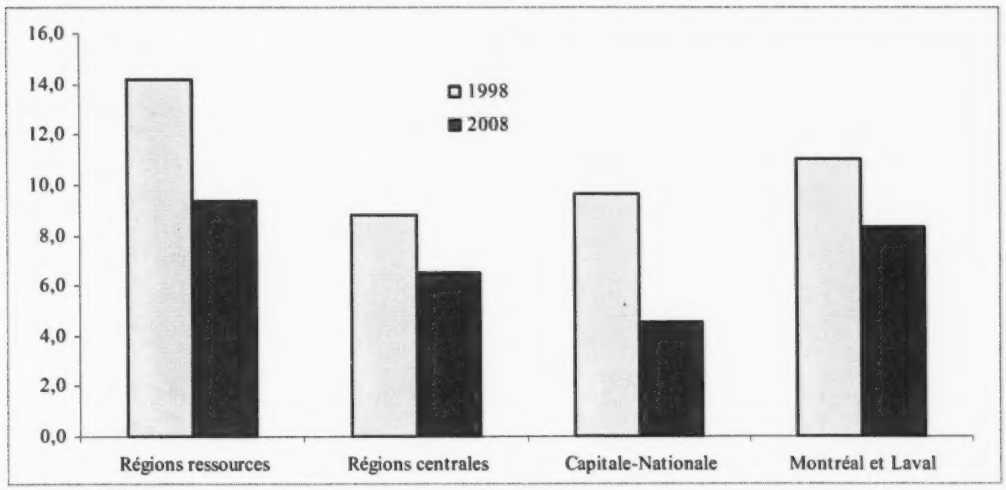
- Grâce à leurs résultats encourageants, les régions ressources parviennent à réduire l'écart qui les séparait du taux moyen de l'ensemble du Québec en 1998. Ainsi, celui-ci passe de 3,9 points de pourcentage en 1998 à 2,2 points en 2008.

Graphique 2.3a
Taux de chômage, selon les régions administratives, 1998 et 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 2.3b
Taux de chômage, selon les blocs régionaux, 1998 et 2008
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 2.3
Taux de chômage, 1998, 2003 et 2008

Régions administratives		Taux de chômage			Écart		
		1998	2003	2008	1998 - 2003	2003 - 2008	1998 - 2008
		En %			En points de %		
01	Bas-Saint-Laurent	13,7	10,0	8,7	-3,7	-1,3	-5,0
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	14,4	11,9	8,5	-2,5	-3,4	-5,9
03	Capitale-Nationale	9,6	7,2	4,6	-2,4	-2,6	-5,0
04	Mauricie	12,2	10,4	8,4	-1,8	-2,0	-3,8
05	Estrie	10,2	7,8	5,9	-2,4	-1,9	-4,3
06	Montréal	11,5	11,4	8,7	-0,1	-2,7	-2,8
07	Outaouais	10,9	7,6	5,4	-3,3	-2,2	-5,5
08	Abitibi-Témiscamingue	14,9	10,1	7,6	-4,8	-2,5	-7,3
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	12,1	11,3	11,2	-0,8	-0,1	-0,9
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22,1	17,6	17,3	-4,5	-0,3	-4,8
12	Chaudière-Appalaches	6,6	6,3	5,0	-0,3	-1,3	-1,6
13	Laval	8,4	8,6	6,7	0,2	-1,9	-1,7
14	Lanaudière	10,7	8,9	7,2	-1,8	-1,7	-3,5
15	Laurentides	9,8	7,2	7,3	-2,6	0,1	-2,5
16	Montérégie	7,6	7,6	6,6	0,0	-1,0	-1,0
17	Centre-du-Québec	10,0	8,9	7,8	-1,1	-1,1	-2,2
Ensemble du Québec		**10,3**	**9,1**	**7,2**	**-1,2**	**-1,9**	**-3,1**
	Régions ressources	14,2	11,4	9,4	-2,8	-2,0	-4,8
	Régions centrales	8,8	7,6	6,5	-1,2	-1,1	-2,3
	Capitale-Nationale	9,6	7,2	4,6	-2,4	-2,7	-5,1
	Montréal et Laval	11,0	11,0	8,3	0,0	-2,7	-2,7

Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

2.4 Taux d'emploi

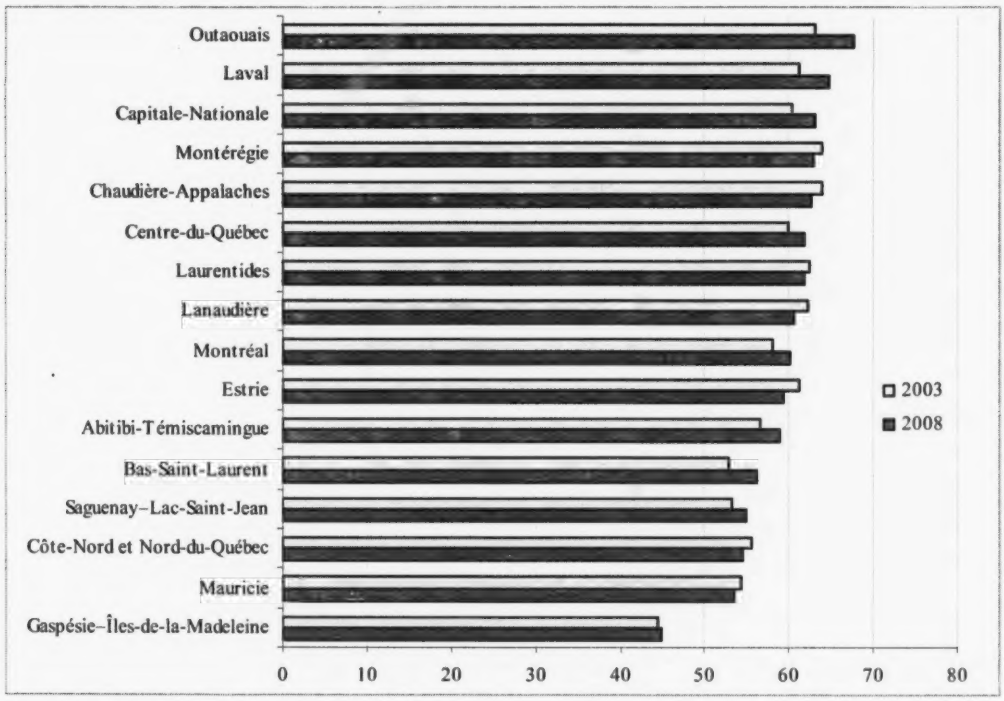
Le taux d'emploi se définit comme le pourcentage de personnes occupant un emploi parmi la population de 15 ans et plus. Il mesure ainsi la capacité d'une économie, ou d'une région, à fournir de l'emploi à sa population.

- En 2008, au Québec, le taux d'emploi oscille autour de 60 % pour une sixième année consécutive et s'établit à 60,9 %. Il s'agit d'une augmentation de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2003.

- De 2003 à 2008, les régions de l'Outaouais (+4,5 points de pourcentage), de Laval (+3,7 points) et du Bas-Saint-Laurent (+3,2 %) présentent une croissance particulièrement élevée de leur taux d'emploi respectif.

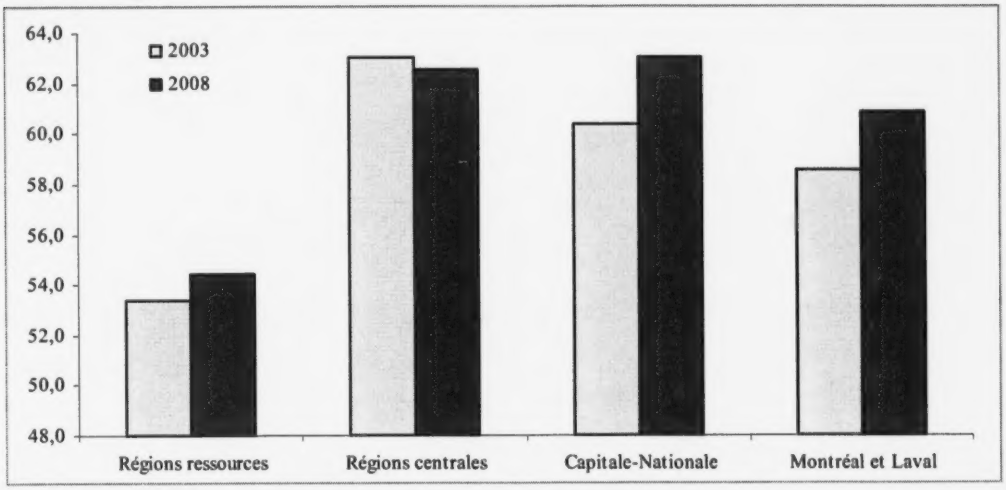
- Parmi les blocs régionaux, la Capitale-Nationale affiche, de 2003 à 2008, la hausse la plus forte du taux d'emploi, avec un gain de 2,7 points de pourcentage, suivie de Montréal et Laval (+2,3 points). Les régions centrales ferment la marche, avec un recul de 0,5 point.

Graphique 2.4a
Taux d'emploi, selon les régions administratives, 2003 et 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 2.4b
Taux d'emploi, selon les blocs régionaux, 2003 et 2008
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 2.4
Taux d'emploi, 1998, 2003 et 2008

Régions administratives		Taux d'emploi			Écart		
		1998	2003	2008	1998 - 2003	2003 - 2008	1998 - 2008
		En %			En points de %		
01	Bas-Saint-Laurent	47,3	52,9	56,1	5,6	3,2	8,8
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	49,6	53,3	55,0	3,7	1,7	5,4
03	Capitale-Nationale	55,2	60,3	63,0	5,1	2,7	7,8
04	Mauricie	50,4	54,4	53,5	4,0	-0,9	3,1
05	Estrie	54,7	61,1	59,3	6,4	-1,8	4,6
06	Montréal	53,7	58,0	60,1	4,3	2,1	6,4
07	Outaouais	57,4	63,1	67,6	5,7	4,5	10,2
08	Abitibi-Témiscamingue	52,5	56,7	59,0	4,2	2,3	6,5
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	53,4	55,5	54,5	2,1	-1,0	1,1
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	38,4	44,4	45,0	6,0	0,6	6,6
12	Chaudière-Appalaches	59,0	64,0	62,7	5,0	-1,3	3,7
13	Laval	60,4	61,1	64,8	0,7	3,7	4,4
14	Lanaudière	57,8	62,3	60,6	4,5	-1,7	2,8
15	Laurentides	60,6	62,5	61,8	1,9	-0,7	1,2
16	Montérégie	62,0	64,0	62,8	2,0	-1,2	0,8
17	Centre-du-Québec	57,4	60,0	61,9	2,6	1,9	4,5
Ensemble du Québec		**56,1**	**60,0**	**60,9**	**3,9**	**0,9**	**4,8**
	Régions ressources	49,1	53,4	54,4	4,2	1,0	5,3
	Régions centrales	59,6	63,0	62,5	3,4	-0,5	2,9
	Capitale-Nationale	55,2	60,3	63,0	5,1	2,7	7,8
	Montréal et Laval	54,7	58,5	60,8	3,8	2,3	6,1

Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

2.5 Taux d'emploi et taux de chômage des 15-29 ans

- De 1998 à 2008, le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans diminue au Québec. En effet, celui-ci atteint 10,1 % en 2008, en baisse de 4,2 points de pourcentage par rapport à 1998.

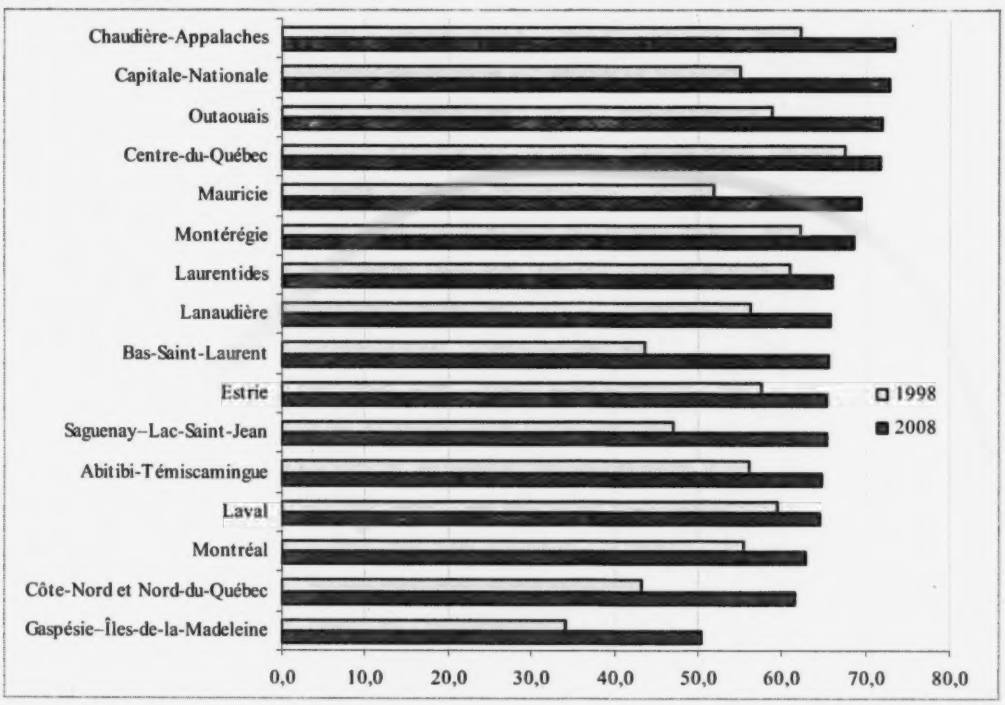
- Toutefois, des écarts importants persistent, selon les régions. Ainsi, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche un taux de chômage de 18,5 % en 2008, alors qu'il n'est que de 5,8 % dans la région de la Chaudière-Appalaches.

- Quant au taux d'emploi des jeunes de 15 à 29 ans, il affiche une hausse de 10,0 points de pourcentage depuis 1998 et atteint, en 2008, 66,8 % au Québec.

- La région de la Chaudière-Appalaches affiche le taux d'emploi des jeunes de 15 à 29 ans le plus élevé avec 73,5 %, suivie de la Capitale-Nationale avec un taux de 72,9 %.

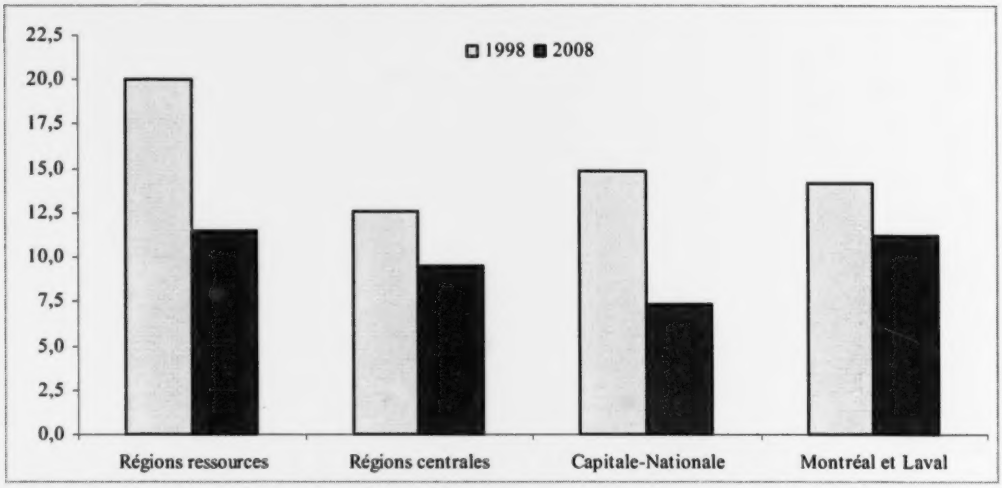
- Parmi les blocs régionaux, Montréal et Laval affichent le taux d'emploi le plus faible, tandis que les régions ressources présentent le taux de chômage le plus élevé.

Graphique 2.5a
Taux d'emploi des 15-29 ans, selon les régions administratives, 1998 et 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 2.5b
Taux de chômage des 15-29 ans, selon les blocs régionaux, 1998 et 2008
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 2.5
Taux de chômage et taux d'emploi des 15-29 ans, 1998 et 2008

Régions administratives		Taux de chômage			Taux d'emploi		
		1998	2008	Écart 1998-2008	1998	2008	Écart 1998-2008
		En %		En points de %	En %		En points de %
01	Bas-Saint-Laurent	20,0	11,4	-8,6	43,7	65,7	22,0
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	22,0	12,2	-9,8	47,0	65,5	18,5
03	Capitale-Nationale	14,9	7,3	-7,6	55,0	72,9	17,9
04	Mauricie	17,3	9,7	-7,6	51,9	69,5	17,6
05	Estrie	14,1	9,5	-4,6	57,7	65,5	7,8
06	Montréal	14,7	11,3	-3,4	55,5	62,8	7,3
07	Outaouais	14,6	8,8	-5,8	58,9	72,0	13,1
08	Abitibi-Témiscamingue	18,5	11,5	-7,0	56,2	64,7	8,5
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	16,6	10,6	-6,0	43,3	61,6	18,3
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	31,5	18,5	-13,0	34,2	50,4	16,2
12	Chaudière-Appalaches	9,8	5,8	-4,0	62,3	73,5	11,2
13	Laval	10,8	10,8	0,0	59,5	64,5	5,0
14	Lanaudière	15,7	11,0	-4,7	56,3	65,8	9,5
15	Laurentides	12,7	11,3	-1,4	61,0	66,1	5,1
16	Montérégie	12,1	9,4	-2,7	62,3	68,6	6,3
17	Centre-du-Québec	10,9	10,3	-0,6	67,5	71,7	4,2
Ensemble du Québec		**14,3**	**10,1**	**-4,2**	**56,8**	**66,8**	**10,0**
	Régions ressources	20,0	11,5	-8,5	47,3	65,0	17,7
	Régions centrales	12,6	9,5	-3,1	61,1	68,6	7,5
	Capitale-Nationale	14,9	7,3	-7,6	55,0	72,9	18,0
	Montréal et Laval	14,2	11,2	-2,9	56,0	63,1	7,0

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation: Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 3 — STRUCTURE INDUSTRIELLE

Au fil des ans, la structure industrielle évolue sous l'effet de différents changements profonds, tant internes qu'externes. Parmi les plus marquants, il y a la situation démographique, le développement technologique et l'économie du savoir, l'avènement d'une économie de loisirs, la concurrence locale et étrangère, ainsi que la tertiarisation de l'économie. Ces changements se transposent dans les régions et modifient leur évolution.

Les indicateurs disponibles les plus pertinents pour illustrer les transformations survenues au sein de la structure industrielle dans les régions sont principalement l'emploi et le nombre d'entreprises. Parmi ces indicateurs, on compte :

- le nombre d'établissements, par grand secteur d'activité;
- la taille des établissements;
- l'emploi, par grand secteur d'activité;
- l'emploi, par domaine de fabrication;
- l'emploi, par grand groupe de services;
- les coopératives.

3.1 Répartition des établissements, par grand secteur d'activité

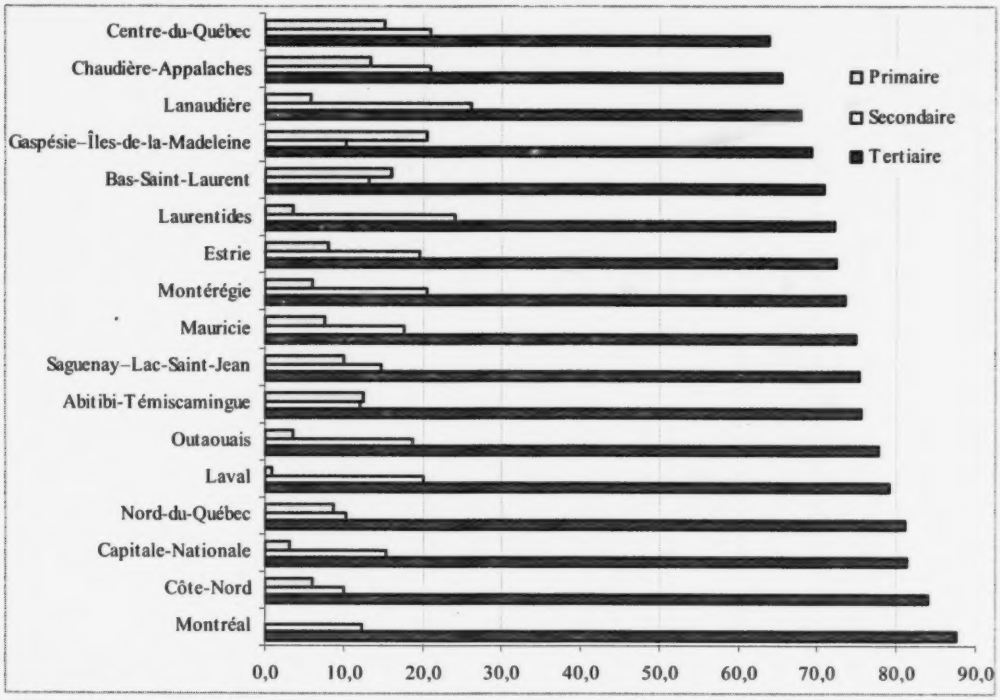
- En 2008, le secteur tertiaire accapare 76,9 % du nombre total d'établissements au Québec. Cela illustre le phénomène de la tertiarisation de la structure industrielle québécoise. Dans les régions de Montréal, de la Côte-Nord, de la Capitale-Nationale et du Nord-du-Québec, cette proportion dépasse les 80 %.

- Le secteur de la construction regroupe 10,9 % des établissements au Québec. Les établissements de ce secteur dominent dans les régions en forte croissance démographique, principalement dans celles de Lanaudière, avec 19,8 %, et des Laurentides, avec 18,2 %.

- Le secteur de la fabrication représente 6,5 % du total des établissements au Québec. Dans la région du Centre-du-Québec, cette proportion atteint un sommet, avec 9,7 %.

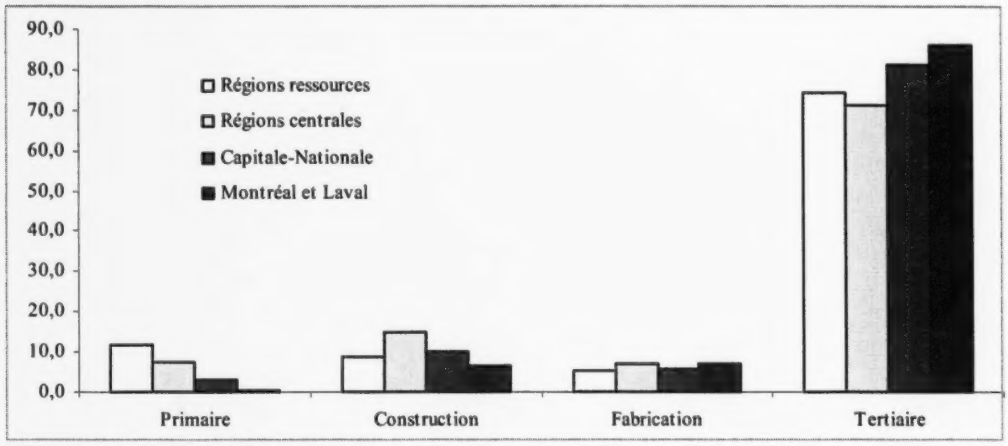
- Quant au secteur primaire, il regroupe seulement 5,6 % de l'ensemble des établissements au Québec. Les régions ressources affichent la plus forte concentration d'établissements de ce secteur, avec 11,9 %. Ce taux atteint même 20,5 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Graphique 3.1a
Répartition des établissements, par grand secteur d'activité, selon les régions administratives, 2008
(en pourcentage, par ordre croissant, en fonction du secteur tertiaire)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 3.1b
Répartition des établissements, par grand secteur d'activité, selon les blocs régionaux, 2008
(en pourcentage)



Ces proportions ne tiennent pas compte du résidu.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 3.1
Établissements, par grand secteur d'activité, 2008

Régions administratives	Établissements	Primaire	Secondaire		Tertiaire
			Construction	Fabrication	
	Nombre		En %		
01 Bas-Saint-Laurent	7 979	16,1	8,2	5,0	70,7
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	8 470	10,1	9,0	5,7	75,2
03 Capitale-Nationale	19 638	3,2	9,9	5,6	81,4
04 Mauricie	7 768	7,5	10,9	6,8	74,8
05 Estrie	9 635	7,9	12,1	7,5	72,4
06 Montréal	59 803	0,3	5,3	6,9	87,6
07 Outaouais	7 219	3,5	15,3	3,5	77,7
08 Abitibi-Témiscamingue	4 741	12,4	7,7	4,3	75,5
09 Côte-Nord	2 916	6,0	6,6	3,5	83,9
10 Nord-du-Québec	853	8,8	7,6	2,6	81,0
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 868	20,5	6,4	3,9	69,2
12 Chaudière-Appalaches	13 925	13,5	12,7	8,3	65,5
13 Laval	10 568	1,0	13,5	6,5	79,0
14 Lanaudière	12 847	5,8	19,8	6,4	67,9
15 Laurentides	16 027	3,6	18,2	6,0	72,2
16 Montérégie	40 571	5,9	13,8	6,8	73,5
17 Centre-du-Québec	8 596	15,2	11,2	9,7	63,9
Résidu[1]	1 209	8,3	12,8	3,6	75,3
Ensemble du Québec	**236 157**	**5,6**	**10,9**	**6,5**	**76,9**
Régions ressources	36 595	11,9	8,6	5,2	74,4
Régions centrales	108 820	7,3	14,8	6,9	71,0
Capitale-Nationale	19 638	3,2	9,9	5,6	81,4
Montréal et Laval	70 371	0,4	6,5	6,9	86,3

1. Statistique Canada ne dispose pas de suffisamment d'information pour situer ces établissements avec précision.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

3.2 Répartition des établissements, par taille

- Au Québec, les microétablissements (moins de cinq employés) représentent plus de la moitié du nombre total d'établissements. Dans les régions centrales, cette proportion atteint presque 55 %.

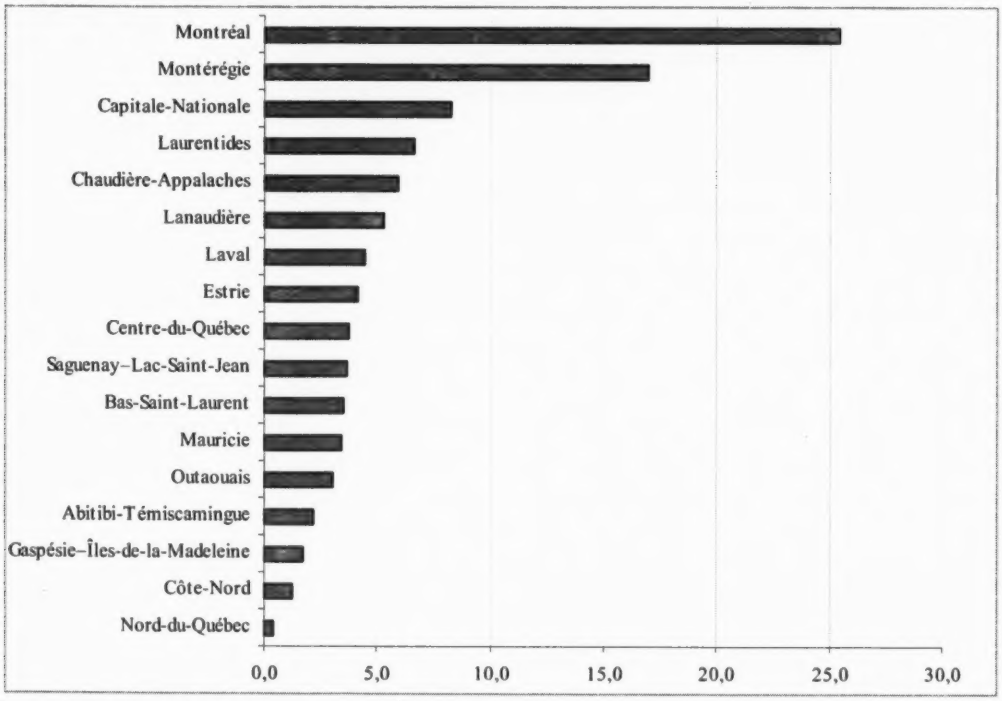
- Près de 44 % des établissements au Québec comptent de cinq à 49 employés. La concentration des établissements de cette taille est encore plus élevée dans les régions de la Côte-Nord, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, du Nord-du-Québec et de la Capitale-Nationale.

- Quant aux établissements de 50 employés et plus, ils regroupent près de 5 % de l'ensemble des établissements au Québec, dont 0,9 % pour les grands établissements (200 employés et plus).

- En 2008, Montréal compte la plus grande proportion du nombre total d'établissements au Québec, et ce, peu importe la taille. Elle est suivie des régions de la Montérégie et de la Capitale-Nationale.

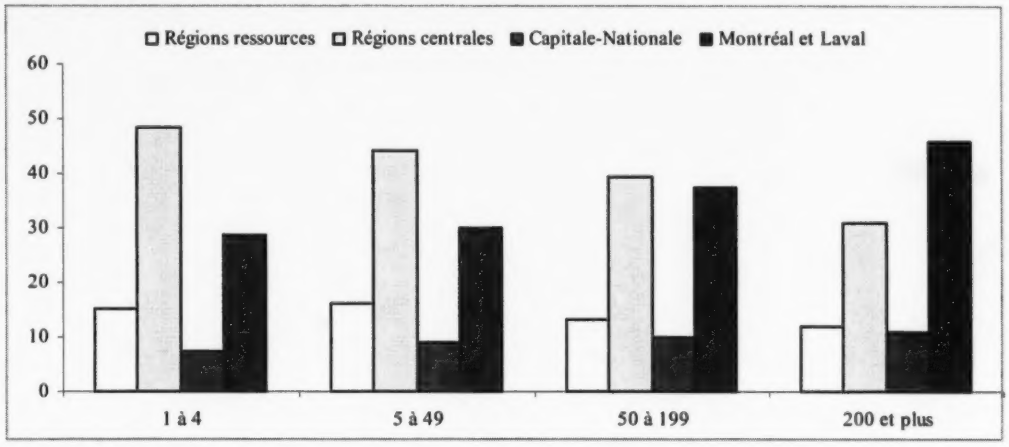
- Enfin, les microétablissements se trouvent principalement dans les régions centrales et les régions ressources, alors que les établissements de cinq employés et plus se situent surtout dans les régions de la Capitale-Nationale, de Montréal et de Laval.

Graphique 3.2a
Répartition du nombre total d'établissements, selon les régions administratives, 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 3.2b
Répartition des établissements, par taille (nombre d'employés), selon les blocs régionaux, 2008
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 3.2
Établissements, par taille (nombre d'employés), 2008

Régions administratives	**Part en région**				**Part au Québec**			
	1 à 4	5 à 49	50 à 199	200 et plus	1 à 4	5 à 49	50 à 199	200 et plus
	En % du total				En %			
01 Bas-Saint-Laurent	54,7	42,2	2,5	0,5	3,6	3,3	2,2	2,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	46,8	48,9	3,5	0,8	3,3	4,0	3,2	3,3
03 Capitale-Nationale	46,0	48,1	4,7	1,1	7,4	9,1	9,9	11,1
04 Mauricie	49,4	46,2	3,7	0,6	3,2	3,5	3,1	2,4
05 Estrie	51,9	44,0	3,4	0,7	4,1	4,1	3,5	3,4
06 Montréal	49,1	44,4	5,2	1,4	24,1	25,7	32,9	41,5
07 Outaouais	52,3	43,7	3,3	0,7	3,1	3,1	2,6	2,5
08 Abitibi-Témiscamingue	48,5	47,3	3,6	0,7	1,9	2,2	1,8	1,6
09 Côte-Nord	46,4	49,2	3,6	0,9	1,1	1,4	1,1	1,2
10 Nord-du-Québec	41,7	48,3	8,4	1,5	0,3	0,4	0,8	0,6
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	60,3	36,8	2,5	0,4	1,9	1,4	1,0	0,7
12 Chaudière-Appalaches	54,7	41,1	3,6	0,6	6,3	5,5	5,3	4,3
13 Laval	51,9	43,2	4,0	0,9	4,5	4,4	4,5	4,4
14 Lanaudière	54,9	42,2	2,7	0,3	5,8	5,2	3,7	1,9
15 Laurentides	55,1	41,0	3,3	0,5	7,3	6,4	5,6	4,3
16 Montérégie	53,9	42,0	3,5	0,6	18,0	16,5	15,3	12,0
17 Centre-du-Québec	53,3	42,3	3,7	0,6	3,8	3,5	3,4	2,5
Résidu[1]	56,2	41,5	2,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,0
Ensemble du Québec	**51,5**	**43,7**	**4,0**	**0,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Régions ressources	50,6	45,4	3,4	0,7	15,2	16,1	13,2	12,0
Régions centrales	54,0	42,1	3,4	0,6	48,3	44,3	39,4	31,0
Capitale-Nationale	46,0	48,1	4,7	1,1	7,4	9,1	9,9	11,1
Montréal et Laval	49,5	44,2	5,0	1,3	28,7	30,1	37,4	45,9

1. Statistique Canada ne dispose pas de suffisamment d'information pour situer ces établissements avec précision.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

3.3 Emploi, par grand secteur d'activité

La tertiairisation de l'économie est un phénomène très présent au Québec.

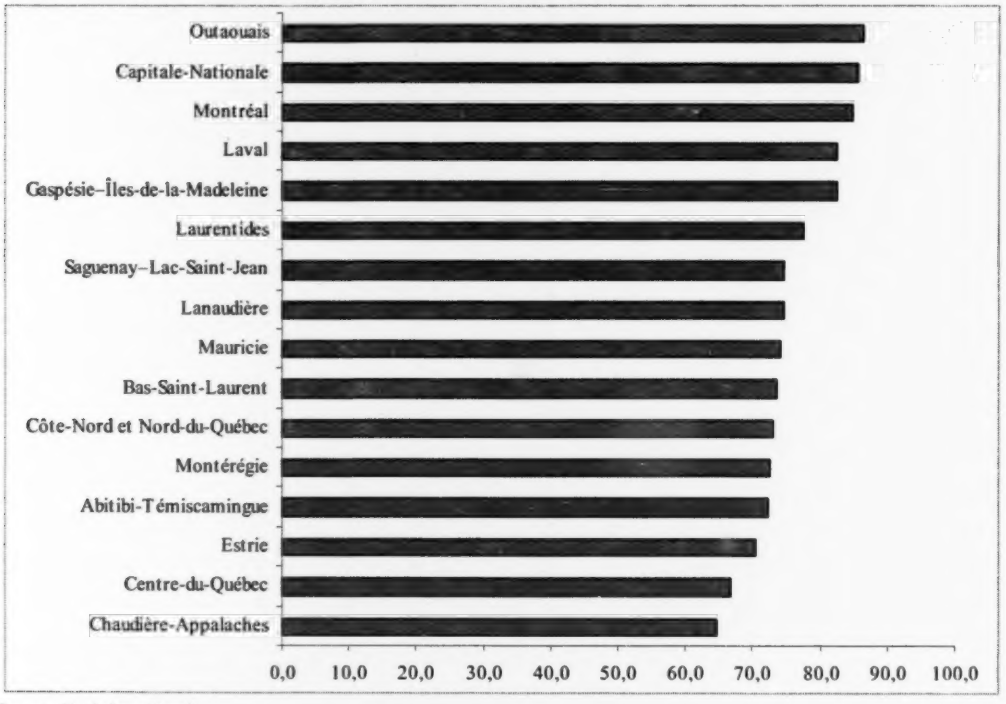
- Ainsi, la part de l'emploi du secteur tertiaire dans l'économie du Québec, en 2008, atteint 78,0 %, contre 19,6 % pour le secondaire et 2,4 % pour le primaire.

- En 2008, l'Outaouais affiche la plus forte tertiairisation de son économie (86,4 % de l'emploi total), suivie de près par la Capitale-Nationale (85,5 %) et par Montréal (84,9 %). La région de l'Abitibi-Témiscamingue présente la part la plus élevée d'emplois dans le secteur primaire (13,8 %).

- Montréal obtient la plus grande proportion de l'emploi du Québec dans le secteur tertiaire (26,8 %). Toutefois, c'est la Montérégie qui présente la plus forte concentration de l'emploi dans les secteurs primaire, de la construction et de la fabrication (20,9 %, 21,3 % et 24,3 % respectivement).

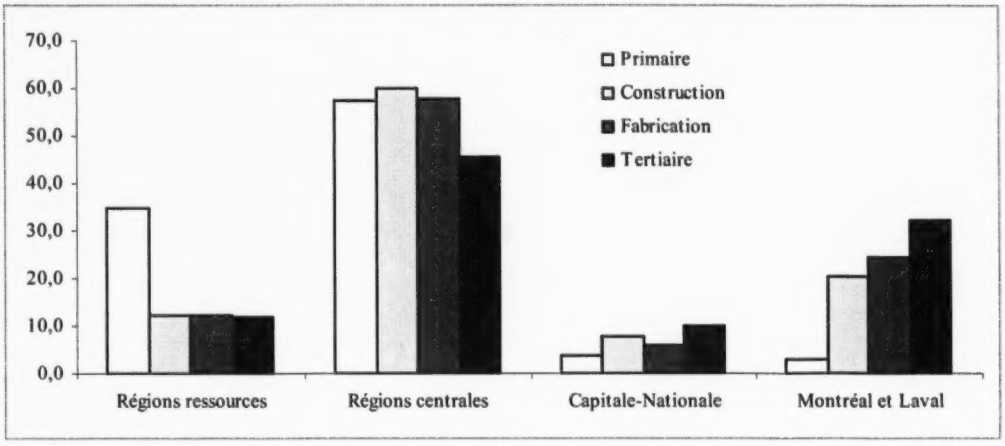
- Par ailleurs, ce sont les régions centrales qui obtiennent la plus forte proportion de l'emploi du Québec, et ce, dans tous les grands secteurs d'activité.

Graphique 3.3a
Proportion des emplois dans le secteur tertiaire, selon les régions administratives, 2008
(en pourcentage du total de l'emploi, par ordre décroissant)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 3.3b
Part des emplois, par grand secteur d'activité, selon les blocs régionaux, 2008
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 3.3
Emploi, par grand secteur d'activité, 2008

Régions administratives		Part en région				Part au Québec			
		Primaire	Secondaire		Tertiaire	Primaire	Secondaire		Tertiaire
			Constr.	Fabr.			Constr.	Fabr.	
		En % du total de l'emploi				En %			
01	Bas-Saint-Laurent	7,6	5,1	14,0	73,5	7,5	2,2	2,4	2,3
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	5,6	5,1	14,7	74,7	7,3	2,9	3,3	3,0
03	Capitale-Nationale	1,0	4,6	8,9	85,5	3,7	7,6	5,9	10,1
04	Mauricie	2,5	6,9	16,5	74,2	3,1	3,7	3,5	2,9
05	Estrie	3,6	5,0	21,2	70,3	5,6	3,4	5,8	3,5
06	Montréal	0,3	3,4	11,3	84,9	3,0	15,2	20,0	26,8
07	Outaouais	1,1	7,0	5,6	86,4	2,2	6,4	2,0	5,7
08	Abitibi-Témiscamingue	13,8	4,2	9,7	72,3	10,0	1,3	1,2	1,6
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	8,2	5,4	13,6	73,0	4,2	1,2	1,2	1,2
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,9	4,9	6,0	82,4	2,7	0,8	0,4	1,0
12	Chaudière-Appalaches	5,4	7,0	22,9	64,7	11,8	6,7	8,7	4,4
13	Laval	0,0	5,3	11,6	82,5	0,0	5,0	4,3	5,5
14	Lanaudière	2,1	8,8	14,6	74,5	4,9	9,0	5,9	5,4
15	Laurentides	2,0	8,1	12,4	77,4	5,7	10,1	6,1	6,9
16	Montérégie	2,7	6,4	18,4	72,4	20,9	21,3	24,3	17,2
17	Centre-du-Québec	5,0	5,7	22,6	66,7	6,2	3,1	4,8	2,5
Ensemble du Québec		**2,4**	**5,6**	**14,0**	**78,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Régions ressources	6,7	5,4	13,5	74,4	34,8	12,2	12,1	12,0
	Régions centrales	2,9	6,9	16,7	73,5	57,3	60,1	57,7	45,6
	Capitale-Nationale	1,0	4,6	8,9	85,5	3,7	7,6	5,9	10,1
	Montréal et Laval	0,2	3,8	11,4	84,5	3,0	20,3	24,3	32,4

Afin de connaître les niveaux d'emploi, se référer à la section 2.1 du présent document.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

3.4 Emploi dans le secteur de la fabrication

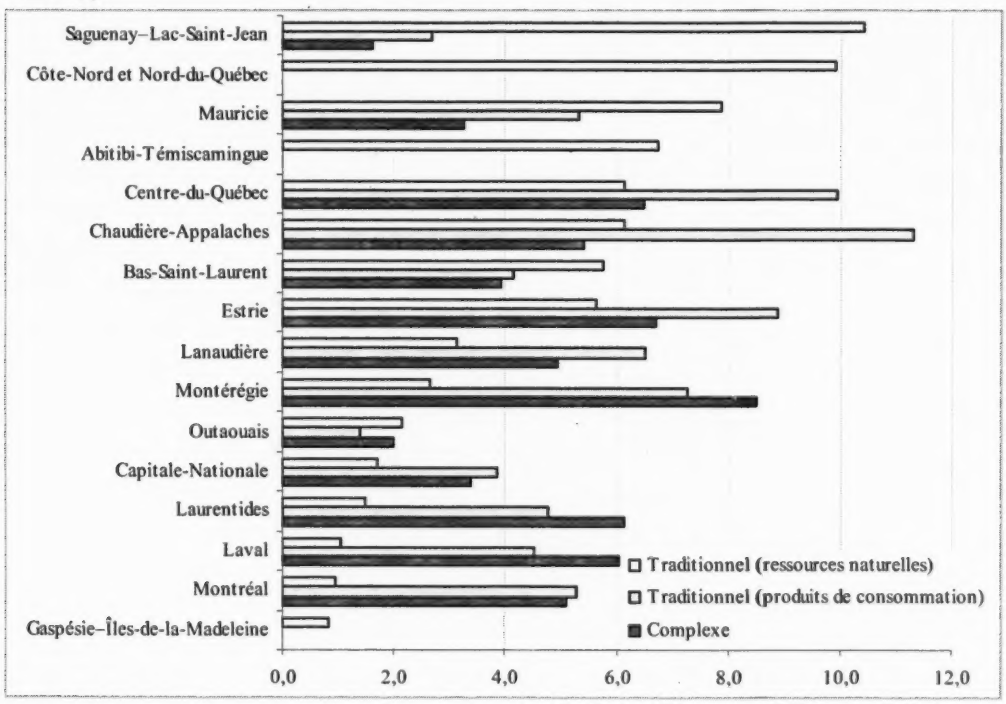
Le secteur de la fabrication au Québec peut être analysé selon deux grands domaines : le traditionnel (ressources naturelles et produits de consommation) et le complexe. Le domaine de fabrication traditionnel inclut, notamment, les secteurs du bois, de l'alimentation, du papier, des vêtements et des meubles, tandis que le domaine de fabrication complexe comprend, entre autres, l'impression, les machines, le matériel de transport et les produits informatiques et électroniques.

- En 2008, le domaine de fabrication traditionnel (ressources naturelles et produits de consommation) représente 8,7 % du total de l'emploi du Québec, tandis que celui de fabrication complexe occupe 5,3 %.

- Dans le domaine de fabrication traditionnel – ressources naturelles, le Saguenay–Lac-Saint-Jean affiche la plus forte proportion de travailleurs (10,4 %), tandis que la Chaudière-Appalaches obtient la part d'emplois la plus élevée dans le domaine de fabrication traditionnel – produits de consommation (11,3 %). La Montérégie inscrit la plus forte proportion de l'emploi (8,5 %) dans le domaine de fabrication complexe.

- Les régions centrales obtiennent la part la plus importante du total de l'emploi du Québec dans tous les domaines de fabrication. Les régions ressources suivent en importance dans le domaine de fabrication traditionnel – ressources naturelles, alors que Montréal et Laval occupent le deuxième rang dans le domaine de fabrication complexe et dans le domaine de fabrication traditionnel – produits de consommation.

Graphique 3.4a
Part de l'emploi en région dans le secteur de la fabrication, par domaine, 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant, en fonction du domaine de fabrication traditionnel - ressources naturelles)

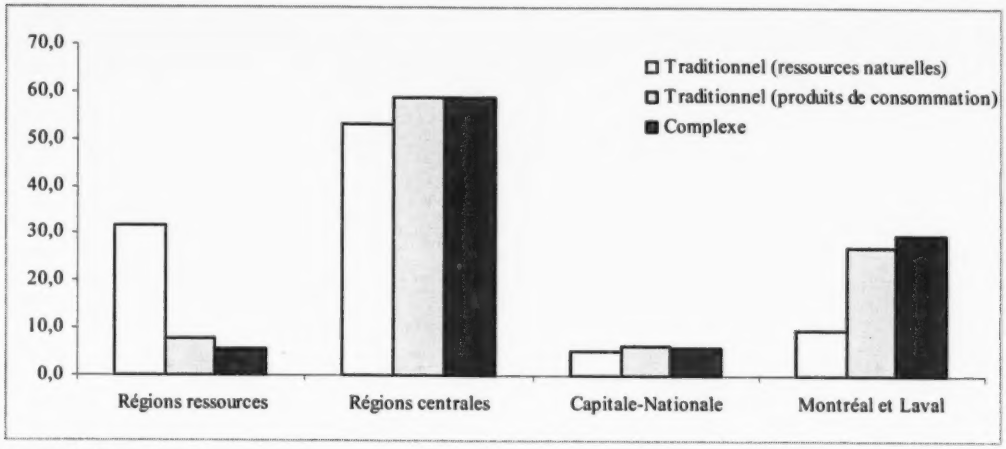


Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 3.4b

Part de l'emploi au Québec dans le secteur de la fabrication, par domaine, selon les blocs régionaux, 2008

(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 3.4

Emploi dans le secteur de la fabrication, par domaine, 2008

Régions administratives		Part en région			Part au Québec		
		Traditionnel[1]		Complexe[2]	Traditionnel[1]		Complexe[2]
		Ressources naturelles	Produits de consommation		Ressources naturelles	Produits de consommation	
		En % du total de l'emploi			En %		
01	Bas-Saint-Laurent	5,8	4,2	3,9	4,6	1,8	1,8
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,4	2,7	1,6	11,0	1,5	1,0
03	Capitale-Nationale	1,7	3,9	3,4	5,2	6,2	5,9
04	Mauricie	7,9	5,3	3,3	7,9	2,8	1,8
05	Estrie	5,6	8,9	6,7	7,2	6,0	4,9
06	Montréal	1,0	5,3	5,1	7,8	22,9	23,7
07	Outaouais	2,2	1,4	2,0	3,7	1,3	1,9
08	Abitibi-Témiscamingue	6,7	x	x	3,9	x	x
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	9,9	x	x	4,1	x	x
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0,8 [e]	x	x	0,3 [e]	x	x
12	Chaudière-Appalaches	6,1	11,3	5,4	10,9	10,6	5,5
13	Laval	1,0	4,5	6,1	1,8	4,2	6,0
14	Lanaudière	3,1	6,5	4,9	5,9	6,5	5,3
15	Laurentides	1,5	4,8	6,1	3,4	5,8	8,0
16	Montérégie	2,6	7,3	8,5	16,3	23,6	29,7
17	Centre-du-Québec	6,1	10,0	6,5	6,1	5,2	3,6
Ensemble du Québec		**3,0**	**5,7**	**5,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Régions ressources	7,6 [e]	3,6 [e]	2,3 [e]	31,8 [e]	7,8 [e]	5,5 [e]
	Régions centrales	3,3	6,9	6,4	53,4	58,9	58,9
	Capitale-Nationale	1,7	3,9	3,4	5,2	6,2	5,9
	Montréal et Laval	1,0	5,2	5,3	9,6	27,0	29,7

1. Traditionnel – ressources naturelles : bois, papier, produits minéraux non métalliques et transformation des métaux.
   Traditionnel – produits de consommation : aliments, boissons et tabac, textiles, produits textiles, vêtements, cuir, caoutchouc et plastique, produits métalliques et meubles.
2. Complexe : impression, pétrole et charbon, produits chimiques, machines, produits informatiques et électroniques, matériel et appareils électriques, matériel de transport et activités diverses.

Afin de connaître les niveaux d'emploi, se référer à la section 2.1 du présent document.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

3.5 Emploi dans le secteur des services

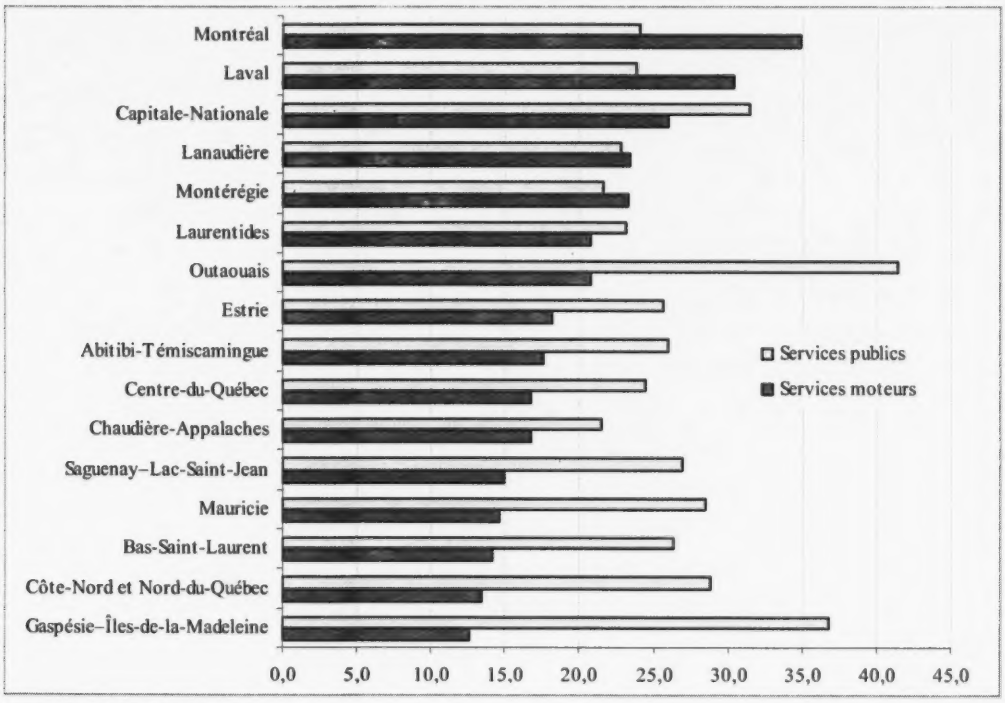
L'une des grandes transformations de la structure industrielle du Québec est l'accentuation de l'importance du secteur tertiaire. En effet, le secteur tertiaire, ou secteur des services, est le plus important secteur de l'économie du Québec. En 2008, il regroupe à lui seul plus de 78 % de tous les emplois. Ce secteur se répartit en trois groupes : les services aux ménages (commerce de détail, hébergement, etc.), les services publics (enseignement, santé, électricité, etc.) et les services moteurs (services financiers, commerce de gros, services professionnels et administratifs, etc.).

- En 2008, au Québec, ce sont les services aux ménages qui présentent la proportion la plus élevée de l'emploi (27,9 %), suivis des services publics (25,5 %) et des services moteurs (24,7 %).

- Montréal affiche la plus forte proportion de l'emploi dans les services moteurs (34,9 %), tandis que l'Outaouais présente la plus forte concentration d'emplois dans les services publics (41,4 %) et que les Laurentides affichent la part relative de l'emploi la plus élevée dans les services aux ménages (33,5 %).

- De plus, Montréal détient la plus grande part de l'emploi du Québec pour tous les groupes du secteur tertiaire, alors que parmi les blocs régionaux, ce sont les régions centrales.

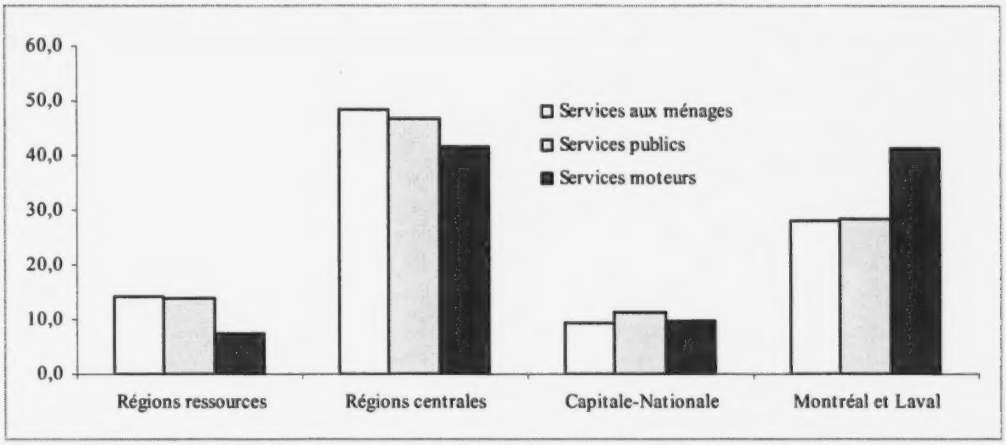
Graphique 3.5a
Part de l'emploi en région dans les services publics et moteurs, selon les régions administratives, 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant, en fonction des services moteurs)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 3.5b

Part de l'emploi au Québec dans les services publics et moteurs, selon les blocs régionaux, 2008
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 3.5

Emploi dans le secteur des services, par grand groupe[1], 2008

Régions administratives		Part en région			Part au Québec		
		Services aux ménages	Services publics	Services moteurs	Services aux ménages	Services publics	Services moteurs
		En % du total de l'emploi			En %		
01	Bas-Saint-Laurent	33,0	26,3	14,2	2,9	2,5	1,4
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	32,9	26,9	14,9	3,7	3,3	1,9
03	Capitale-Nationale	28,1	31,4	26,0	9,3	11,4	9,7
04	Mauricie	31,1	28,5	14,7	3,4	3,4	1,8
05	Estrie	26,5	25,7	18,1	3,6	3,9	2,8
06	Montréal	25,8	24,1	34,9	22,9	23,3	34,9
07	Outaouais	24,1	41,4	20,8	4,4	8,4	4,3
08	Abitibi-Témiscamingue	28,6	26,1	17,6	1,8	1,8	1,3
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	30,5	28,9	13,4	1,4	1,4	0,7
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,7	36,8	12,6	1,1	1,4	0,5
12	Chaudière-Appalaches	26,5	21,5	16,7	5,1	4,5	3,6
13	Laval	28,3	23,9	30,3	5,3	4,9	6,4
14	Lanaudière	28,3	22,8	23,4	5,8	5,1	5,4
15	Laurentides	33,5	23,2	20,8	8,3	6,3	5,8
16	Montérégie	27,6	21,6	23,3	18,3	15,7	17,5
17	Centre-du-Québec	25,4	24,5	16,8	2,7	2,9	2,0
Ensemble du Québec		**27,9**	**25,5**	**24,7**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Régions ressources	31,6	28,0	14,8	14,2	13,8	7,5
	Régions centrales	27,8	24,6	21,2	48,3	46,6	41,5
	Capitale-Nationale	28,1	31,4	26,0	9,3	11,4	9,7
	Montréal et Laval	26,3	24,1	34,1	28,2	28,3	41,3

1. Les services aux ménages regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les services publics comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, les administrations publiques ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les services moteurs incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

Afin de connaître les niveaux d'emploi, se référer à la section 2.1 du présent document.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

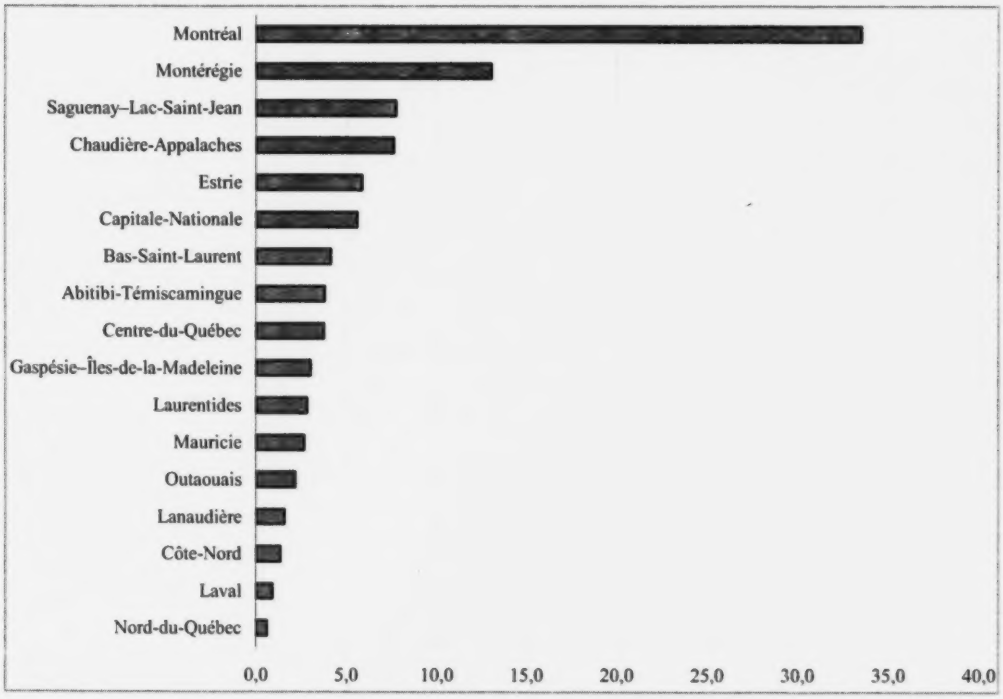
3.6 Coopératives

Les coopératives non financières occupent une place significative au Québec. En 2005, on dénombre 2 227 coopératives non financières, qui procurent 43 272 emplois et génèrent un chiffre d'affaires de 9,0 milliards de dollars.

- Montréal est la région où les coopératives sont les plus présentes. Cette région compte 27,7 % des coopératives, 33,5 % des emplois et 38,2 % du chiffre d'affaires. La Montérégie occupe la deuxième position pour l'emploi (13,0 %) et le chiffre d'affaires (28,0 %), mais se situe au troisième rang quant au nombre de coopératives (9,5 %). Le Saguenay–Lac-Saint-Jean occupe le troisième rang quant à l'emploi (7,7 %), mais se situe en quatrième position selon le chiffre d'affaires (5,0 %) et le nombre de coopératives (7,5 %). La Chaudière-Appalaches arrive quatrième quant à l'emploi (7,6 %), troisième pour le chiffre d'affaires (7,3 %) et cinquième pour le nombre de coopératives (6,4 %).

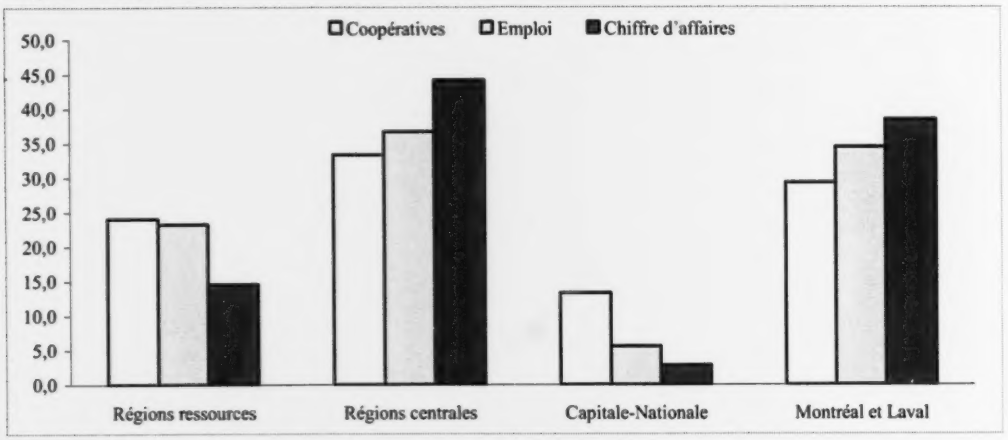
- L'analyse des quatre blocs régionaux révèle que, malgré l'importance de Montréal et Laval, les régions centrales occupent le premier rang avec 36,7 % des emplois, 44,2 % du chiffre d'affaires et 33,3 % du nombre de coopératives. Cependant, les chiffres d'affaires par coopérative de ces deux blocs sont similaires, soit 5,3 millions de dollars. Les régions ressources n'atteignent qu'un peu moins de la moitié (45,3 %) de ce chiffre d'affaires, avec 2,4 millions, la Capitale-Nationale se situant loin derrière, avec 0,8 million.

Graphique 3.6a
Part de l'emploi coopératif, selon les régions administratives, 2005
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Source : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 3.6b
Part du nombre de coopératives non financières, de l'emploi coopératif et du chiffre d'affaires, selon les blocs régionaux, 2005
(en pourcentage)



Source : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 3.6
Coopératives non financières[1], emploi coopératif et chiffre d'affaires, 2005

Régions administratives	Coopératives		Emploi		Chiffre d'affaires		
	Nombre	En %	Nombre	En %	En M$	En %	En M$ par coopérative
01 Bas-Saint-Laurent	129	5,8	1 784	4,1	399	4,4	3,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	166	7,5	3 353	7,7	451	5,0	2,7
03 Capitale-Nationale	297	13,3	2 412	5,6	252	2,8	0,8
04 Mauricie	71	3,2	1 145	2,6	68	0,8	1,0
05 Estrie	117	5,3	2 534	5,9	149	1,7	1,3
06 Montréal	616	27,7	14 507	33,5	3 432	38,2	5,6
07 Outaouais	70	3,1	932	2,2	70	0,8	1,0
08 Abitibi-Témiscamingue	50	2,2	1 641	3,8	143	1,6	2,9
09 Côte-Nord	37	1,7	583	1,3	46	0,5	1,2
10 Nord-du-Québec	20	0,9	264	0,6	47	0,5	2,3
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	63	2,8	1 302	3,0	157	1,7	2,5
12 Chaudière-Appalaches	142	6,4	3 292	7,6	660	7,3	4,6
13 Laval	36	1,6	390	0,9	16	0,2	0,4
14 Lanaudière	68	3,1	673	1,6	144	1,6	2,1
15 Laurentides	47	2,1	1 210	2,8	75	0,8	1,6
16 Montérégie	211	9,5	5 635	13,0	2 517	28,0	11,9
17 Centre-du-Québec	87	3,9	1 615	3,7	350	3,9	4,0
Ensemble du Québec	**2 227**	**100,0**	**43 272**	**100,0**	**8 975**	**100,0**	**4,0**
Régions ressources	536	24,1	10 072	23,3	1 310	14,6	2,4
Régions centrales	742	33,3	15 891	36,7	3 965	44,2	5,3
Capitale-Nationale	297	13,3	2 412	5,6	252	2,8	0,8
Montréal et Laval	652	29,3	14 897	34,4	3 448	38,4	5,3

1. Coopératives ayant produit et transmis leur rapport annuel.
Source : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 4 — EXPORTATION

En raison de la taille de son marché intérieur, le Québec, comme plusieurs autres économies ouvertes, compte sur ses exportations pour soutenir et stimuler sa croissance économique. Ainsi, depuis plus d'une quinzaine d'années, il accentue son ouverture sur les marchés extérieurs.

Au niveau régional, les établissements exportateurs se trouvent dans toutes les régions et leur nombre varie selon la structure industrielle et la concentration des entreprises.

Le présent chapitre étudie le commerce extérieur des régions du Québec selon les indicateurs suivants :

- les établissements exportateurs;
- la valeur des exportations;
- la valeur des exportations, par taille;
- la destination des exportations.

4.1 Établissements exportateurs

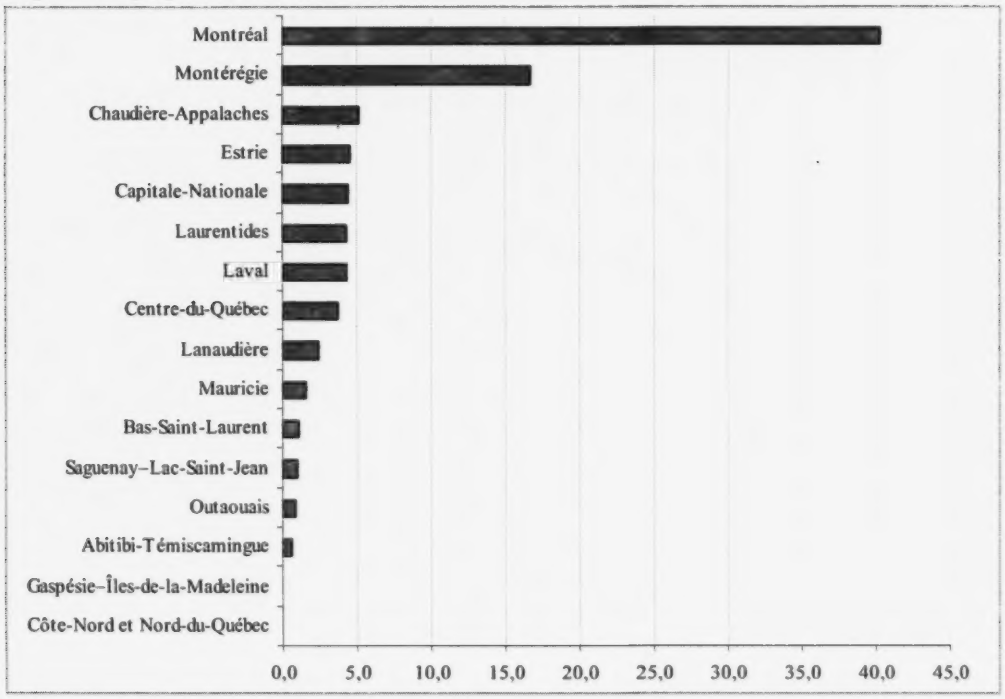
La démarche d'une entreprise pour exporter ses produits s'avère souvent longue, complexe et coûteuse, ce qui explique, en partie, la faible variation du nombre d'établissements exportateurs dans l'ensemble du Québec. Le bassin régional de ces établissements est soumis à une plus forte amplitude.

- Ainsi, de 2002 à 2006, bien que le nombre d'établissements exportateurs demeure stable pour l'ensemble du Québec, il diminue dans 14 régions administratives. C'est la région des Laurentides (-4,4 %) qui enregistre la baisse la plus prononcée.

- Siège de plus de 40 % du nombre d'établissements exportateurs du Québec, la région de Montréal a perdu, de 2002 à 2006, plus de 500 établissements exportateurs, soit une diminution annuelle de 3,1 %.

- En 2006, les quatre blocs régionaux dégagent un solde négatif du nombre d'établissements exportateurs par rapport à 2002[1].

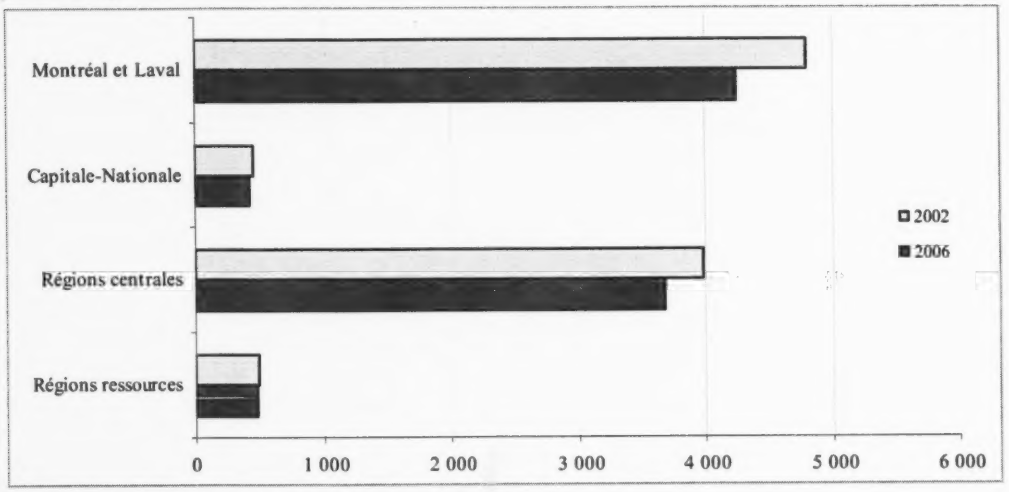
Graphique 4.1a
Répartition moyenne des établissements exportateurs, selon les régions administratives, 2002-2006
(en pourcentage, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

[1] Ce phénomène s'explique par l'importance grandissante des établissements non répartis. Il est à noter que ce chiffre subit chaque année de fortes révisions.

Graphique 4.1b
Établissements exportateurs, selon les blocs régionaux, 2002 et 2006
(en nombre)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 4.1
Établissements exportateurs, 2002-2006

Régions administratives		Établissements					Part[1]	Variation[2]
		2002	2003	2004	2005	2006	2002-2006	2002-2006
		Nombre					En %	En %
01	Bas-Saint-Laurent	109	99	113	119	104	1,0	-1,2
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	93	96	88	96	92	0,9	-0,3
03	Capitale-Nationale	460	480	462	448	433	4,4	-1,5
04	Mauricie	158	168	162	164	150	1,5	-1,3
05	Estrie	480	487	472	475	446	4,6	-1,8
06	Montréal	4 354	4 300	4 228	4 127	3 840	40,2	-3,1
07	Outaouais	82	86	83	85	74	0,8	-2,5
08	Abitibi-Témiscamingue	62	66	70	67	58	0,6	-1,7
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	x	x	28	30	35	...	...
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	x	x	42	39	37	...	...
12	Chaudière-Appalaches	533	549	537	537	512	5,1	-1,0
13	Laval	445	447	469	446	407	4,3	-2,2
14	Lanaudière	261	260	252	255	232	2,4	-2,9
15	Laurentides	472	457	461	440	395	4,3	-4,4
16	Montérégie	1 758	1 758	1 753	1 727	1 645	16,7	-1,6
17	Centre-du-Québec	401	382	379	383	374	3,7	-1,7
	Autres régions[3]	70	67	70	69	72	0,7	0,7
	Non répartis	437	742	893	1 108	1 327	8,7	32,0
Ensemble du Québec		**10 175**	**10 444**	**10 492**	**10 546**	**10 161**	**100,0**	**0,0**
	Régions ressources	492	496	503	515	476	4,8	-0,8
	Régions centrales	3 987	3 979	3 937	3 902	3 678	37,6	-2,0
	Capitale-Nationale	460	480	462	448	433	4,4	-1,5
	Montréal et Laval	4 799	4 747	4 697	4 573	4 247	44,5	-3,0
	Non répartis	437	742	893	1 108	1 327	8,7	32,0

1. Part moyenne, pour les années indiquées. 2. Taux de croissance annuel composé.
3. Incluent la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis et de la confidentialité des données.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

4.2 Valeur des exportations

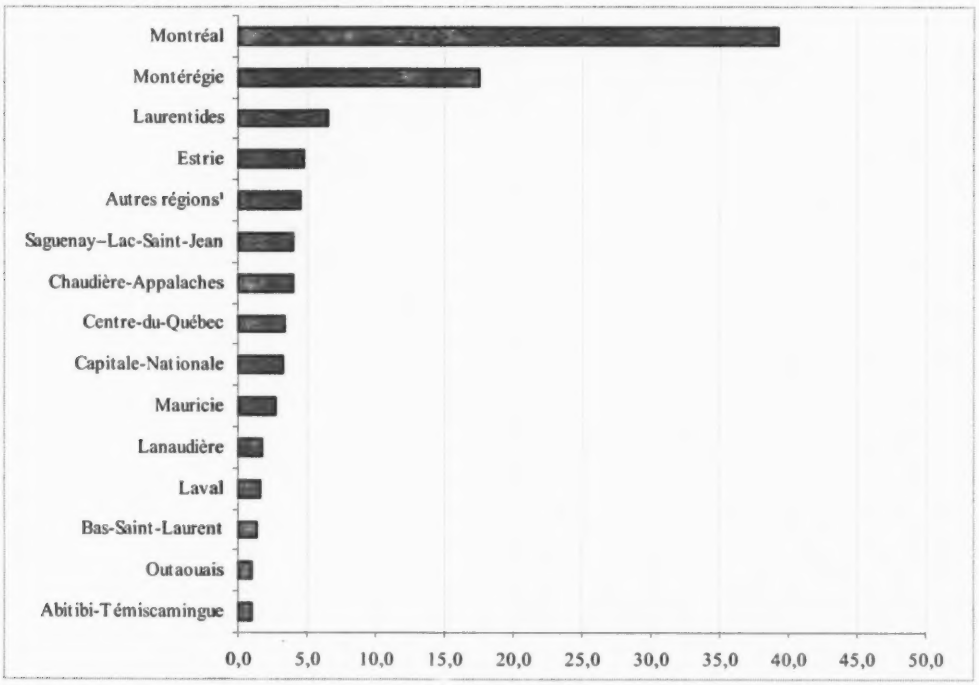
Après trois baisses annuelles consécutives, les exportations internationales de marchandises du Québec s'accroissent à nouveau depuis 2004. Bien qu'elles ne parviennent pas à égaler le niveau observé en 2000, il demeure que, de 2002 à 2006, la hausse est de l'ordre de 1,5 % par année.

- En 2006, la valeur des exportations est inférieure à celle qui a été enregistrée en 2002 pour six des 14 régions administratives. Les performances régionales sont disparates, allant d'une hausse de 18,8 % au Saguenay–Lac-Saint-Jean à un recul de 7,4 % en Outaouais.

- Les régions de Montréal (39,3 %) et de la Montérégie (17,5 %) représentent, en moyenne, de 2002 à 2006, près de 57 % de la valeur des exportations du Québec. Bien que la part relative de la région montréalaise ne cesse de s'éroder, son influence demeure déterminante.

- De 2002 à 2006, la valeur des exportations des régions ressources s'accroît fortement (+3 684 M$ ou +10,4 % par année). Les régions centrales et la Capitale-Nationale affichent également une augmentation de la valeur de leurs exportations. Au cours de cette période, Montréal et Laval voient leurs exportations chuter de près de 3 G$ (-2,5 %).

Graphique 4.2a
Répartition moyenne de la valeur des exportations de marchandises, selon les régions administratives, 2002-2006
(en pourcentage, par ordre décroissant)

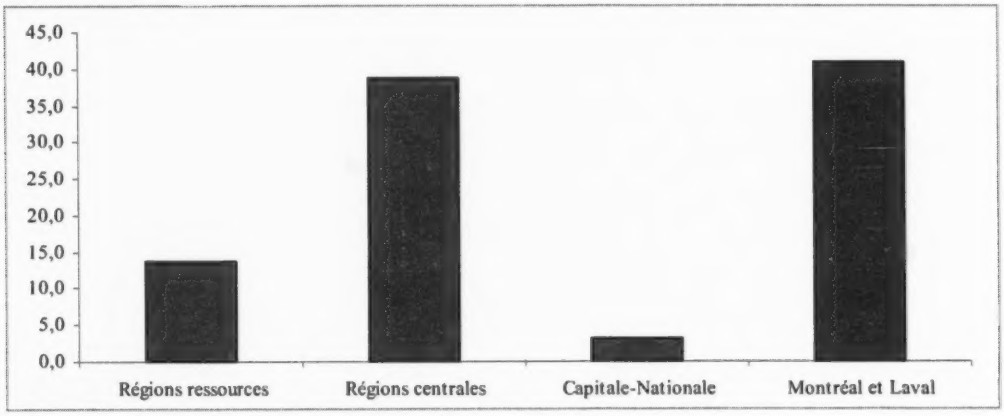


1. Incluent la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 4.2b

Répartition moyenne de la valeur des exportations de marchandises, selon les blocs régionaux, 2002-2006

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 4.2

Valeur[1] des exportations de marchandises, 2002-2006

Régions administratives		Valeur					Part[2]	Variation[3]
		2002	2003	2004	2005	2006	2002-2006	2002-2006
		En M$					En %	En %
01	Bas-Saint-Laurent	695	706	1 011	1 092	1 072	1,4	11,4
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 805	2 154	3 025	3 026	3 590	4,1	18,8
03	Capitale-Nationale	2 016	2 104	2 190	2 067	2 361	3,2	4,0
04	Mauricie	1 733	1 646	1 778	1 897	2 231	2,8	6,5
05	Estrie	3 444	3 218	3 289	2 902	2 959	4,7	-3,7
06	Montréal	29 459	26 400	25 033	24 585	26 434	39,3	-2,7
07	Outaouais	915	610	665	700	672	1,1	-7,4
08	Abitibi-Témiscamingue	638	412	674	796	751	1,0	4,1
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	x	x	2 271	2 994	3 500	...	...
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	x	x	576	264	112	...	...
12	Chaudière-Appalaches	2 725	2 562	2 687	2 719	2 636	4,0	-0,8
13	Laval	1 097	1 007	1 098	1 160	1 184	1,7	1,9
14	Lanaudière	1 229	1 159	1 146	1 182	1 198	1,8	-0,6
15	Laurentides	3 920	4 125	4 524	5 479	3 664	6,5	-1,7
16	Montérégie	10 538	10 565	12 268	13 240	12 123	17,5	3,6
17	Centre-du-Québec	2 221	2 103	2 001	2 282	2 531	3,3	3,3
	Autres régions[4]	2 700	2 506	2 847	3 258	3 612	4,4	7,5
	Non répartis	1 322	1 950	2 298	2 454	3 611	3,5	28,6
Ensemble du Québec		**66 457**	**63 227**	**66 535**	**68 840**	**70 630**	**100,0**	**1,5**
	Régions ressources	7 571	7 425	9 334	10 068	11 255	13,6	10,4
	Régions centrales	24 993	24 341	26 581	28 505	25 784	38,8	0,8
	Capitale-Nationale	2 016	2 104	2 190	2 067	2 361	3,2	4,0
	Montréal et Laval	30 556	27 407	26 132	25 745	27 618	40,9	-2,5
	Non répartis	1 322	1 950	2 298	2 454	3 611	3,5	28,6

1. Correspond à la valeur des exportations totales, de laquelle a été retranchée la valeur des marchandises exportées et destinées à des fins d'utilisation personnelle et non commerciale.
2. Part moyenne, pour les années indiquées.
3. Taux de croissance annuel composé.
4. Incluent la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis et de la confidentialité des données.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

4.3 Valeur des exportations, par taille (nombre d'employés)

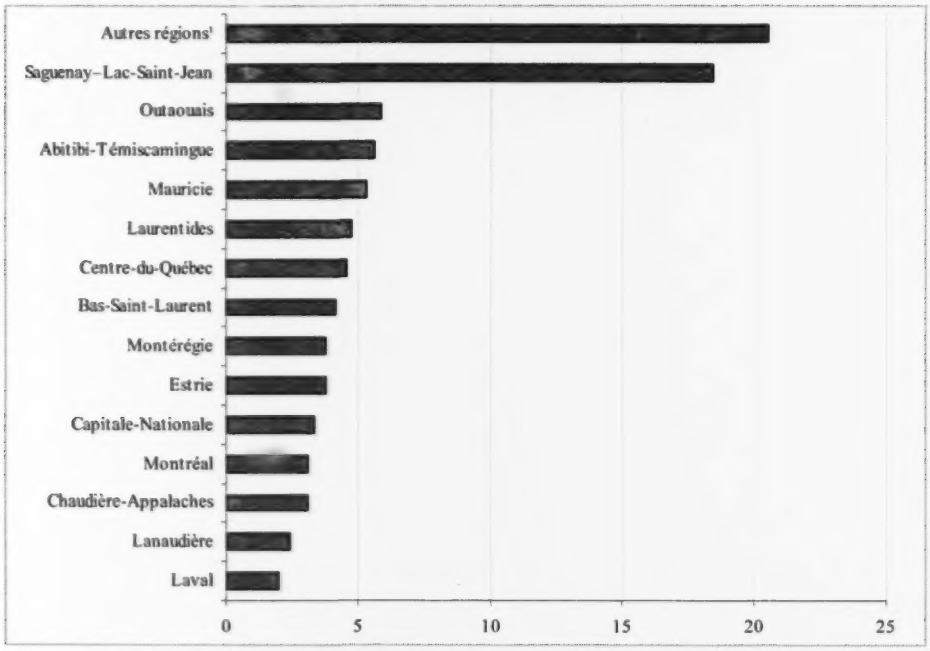
La structure industrielle du Québec est composée d'une forte présence de PME. Cette caractéristique n'est pas sans influer sur le profil des établissements exportateurs. En 2006, au Québec, près de 94 % des établissements exportateurs comptent moins de 200 employés et sont responsables de près de 47 % des exportations du Québec. Chacun d'eux exporte, en moyenne, des biens d'une valeur de près de 17 fois inférieure à celle des établissements de grande taille (200 employés et plus).

- La région de Lanaudière compte la plus forte proportion (96,1 %) d'établissements exportateurs de petite taille. C'est toutefois la région de Laval qui affiche la plus forte proportion (64,1 %) de la valeur totale des biens exportés pour les exportateurs de petite taille.

- La valeur moyenne des biens exportés par les établissements de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la plus élevée du Québec, et ce, toutes tailles confondues. Ces régions sont toutefois talonnées de près par le Saguenay–Lac-Saint-Jean. La plus faible valeur se concentre dans la région de Laval (petite et grande tailles).

- Parmi les blocs régionaux, les régions ressources présentent les plus fortes valeurs d'exportation par établissement, toutes tailles confondues. Elles sont d'au moins deux fois supérieures à la valeur moyenne des établissements, toutes tailles confondues.

Graphique 4.3a
Valeur moyenne des exportations de marchandises, établissements exportateurs de moins de 200 employés, selon les régions administratives, 2006
(en millions de dollars, par établissement, par ordre décroissant)

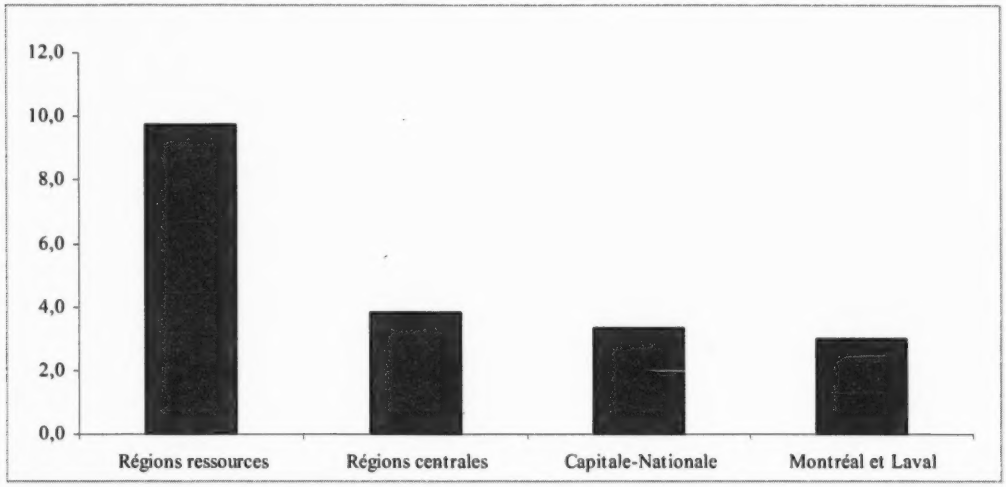


1. Incluent la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 4.3b

Valeur moyenne des exportations de marchandises, établissements exportateurs de moins de 200 employés, selon les blocs régionaux, 2006

(en millions de dollars, par établissement)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 4.3

Établissements exportateurs et valeur[1] des exportations de marchandises, par taille (nombre d'employés), 2006

Régions administratives	Moins de 200 employés			200 employés et plus		
	Établissements	Valeur	Valeur moyenne	Établissements	Valeur	Valeur moyenne
	En % du total		En M$ par établissement	En % du total		En M$ par établissement
01 Bas-Saint-Laurent	93,3	37,8	4,2	6,7	62,2	95,3
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	87,0	41,1	18,4	13,0	58,9	176,3
03 Capitale-Nationale	94,2	57,3	3,3	5,8	42,7	40,4
04 Mauricie	90,0	32,3	5,3	10,0	67,7	100,6
05 Estrie	92,8	52,8	3,8	7,2	47,2	43,7
06 Montréal	93,1	42,2	3,1	6,9	57,8	57,6
07 Outaouais	89,2	57,8	5,9	10,8	42,2	35,5
08 Abitibi-Témiscamingue	87,9	38,3	5,6	12,1	61,7	66,2
12 Chaudière-Appalaches	90,8	54,3	3,1	9,2	45,7	25,6
13 Laval	94,1	64,1	2,0	5,9	35,9	17,7
14 Lanaudière	96,1	44,7	2,4	3,9	55,3	73,6
15 Laurentides	94,4	48,8	4,8	5,6	51,2	85,3
16 Montérégie	93,6	48,3	3,8	6,4	51,7	59,7
17 Centre-du-Québec	93,6	63,5	4,6	6,4	36,5	38,4
Autres régions[2]	83,3	34,1	20,5	16,7	65,9	198,3
Non répartis	98,0	66,9	1,9	2,0	33,1	44,3
Ensemble du Québec	**93,7**	**46,7**	**3,5**	**6,3**	**53,3**	**58,8**
Régions ressources	88,9	36,6	9,7	11,1	63,4	134,6
Régions centrales	93,3	51,1	3,8	6,7	48,9	51,1
Capitale-Nationale	94,2	57,3	3,3	5,8	42,7	40,4
Montréal et Laval	93,2	43,2	3,0	6,8	56,8	54,3
Non répartis	98,0	66,9	1,9	2,0	33,1	44,3

1. Correspond à la valeur des exportations totales, de laquelle a été retranchée la valeur des marchandises exportées et destinées à des fins d'utilisation personnelle et non commerciale.
2. Incluent la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

4.4 Valeur des exportations, selon la destination

Bien que leur importance relative ait diminué au cours des dernières années, les États-Unis demeurent le principal client commercial du Québec. La prépondérance du marché américain est présente, à des degrés divers, dans chacune des régions du Québec.

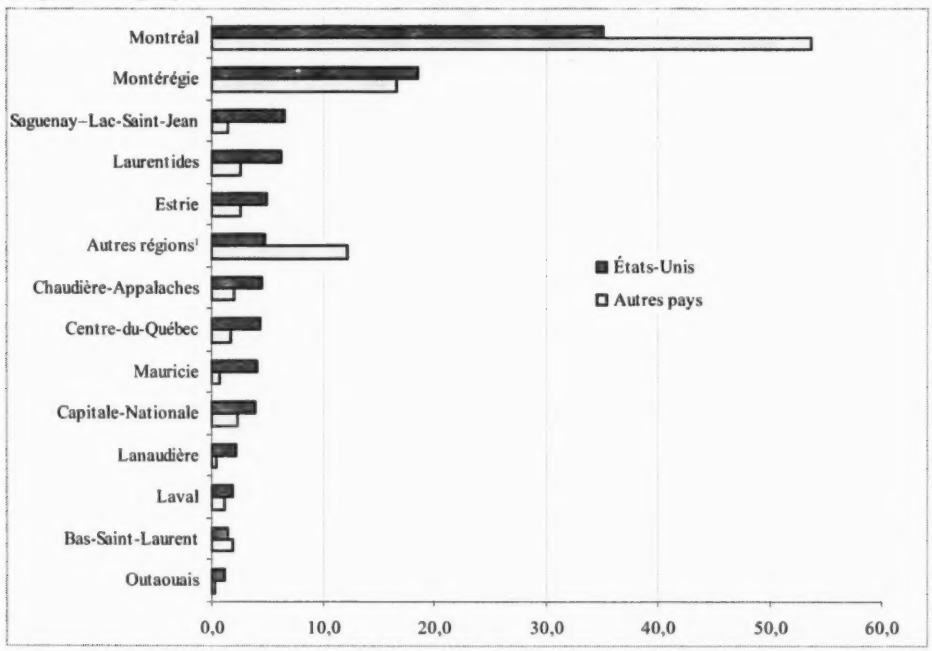
- En 2006, toutes les régions administratives affichent un taux de concentration de leurs exportations à destination des États-Unis inférieur à leur moyenne pluriannuelle (2002-2006), à l'exception de l'Outaouais, des Laurentides ainsi que du Centre-du-Québec.

- De 2002 à 2006, la presque totalité (96,1 %) des marchandises exportées de la région de la Mauricie se destine à nos voisins du Sud. Les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine exportent, en moyenne, une proportion beaucoup plus faible de marchandises vers les États-Unis (60,2 %).

- De 2002 à 2006, près de la moitié de la valeur des exportations de marchandises du Québec vers les marchés autres que les États-Unis provient de la région de Montréal.

- Parmi les blocs régionaux, de 2002 à 2006, la Capitale-Nationale et les régions centrales (85,1 % dans les deux cas) présentent une plus forte concentration vers les États-Unis.

Graphique 4.4a
Répartition de la valeur des exportations de marchandises du Québec, par région administrative, selon la destination, 2006
(en pourcentage, par ordre décroissant, en fonction des États-Unis)

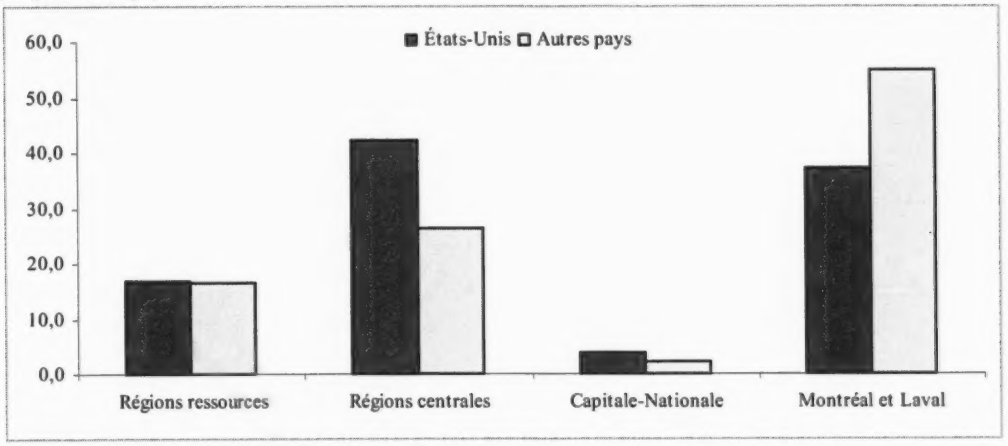


1. Incluent l'Abitiiti-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 4.4b

Répartition de la valeur des exportations de marchandises, par bloc régional, selon la destination, 2006

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 4.4

Valeur des exportations de marchandises, selon la destination, 2006 et 2002-2006[1]

Régions administratives	Part en région				Part au Québec			
	2006		2002 - 2006		2006		2002 - 2006	
	États-Unis	Autres pays	États-Unis	Autres pays	États-Unis	Autres pays	États-Unis	Autres pays
	En % du total de la valeur				En %			
01 Bas-Saint-Laurent	72,8	27,2	82,1	17,9	1,5	1,9	1,4	1,3
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	93,7	6,3	95,1	4,9	6,5	1,5	4,9	1,1
03 Capitale-Nationale	84,9	15,1	85,1	14,9	3,9	2,3	3,5	2,6
04 Mauricie	94,8	5,2	96,1	3,9	4,1	0,7	3,4	0,6
05 Estrie	86,3	13,7	90,2	9,8	5,0	2,6	5,4	2,5
06 Montréal	68,3	31,7	77,1	22,9	35,1	53,7	38,7	49,5
07 Outaouais	93,1	6,9	92,7	7,3	1,2	0,3	1,3	0,4
12 Chaudière-Appalaches	88,2	11,8	91,8	8,2	4,5	2,0	4,7	1,8
13 Laval	84,3	15,7	87,8	12,2	1,9	1,2	1,9	1,1
14 Lanaudière	93,7	6,3	94,6	5,4	2,2	0,5	2,1	0,5
15 Laurentides	89,0	11,0	87,2	12,8	6,3	2,6	7,2	4,5
16 Montérégie	78,6	21,4	79,7	20,3	18,5	16,7	17,8	19,5
17 Centre-du-Québec	89,3	10,7	86,2	13,8	4,4	1,7	3,7	2,5
Autres régions[2]	56,0	44,0	60,2	39,8	4,8	12,3	4,2	11,9
Ensemble du Québec	**76,8**	**23,2**	**81,2**	**18,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Régions ressources	77,3	22,7	80,1	19,9	16,9	16,4	13,9	14,9
Régions centrales	84,1	15,9	85,1	14,9	42,1	26,4	42,1	31,9
Capitale-Nationale	84,9	15,1	85,1	14,9	3,9	2,3	3,5	2,6
Montréal et Laval	69,0	31,0	77,5	22,5	37,1	54,9	40,5	50,6

1. Moyenne des années.
2. Incluent l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis et de la confidentialité des données.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 5 — INVESTISSEMENT, RECHERCHE ET INNOVATION

De toutes les composantes de la croissance économique, les investissements sont certainement la composante la plus structurante. Synonymes de productivité et de compétitivité, les différents indicateurs liés aux investissements, à la recherche et à l'innovation permettent d'en connaître davantage sur la structure économique d'une région, sur ses créneaux d'excellence ainsi que sur son dynamisme en général.

Les indicateurs suivants permettent d'aborder les différentes facettes des investissements, de la recherche et de l'innovation :

- les investissements des secteurs privé et public;
- les investissements non résidentiels;
- la construction résidentielle;
- la recherche et développement (R-D);
- le personnel affecté à la R-D;
- les brevets, les inventions et les publications scientifiques.

5.1 Investissements des secteurs privé et public

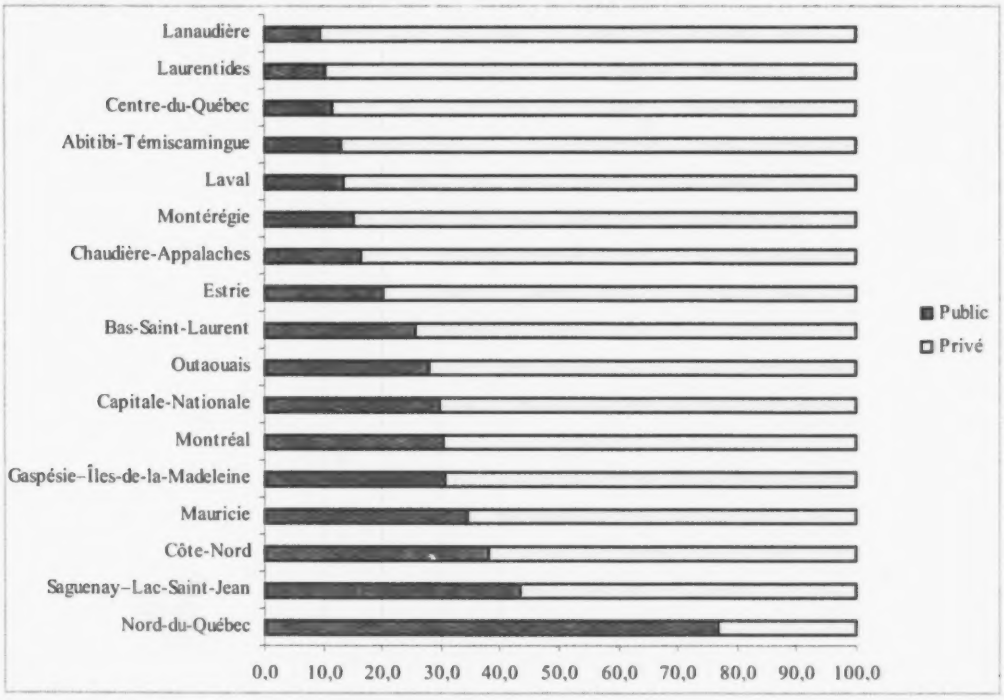
Les investissements des secteurs privé et public diffèrent quant à leur finalité. Les premiers sont effectués par les entreprises dans le but de moderniser leurs équipements et d'accroître leur capacité de production, alors que les seconds visent à combler davantage des besoins socioéconomiques (infrastructures liées à la santé ou à l'éducation, par exemple), traditionnellement associés à la mission de l'État.

- Au Québec, le secteur privé injecte les trois quarts des investissements totaux. La contribution des secteurs privé et public varie toutefois fortement sur une base régionale pour diverses raisons (culture entrepreneuriale plus développée, présence plus ou moins forte de l'administration publique, structure industrielle, etc.).

- De 2004 à 2008, le Nord-du-Québec présente, en moyenne, la plus forte proportion (76,8 %) d'investissements issus du secteur public. Elle résulte de la réalisation de grands travaux de génie civil (barrages hydroélectriques). En contrepartie, la région de Lanaudière obtient la plus faible part (9,5 %) d'investissements publics.

- Au cours de la même période, les régions ressources (43,9 %) montrent une part des investissements du secteur public de presque trois fois supérieure à celle qui est observée dans les régions centrales (15,3%). Montréal et Laval déçoivent, avec une décroissance des investissements privés de 0,8% et une croissance des investissements publics en deçà de la moyenne québécoise (6,5% contre 10,8%).

Graphique 5.1a
Répartition des investissements des secteurs privé et public, selon les régions administratives, moyenne 2004-2008
(en pourcentage, par ordre décroissant, en fonction du secteur privé)

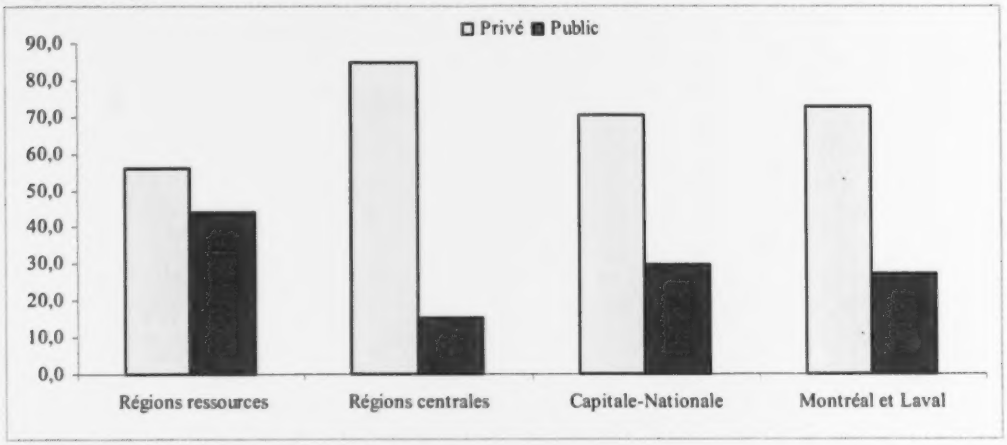


Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 5.1b

Répartition des investissements des secteurs privé et public, selon les blocs régionaux, moyenne 2004-2008

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.1

Investissements[1] des secteurs privé et public, 2004-2008

Régions administratives	2008		Part[2] 2004 - 2008		Variation[3] 2004 - 2008	
	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public
	En M$		En %		En %	
01 Bas-Saint-Laurent	768	331	74,3	25,7	1,9	13,7
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 186	1 096	56,5	43,5	-0,6	25,3
03 Capitale-Nationale	4 528	1 851	70,4	29,6	17,0	11,9
04 Mauricie	1 263	639	65,6	34,4	9,0	13,9
05 Estrie	1 266	452	79,7	20,3	0,1	9,9
06 Montréal	7 803	4 399	69,5	30,5	-3,1	5,4
07 Outaouais	1 753	822	72,1	27,9	1,2	11,1
08 Abitibi-Témiscamingue	1 256	139	86,8	13,2	9,1	-7,3
09 Côte-Nord	695	361	61,9	38,1	-11,8	-20,6
10 Nord-du-Québec	967	2 522	23,2	76,8	33,0	23,6
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	374	232	69,5	30,5	18,7	12,2
12 Chaudière-Appalaches	2 228	449	83,7	16,3	1,8	17,2
13 Laval	2 810	524	86,5	13,5	7,4	18,4
14 Lanaudière	2 485	342	90,5	9,5	-1,4	10,3
15 Laurentides	3 788	560	89,5	10,5	3,5	13,7
16 Montérégie	9 124	1 963	84,7	15,3	3,7	15,9
17 Centre-du-Québec	1 192	214	88,4	11,6	4,9	17,3
Ensemble du Québec	**43 485**	**16 896**	**75,0**	**25,0**	**3,1**	**10,8**
Régions ressources	6 509	5 321	56,1	43,9	5,0	12,3
Régions centrales	21 836	4 801	84,7	15,3	2,5	13,9
Capitale-Nationale	4 528	1 851	70,4	29,6	17,0	11,9
Montréal et Laval	10 613	4 923	72,8	27,2	-0,8	6,5

1. 2004-2006 : dépenses réelles; 2007 : dépenses réelles provisoires; 2008 : perspectives (juillet 2008).
2. Moyenne des années.
3. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

5.2 Investissements non résidentiels, par catégorie de dépenses

Les investissements constituent une composante importante de la croissance économique. Ils influent sur le niveau de productivité et sur le degré de compétitivité des économies nationales et régionales.

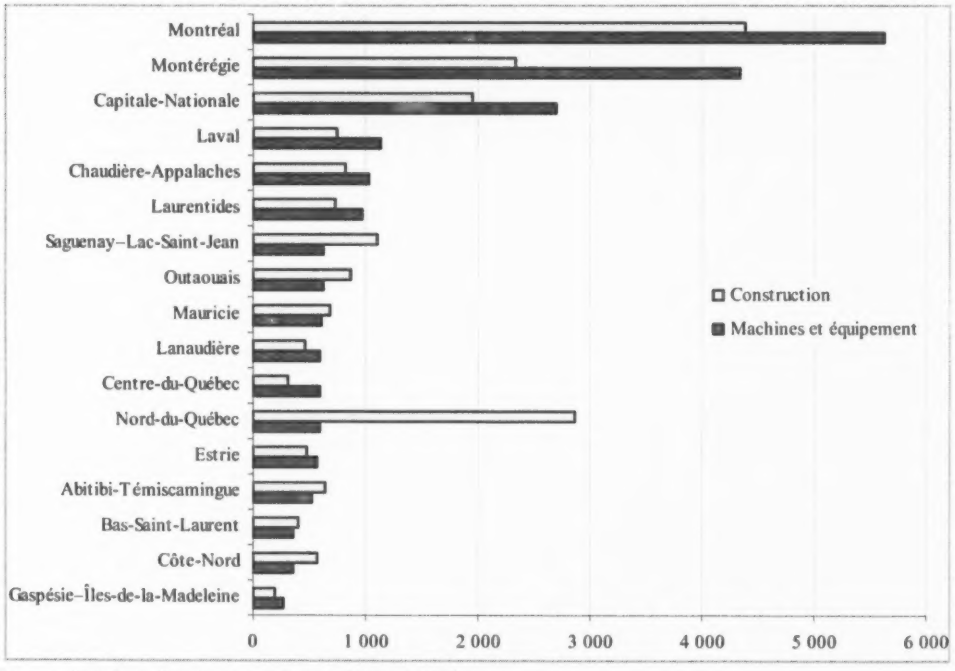
- Au Québec, en 2008, la majorité des investissements non résidentiels se traduisent par des dépenses en machines et équipement (52,4 %). Dans leur ensemble, seules les régions ressources vont à l'encontre de ce constat, en raison notamment des grands travaux d'infrastructures liés à l'exploitation des ressources naturelles.

- Pour la période 2004-2008, la région de Montréal attire, à elle seule, plus du quart des investissements non résidentiels du Québec. Les régions ressources obtiennent une part des investissements non résidentiels (23,1 %) qui représente près de deux fois leur poids économique (13,1 %), soit leur importance dans le produit intérieur brut (PIB) québécois.

- De 2004 à 2008, 15 des 17 régions administratives du Québec connaissent une hausse de leurs investissements non résidentiels.

- Il en est ainsi de tous les blocs régionaux. Toutefois, seules les régions ressources et celle de la Capitale-Nationale présentent un taux de croissance supérieur à celui de l'ensemble du Québec.

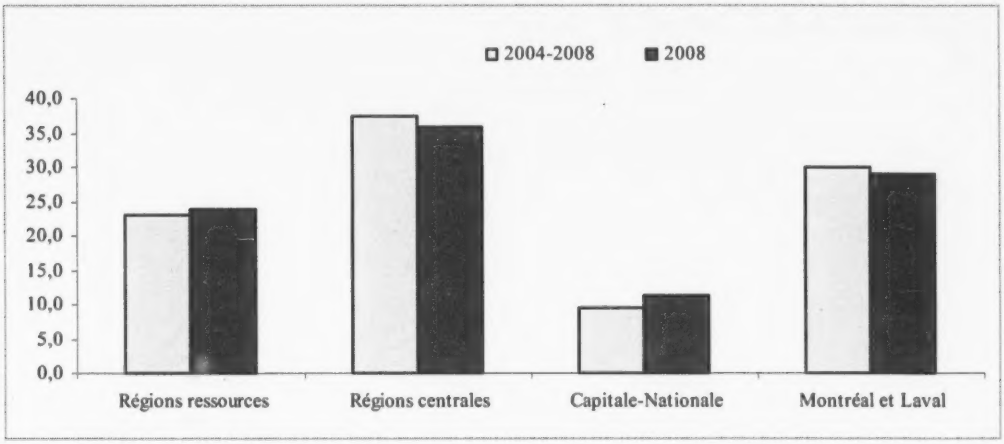
Graphique 5.2a
Investissements non résidentiels, par catégorie de dépenses, selon les régions administratives, 2008
(en millions de dollars, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 5.2b

Part des investissements non résidentiels, selon les blocs régionaux, moyenne 2004-2008 et 2008
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.2

Investissements non résidentiels[1], par catégorie de dépenses, 2004-2008

Régions administratives	Construction	Machines et équipement	Total	Part[2]	Variation[3]
	2008			2004 - 2008	
	En M$			En %	
01 Bas-Saint-Laurent	402	356	757	2,0	2,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 107	624	1 731	4,4	6,4
03 Capitale-Nationale	1 954	2 701	4 655	9,5	19,4
04 Mauricie	684	613	1 297	3,4	9,5
05 Estrie	478	568	1 045	3,0	2,8
06 Montréal	4 385	5 625	10 010	25,9	1,9
07 Outaouais	862	620	1 482	3,4	4,7
08 Abitibi-Témiscamingue	643	517	1 161	2,5	4,3
09 Côte-Nord	574	352	926	3,0	-17,6
10 Nord-du-Québec	2 869	592	3 462	6,8	25,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	190	274	465	1,1	16,1
12 Chaudière-Appalaches	814	1 036	1 850	4,9	4,5
13 Laval	753	1 128	1 881	4,0	18,1
14 Lanaudière	468	602	1 070	3,1	-4,3
15 Laurentides	734	975	1 709	4,4	4,1
16 Montérégie	2 342	4 338	6 679	16,4	6,3
17 Centre-du-Québec	320	593	912	2,3	5,7
Ensemble du Québec	**19 579**	**21 515**	**41 094**	**100,0**	**6,0**
Régions ressources	6 470	3 329	9 799	23,1	6,7
Régions centrales	6 016	8 731	14 748	37,4	4,4
Capitale-Nationale	1 954	2 701	4 655	9,5	19,4
Montréal et Laval	5 138	6 754	11 892	29,9	3,8

1. 2004-2006 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2008 : perspectives (juillet 2008).
2. Moyenne des années.
3. Taux de croissance annuel composé.
Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

5.3 Investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie

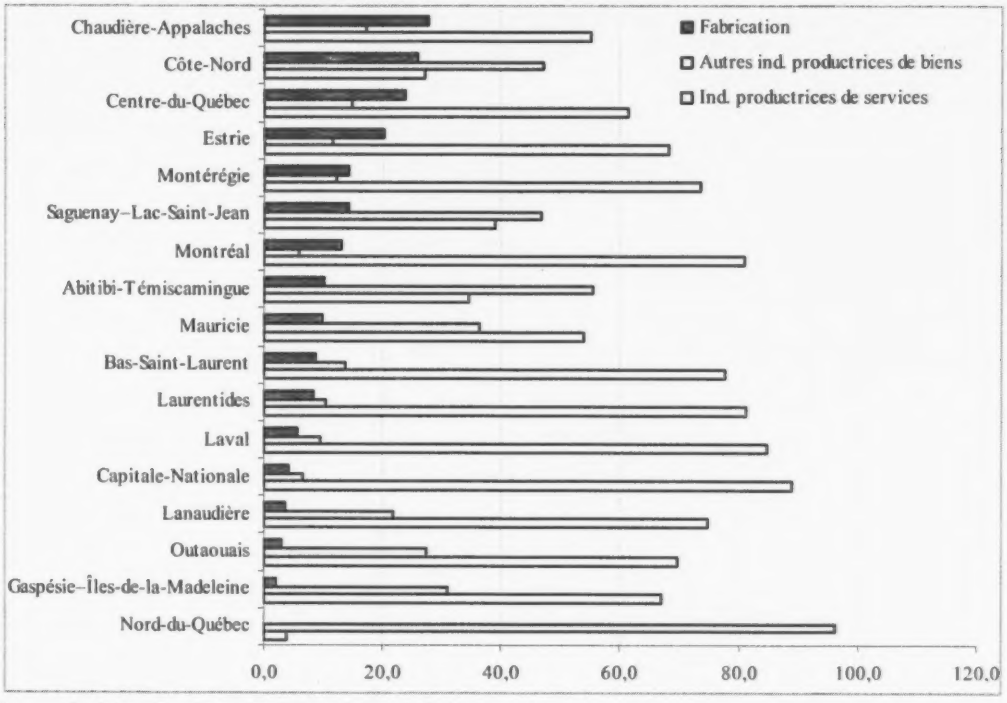
La répartition des investissements non résidentiels par catégories d'industries reflète la structure économique d'une région. Par exemple, un territoire bien pourvu en terres arables, en forêts ou en gisements miniers devrait faire l'objet d'importants investissements dans les industries productrices de biens autre que l'industrie de la fabrication.

- Ainsi, en 2008, plus des deux tiers des investissements non résidentiels du Québec dans les autres industries productrices de biens se concentrent dans les régions ressources. Les régions centrales reçoivent, quant à elles, près de la moitié des investissements du secteur de la fabrication.

- De 2004 à 2008, au Québec, la plus forte proportion des investissements du secteur de la fabrication se réalise dans la Chaudière-Appalaches (27,7 %), sur la Côte-Nord (25,9 %) et dans le Centre-du-Québec (23,8 %). Le boum survenu dans le secteur de la transformation des métaux au cours de cette période a bénéficié à la Côte-Nord.

- De 2004 à 2008, les industries de services accaparent 67,1 % des investissements non résidentiels du Québec. Les régions de la Capitale-Nationale (89,1 %), de Laval (84,9 %), des Laurentides (81,2 %) et de Montréal (81,0 %) profitent d'une forte présence des services publics (administration publique, santé et éducation).

Graphique 5.3a
Part des investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie, selon les régions administratives, moyenne 2004-2008
(en pourcentage, par ordre croissant, en fonction du secteur secondaire)

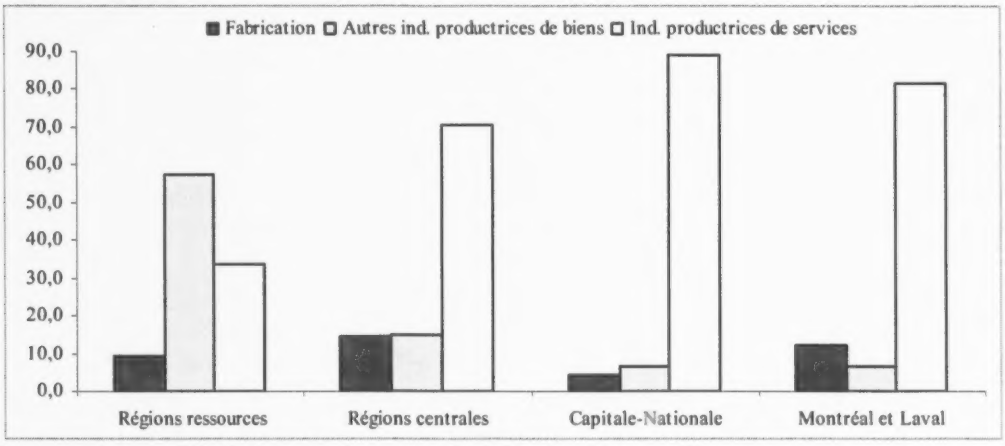


Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 5.3b

Part des investissements non résidentiels, par catégorie d'industrie, selon les blocs régionaux, moyenne 2004-2008

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.3

Investissements[1] non résidentiels, par grand secteur d'activité, 2004-2008

Régions administratives	2008			Part[2] 2004-2008		
	Ind. productrices de biens		Services	Ind. productrices de biens		Services
	Fabrication	Autres[3]		Fabrication	Autres[3]	
	En M$			En %		
01 Bas-Saint-Laurent	65	106	586	8,6	13,6	77,8
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	200	871	661	14,2	46,7	39,0
03 Capitale-Nationale	143	273	4 239	4,3	6,6	89,1
04 Mauricie	118	431	748	9,8	36,2	54,0
05 Estrie	228	121	695	20,3	11,7	68,0
06 Montréal	1 412	422	8 176	13,0	6,0	81,0
07 Outaouais	41	454	987	3,0	27,4	69,6
08 Abitibi-Témiscamingue	82	730	348	10,0	55,5	34,5
09 Côte-Nord	153	416	357	25,9	47,0	27,1
10 Nord-du-Québec	...	3 364	97	...	96,1	3,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7	158	299	2,1	30,9	67,0
12 Chaudière-Appalaches	589	200	1 060	27,7	17,2	55,1
13 Laval	78	193	1 610	5,7	9,4	84,9
14 Lanaudière	36	240	794	3,5	21,8	74,8
15 Laurentides	134	164	1 411	8,2	10,5	81,2
16 Montérégie	981	733	4 965	14,3	12,1	73,6
17 Centre-du-Québec	193	119	600	23,8	15,0	61,2
Ensemble du Québec	**4 563**	**8 895**	**27 636**	**11,9**	**21,0**	**67,1**
Régions ressources	626	6 076	3 097	9,4	57,1	33,5
Régions centrales	2 203	2 032	10 513	14,5	14,9	70,6
Capitale-Nationale	143	273	4 239	4,3	6,6	89,1
Montréal et Laval	1 490	615	9 787	12,0	6,4	81,6

1. 2004-2006 : dépenses réelles; 2007 : dépenses réelles provisoires; 2008 : perspectives (juin 2008).
2. Moyenne des années.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

5.4 Construction résidentielle

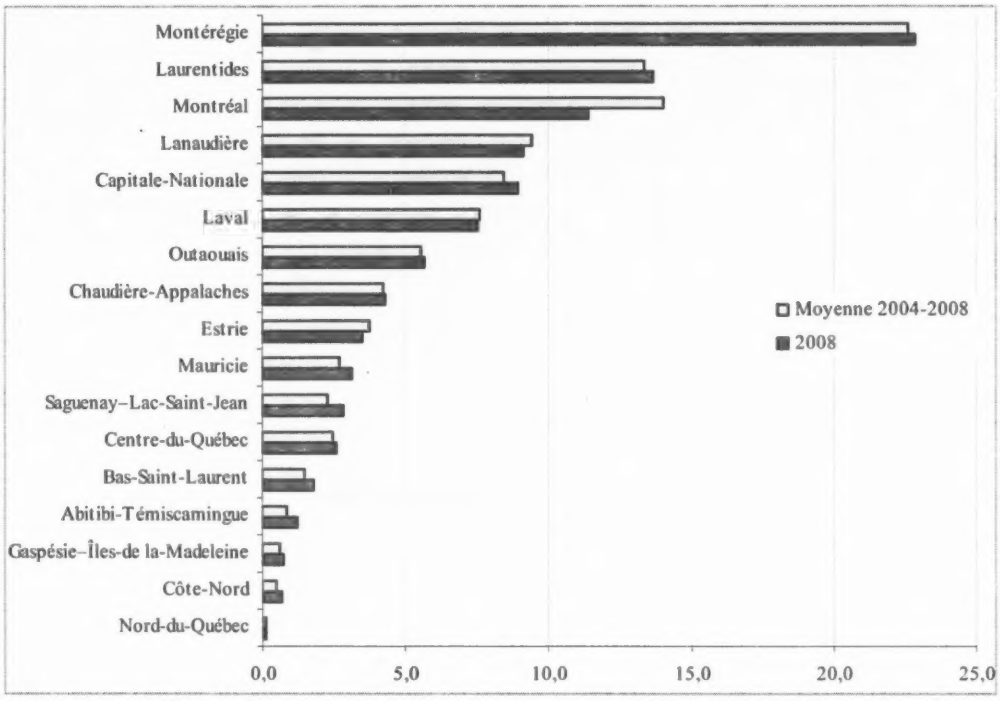
Après quelques années d'intense activité, le marché résidentiel au Québec connaît un léger ralentissement depuis 2005. Néanmoins, des taux hypothécaires encore relativement bas et un marché de l'emploi qui poursuit sa progression sont autant de facteurs qui soutiennent la croissance de ce secteur.

- Cette situation se reflète dans l'accroissement des dépenses au titre de la construction résidentielle. De 2004 à 2008, le Québec enregistre une croissance annuelle de 2,9 %, ce qui demeure élevé, quoique plus modéré que par le passé. Près du quart des dépenses se concentrent en Montérégie.

- Au cours de cette période, toutes les régions du Québec affichent des gains, à l'exception de Montréal (-8,5 %).

- Quant aux blocs régionaux, les régions ressources se démarquent par une croissance (+15,8 %) nettement supérieure à celle de l'ensemble du Québec. Montréal et Laval enregistrent un recul de 5,3% des investissements résidentiels.

Graphique 5.4a
Part des dépenses en construction résidentielle, selon les régions administratives, moyenne 2004-2008 et 2008
(en pourcentage, par ordre décroissant)

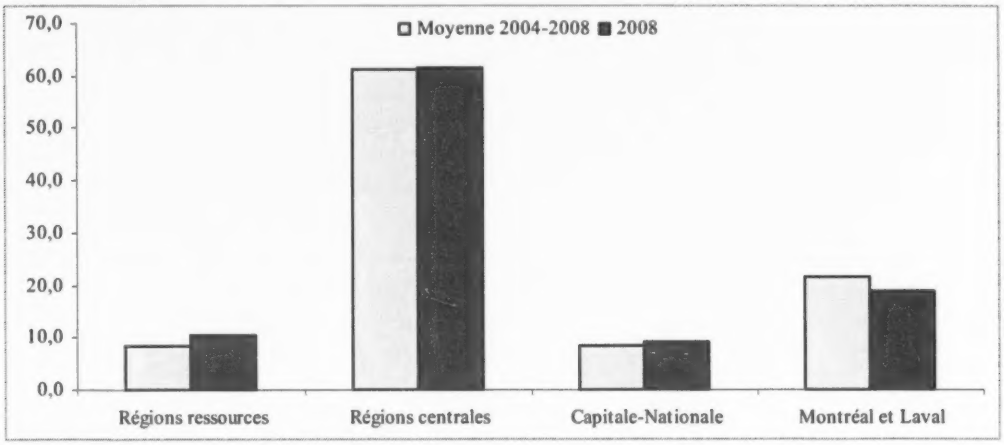


Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 5.4b

Part des dépenses en construction résidentielle, selon les blocs régionaux, moyenne 2004-2008 et 2008

(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.4

Dépenses en construction résidentielle[1], 2004-2008

Régions administratives	Valeur		Part[2]	Variation[3]
	2004	2008	2004 - 2008	
	En M$		En %	
01 Bas-Saint-Laurent	213	342	1,5	12,5
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	306	550	2,3	15,8
03 Capitale-Nationale	1 311	1 724	8,5	7,1
04 Mauricie	373	604	2,7	12,9
05 Estrie	633	673	3,7	1,5
06 Montréal	3 120	2 191	14,1	-8,5
07 Outaouais	977	1 093	5,5	2,8
08 Abitibi-Témiscamingue	94	234	0,9	25,7
09 Côte-Nord	52	130	0,5	25,9
10 Nord-du-Québec	13	28	0,1	20,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	79	142	0,6	15,7
12 Chaudière-Appalaches	762	827	4,3	2,1
13 Laval	1 414	1 453	7,6	0,7
14 Lanaudière	1 587	1 756	9,4	2,6
15 Laurentides	2 178	2 638	13,3	4,9
16 Montérégie	3 759	4 408	22,6	4,1
17 Centre-du-Québec	366	494	2,5	7,8
Ensemble du Québec	**17 237**	**19 288**	**100,0**	**2,9**
Régions ressources	1 130	2 031	8,6	15,8
Régions centrales	10 262	11 889	61,4	3,7
Capitale-Nationale	1 311	1 724	8,5	7,1
Montréal et Laval	4 534	3 645	21,6	-5,3

1. 2004-2006 : dépenses réelles; 2007 : dépenses réelles provisoires; 2008 : perspectives (juillet 2008).
2. Moyenne des années.
3. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

5.5 *Recherche et développement*

Au Québec, la majorité des activités de recherche et développement (R-D) s'effectuent par les entreprises. Les dépenses intérieures de R-D des entreprises (DIRDE) permettent de mesurer l'effort financier que le secteur privé consacre aux travaux de cette nature.

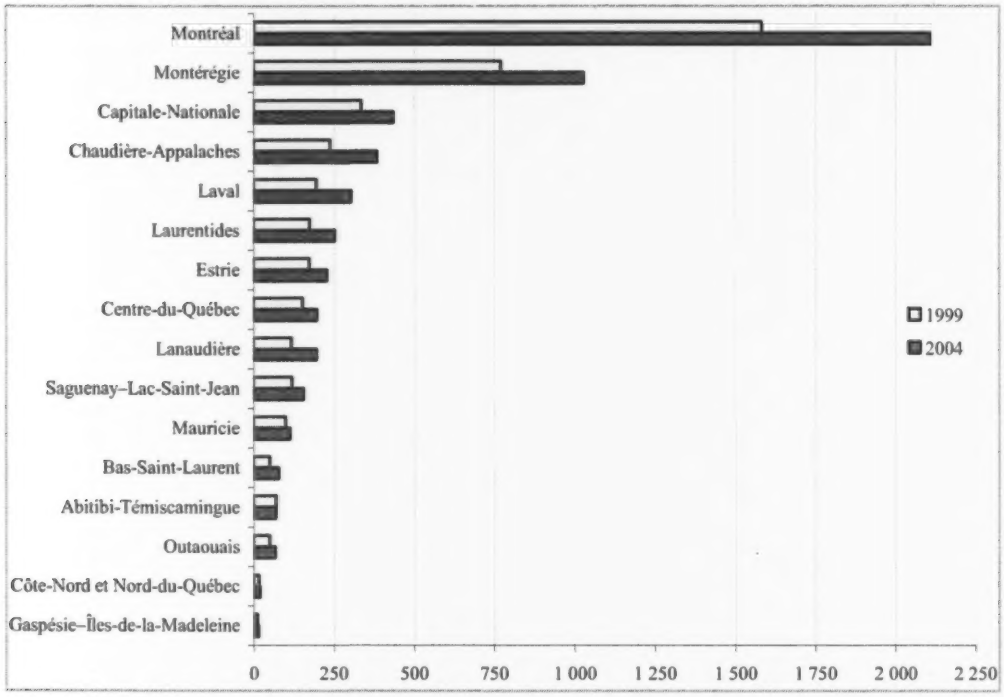
- En 2004, plus de la moitié du bassin des établissements qui effectuent des dépenses de R-D se concentre dans les régions de Montréal (37,2 %) et de la Montérégie (18,1 %).

- De 1999 à 2004, la progression du nombre d'établissements se répartit entre toutes les régions administratives du Québec, l'Abitibi-Témiscamingue exceptée. Cette dernière région conserve, pour ainsi dire, le même nombre d'établissements. Pour l'ensemble du Québec, la hausse moyenne du nombre d'établissements est de 6,4 % annuellement. Elle est particulièrement forte dans les régions de Lanaudière (+10,7 % ou 78 établissements) et de Chaudière-Appalaches (+10,0 % ou 146 établissements).

- Sur le plan des sommes allouées à la R-D par établissement et par habitant, au Québec, de 1999 à 2004, la hausse annuelle est respectivement de 0,7 % et de 6,5 %. La région de Montréal se démarque à nouveau des autres régions, en présentant des valeurs moyennes nettement plus élevées que celles du Québec.

- Les régions centrales affichent la meilleure performance des quatre blocs régionaux en ce qui a trait à l'évolution du nombre d'établissements. Les régions ressources enregistrent les plus forts taux de croissance de la valeur des DIRDE, tant par établissement que par habitant.

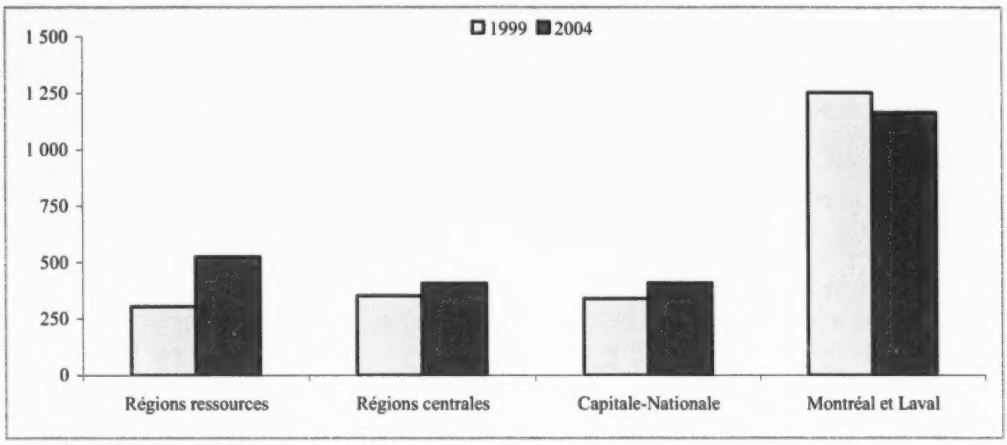
Graphique 5.5a
Établissements ayant des activités de R-D, selon les régions administratives, 1999 et 2004
(en nombre, par ordre décroissant)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 5.5.b

Dépenses *intra-muros* de R-D industrielle, selon les blocs régionaux, 1999 et 2004
(en milliers de dollars par établissement)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.5

Établissements et dépenses intérieures de R-D industrielle (DIRDE), 1999-2004[1]

Régions administratives		Établissements			DIRDE			DIRDE		
		1999	2004	Var.[2] 1999-2004	1999	2004	Var.[2] 1999-2004	1999	2004	Var.[2] 1999-2004
		Nombre		En %	k$ par établissement		En %	$ par habitant		En %
01	Bas-Saint-Laurent	50	78	9,3	245	254	0,8	59	98	10,7
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	119	155	5,4	352	417	3,4	145	233	9,9
03	Capitale-Nationale	335	437	5,5	340	408	3,7	176	268	8,8
04	Mauricie	99	113	2,7	334	695	15,8	126	303	19,2
05	Estrie	174	228	5,6	221	310	7,0	134	237	12,1
06	Montréal	1 582	2 108	5,9	1 328	1 241	-1,3	1 158	1 396	3,8
07	Outaouais	50	68	6,3	457	555	3,9	72	112	9,1
08	Abitibi-Témiscamingue	70	69	-0,3	298	875	24,1	136	416	25,1
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	16	19	3,5	136	600	34,6	15	83	40,3
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11	15	6,4	46	69	8,3	5	11	16,6
12	Chaudière-Appalaches	239	385	10,0	124	125	0,1	76	122	9,8
13	Laval	195	305	9,4	636	637	0,0	362	531	8,0
14	Lanaudière	118	196	10,7	125	125	0,0	38	59	9,4
15	Laurentides	175	253	7,7	318	277	-2,8	122	140	2,8
16	Montérégie	771	1 029	5,9	535	639	3,6	317	485	8,9
17	Centre-du-Québec	153	197	5,2	121	251	15,7	84	219	21,2
	Non spécifié[3]	5	18	...	1 023	228	...	...	...	...
Ensemble du Québec		**4 162**	**5 673**	**6,4**	**732**	**759**	**0,7**	**416**	**571**	**6,5**
	Régions ressources	365	449	4,2	304	525	11,6	96	211	17,1
	Régions centrales	1 680	2 356	7,0	352	407	2,9	176	272	9,1
	Capitale-Nationale	335	437	5,5	340	408	3,7	176	268	8,8
	Montréal et Laval	1 777	2 413	6,3	1 252	1 165	-1,4	1 032	1 255	4,0

1. Données provisoires.
2. Taux de croissance annuel composé.
3. Ces établissements n'ont pas pu être localisés géographiquement avec précision.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

5.6 Personnel affecté à la R-D

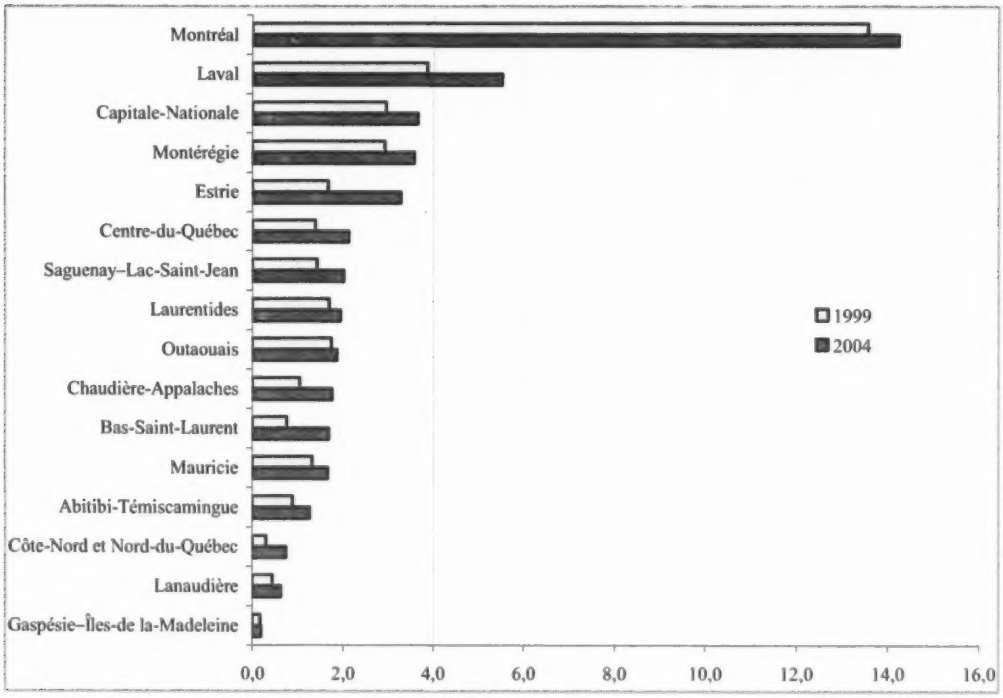
L'importance des activités de R-D réalisées en entreprise se mesure aussi par les ressources humaines qui y sont affectées. Celles-ci se divisent en deux catégories : le personnel professionnel, qui inclut les chercheurs ainsi que les cadres et les administrateurs impliqués dans les activités de R-D, et le personnel auxiliaire, qui comprend le personnel technique et les autres personnels de soutien.

- Au Québec, en 2004, près de onze personnes prennent part aux activités de R-D industrielle pour 1 000 personnes actives[1], en hausse par rapport à 1999 (8,3). Le personnel affecté à la R-D se compose principalement de professionnels.

- À une exception près, toutes les régions du Québec accroissent ce ratio au cours de la période de 1999 à 2004. Seule la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean affiche un recul. Cette baisse est toutefois circonscrite uniquement au personnel auxiliaire. En 2004, la région de Montréal se distingue des autres régions, son ratio (24,0) étant plus de deux fois supérieur à celui du Québec (10,8).

- De 1999 à 2004, la hausse presque généralisée du ratio des personnes affectées à la R-D industrielle se transpose nécessairement aux quatre blocs régionaux. Celle qui est enregistrée dans la Capitale-Nationale est particulièrement forte (+45 %).

Graphique 5.6a
Personnel professionnel affecté à la R-D industrielle, selon les régions administratives, 1999 et 2004
(en années-personnes, pour 1 000 personnes actives, par ordre décroissant)

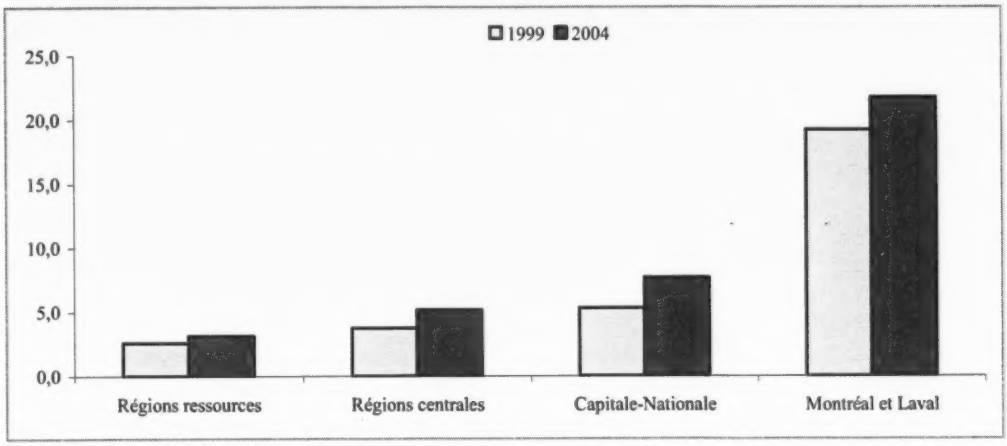


Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1. Au sens de l'Enquête sur la population active (Statistique Canada), les personnes dites « actives » sont celles en emploi ou qui se cherchent activement un emploi.

Graphique 5.6b

Personnel total affecté à la R-D industrielle, selon les blocs régionaux, 1999 et 2004
(en années-personnes, pour 1 000 personnes actives)



Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.6

Personnel affecté à la R-D industrielle, pour 1 000 personnes actives, par catégorie, 1999 et 2004

Régions administratives		Professionnel		Auxiliaire[1]		Total	
		1999	2004	1999	2004	1999	2004
		Nombre (année-personne)					
01	Bas-Saint-Laurent	0,8	1,7	1,3	1,7	2,1	3,3
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1,4	2,0	3,0	2,1	4,4	4,1
03	Capitale-Nationale	3,0	3,7	2,4	4,0	5,3	7,7
04	Mauricie	1,3	1,7	1,2	1,7	2,5	3,4
05	Estrie	1,7	3,3	2,3	3,7	4,0	6,9
06	Montréal	13,6	14,2	8,1	9,8	21,7	24,0
07	Outaouais	1,7	1,9	0,4	1,1	2,1	3,0
08	Abitibi-Témiscamingue	0,9	1,3	2,1	2,2	3,0	3,5
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	0,3	0,7	0,2	0,7	0,5	1,5
11	Gaspésie–Îles-de la-Madeleine	0,2	0,2	0,2	0,4	0,4	0,6
12	Chaudière-Appalaches	1,0	1,8	1,7	2,4	2,7	4,1
13	Laval	3,9	5,5	3,0	4,9	6,8	10,4
14	Lanaudière	0,4	0,6	0,6	1,3	1,0	1,9
15	Laurentides	1,7	1,9	1,7	2,1	3,3	4,0
16	Montérégie	2,9	3,6	2,4	3,5	5,3	7,1
17	Centre-du-Québec	1,4	2,1	1,9	3,1	3,3	5,2
Ensemble du Québec		**4,9**	**5,9**	**3,4**	**4,9**	**8,3**	**10,8**
	Régions ressources	1,0	1,5	1,6	1,7	2,6	3,2
	Régions centrales	2,0	2,5	1,8	2,7	3,7	5,2
	Capitale-Nationale	3,0	3,7	2,4	4,0	5,3	7,7
	Montréal et Laval	12,0	12,8	7,3	9,0	19,2	21,8

1. Comprend le personnel technique et le personnel de soutien.
Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

5.7 Brevets, inventions et publications scientifiques

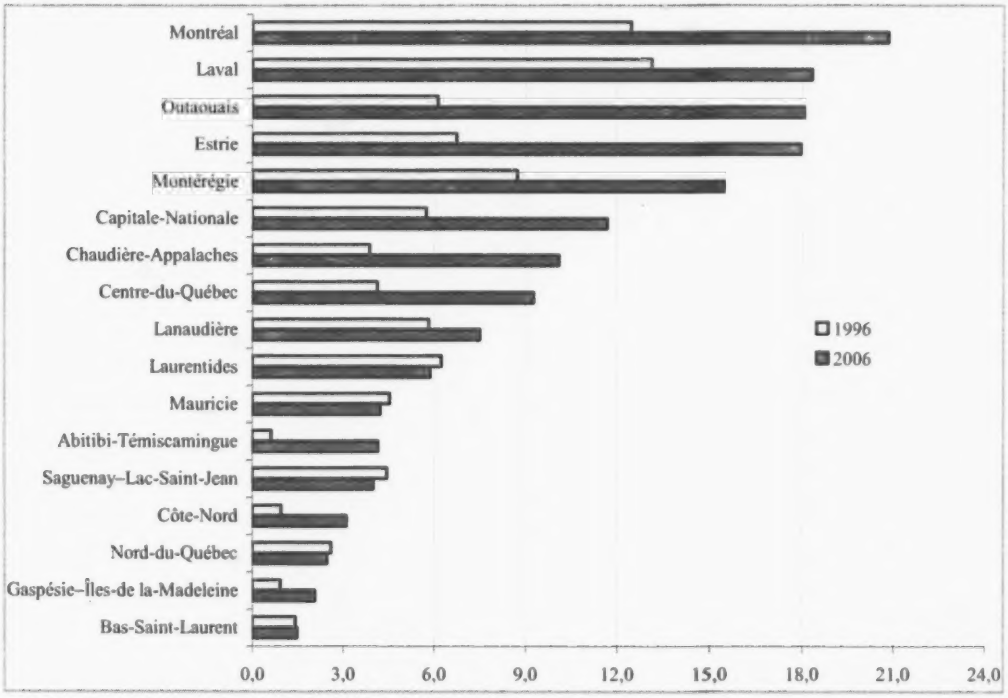
Les **brevets d'invention** recensent les titulaires de brevets et représentent un indicateur du potentiel commercial basé sur des inventions. Les **inventions brevetées** dénombrent le total des inventeurs cités sur les brevets et sont, par conséquent, un indicateur des ressources disponibles dans l'économie pour produire des connaissances. Les **publications scientifiques** constituent le principal véhicule de diffusion de la recherche et sont un indicateur du dynamisme de la base de recherche scientifique.

- En 2006, le nombre de brevets, d'inventions et de publications scientifiques par 100 000 habitants est en forte progression au Québec, par rapport à 1996.

- En 2006, treize régions sur dix-sept conservent ou surpassent le nombre de brevets par 100 000 habitants qui prévalaient en 1996. Exprimé sur cette même base, le nombre d'inventions brevetées est en baisse dans quatre régions. La diminution associée au nombre de publications scientifiques est de même niveau, alors qu'elle survient dans cinq des dix-sept régions administratives du Québec.

- La plus forte production d'ouvrages scientifiques provient des blocs régionaux où l'une industrie du savoir élevé est développée. La présence d'universités est souvent un facteur déterminant.

Graphique 5.7a
Inventions brevetées[1], selon les régions administratives, 1996 et 2006
(en nombre, pour 100 000 habitants, par ordre décroissant)

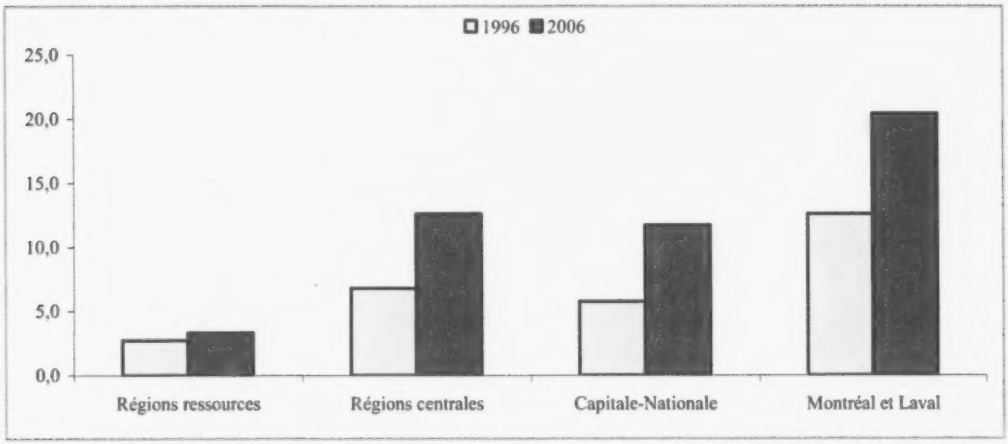


1. Auprès du United States Patents and Trademark Office (USPTO).
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; United States Patents and Trademark Office (USPTO) et Thomson ISI, Science Citation Index (SCI), données compilées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST).
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 5.7b

Inventions brevetées[1], selon les blocs régionaux, 1996 et 2006

(en nombre, pour 100 000 habitants)



1. Auprès du United States Patents and Trademark Office (USPTO).

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; United States Patents and Trademark Office (USPTO) et Thomson ISI, Science Citation Index (SCI), données compilées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST).

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.7

Brevets d'invention[1], inventions brevetées[2] et publications scientifiques, pour 100 000 habitants, 1996 et 2006

Régions administratives	Brevets		Inventions		Publications	
	1996	2006	1996	2006	1996	2005
	Nombre					
01 Bas-Saint-Laurent	1,0	1,0	1,4	1,5	40,0	50,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	2,4	1,5	4,4	4,0	18,0	20,0
03 Capitale-Nationale	5,1	8,6	5,8	11,7	178,0	229,0
04 Mauricie	2,3	3,1	4,5	4,2	35,0	32,0
05 Estrie	3,9	12,6	6,8	18,0	152,0	168,0
06 Montréal	16,5	30,0	12,5	20,8	254,0	289,0
07 Outaouais	3,2	4,1	6,1	18,1	13,0	7,0
08 Abitibi-Témiscamingue	0,0	3,5	0,6	4,1	5,0	21,0
09 Côte-Nord	1,0	2,1	1,0	3,1	3,0	0,0
10 Nord-du-Québec	2,6	0,0	2,6	2,5	0,0	0,0
11 Gaspésie–Îles-de la-Madeleine	0,0	0,0	0,9	2,1	0,0	5,0
12 Chaudière-Appalaches	2,1	6,3	3,9	10,1	1,0	2,0
13 Laval	7,2	6,7	13,2	18,3	54,0	48,0
14 Lanaudière	1,9	3,8	5,8	7,5	2,0	0,0
15 Laurentides	3,0	2,2	6,2	5,9	0,0	1,0
16 Montérégie	3,6	7,9	8,7	15,5	21,0	26,0
17 Centre-du-Québec	4,1	7,1	4,1	9,3	0,0	2,0
Ensemble du Québec	**6,7**	**11,7**	**6,2**	**11,0**	**89,0**	**100,0**
Régions ressources	1,4	1,9	2,7	3,3	20,4	24,5
Régions centrales	3,2	6,4	6,8	12,6	22,7	25,0
Capitale-Nationale	5,1	8,6	5,8	11,7	178,0	229,0
Montréal et Laval	15,0	26,1	12,6	20,4	222,2	248,7

1. Brevets d'invention détenus et octroyés par le United States Patents and Trademark Office (USPTO).

2. Inventions réalisées et brevetées auprès du United States Patents and Trademark Office (USPTO).

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; United States Patents and Trademark Office (USPTO) et Thomson ISI, Science Citation Index (SCI), données compilées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST).

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 6 — ÉDUCATION ET FORMATION

L'éducation et la formation sont essentielles au développement économique et social d'une région. En effet, « la participation au marché du travail, le revenu et la consommation sont largement conditionnés par le niveau de scolarité atteint et par l'acquisition des connaissances que les personnes font tout au cours de leur vie[1] ».

Cette section présente certains indicateurs qui permettent de mesurer la scolarisation et la diplomation des personnes actives sur le marché du travail, par région administrative :

- le taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales;
- le taux d'emploi des sortants diplômés;
- le niveau de scolarité des travailleurs;
- le niveau de scolarité des personnes à la recherche d'un emploi.

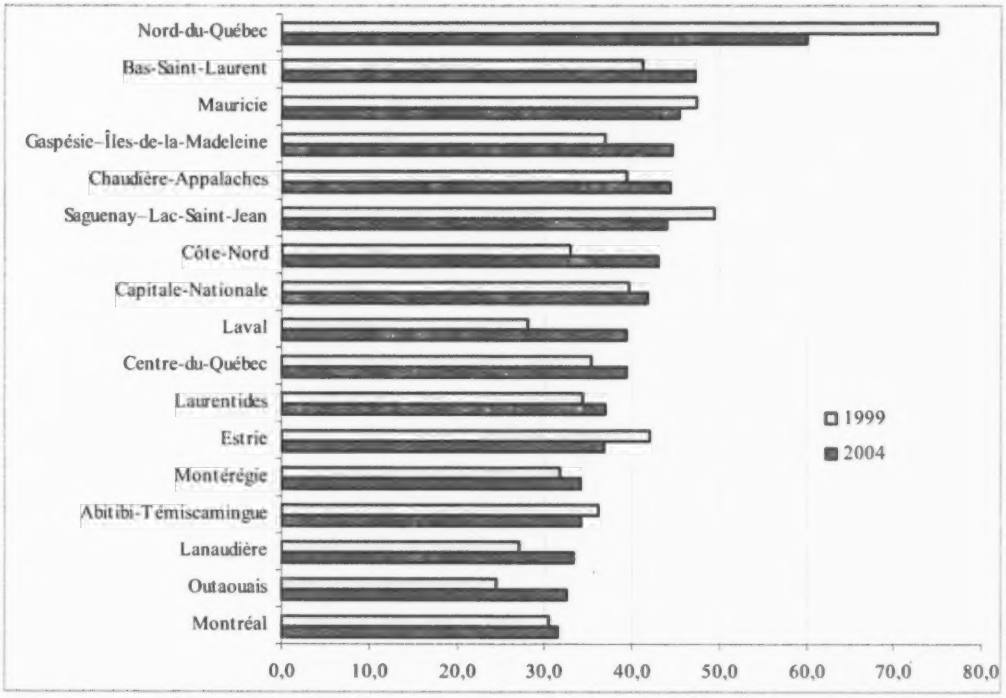
1. Institut de la statistique du Québec, *Portrait social du Québec – Données et analyses*, édition 2001.

6.1 Taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales

Le taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales permet de mesurer la proportion des élèves qui en sont à leur première inscription et qui complètent leur formation selon la durée prévue[1]. De plus, il ajoute une dimension à la qualification de la main-d'œuvre potentielle en région, notamment pour accéder à des postes techniques.

- De 1999 à 2004, le Québec connaît une amélioration du taux global d'obtention d'un diplôme d'études collégiales. En effet, 38,3 % des nouveaux inscrits de l'année 2004 ont complété leur formation collégiale selon la durée prévue, contre 36,7 % des nouveaux inscrits de l'année 1999.
- Au niveau de la formation technique, la cohorte de l'année 2004 des régions du Bas-Saint-Laurent (47,3 %), de la Mauricie (45,4 %)de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (44,7 %), de la Chaudière-Appalaches (44,4 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (44,0 %) est en tête de peloton.
- Quant à la formation préuniversitaire, toujours pour la cohorte de l'année 2004, les élèves diplômés de la Côte-Nord (57,8 %), du Bas-Saint-Laurent (56,6 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (48,6 %) détiennent les meilleurs taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales.

Graphique 6.1a
Taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC) de la formation technique, selon la durée prévue, selon les régions administratives, 1999 et 2004
(en pourcentage du nombre de nouveaux inscrits, par ordre décroissant)



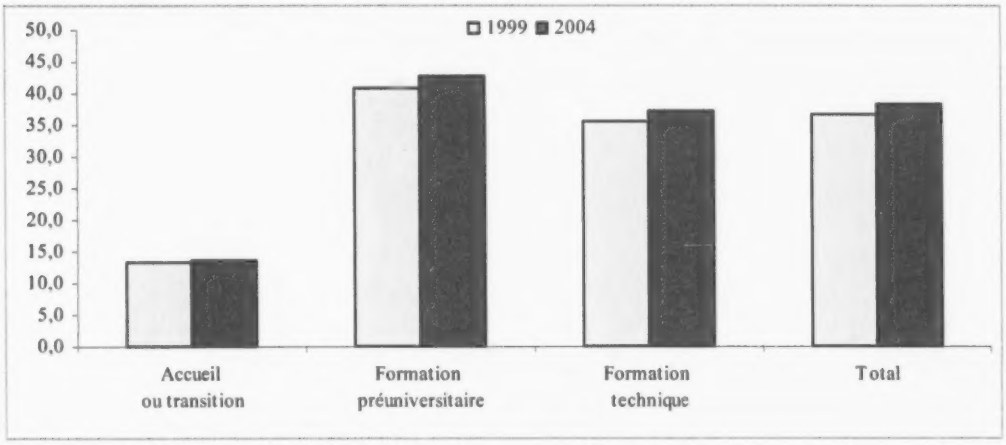
Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

[1] La durée prévue est de deux ans pour la formation préuniversitaire et de trois ans pour la formation technique ainsi que pour les élèves inscrits en session d'accueil ou de transition.

Graphique 6.1b

Taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC), selon la durée prévue, par type de formation, ensemble du Québec, 1999 et 2004

(en pourcentage du nombre de nouveaux inscrits)



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Tableau 6.1

Taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales[1] (DEC), selon la durée prévue, par type de formation, 1999 et 2004

Régions administratives	Accueil ou transition		Formation préuniversitaire		Formation technique		Total	
	1999	2004	1999	2004	1999	2004	1999	2004
	En % du nombre de nouveaux inscrits							
01 Bas-Saint-Laurent	13,2	10,0	54,7	56,6	41,2	47,3	43,7	47,8
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	9,6	8,9	50,9	46,7	49,5	44,0	44,0	40,7
03 Capitale-Nationale	13,2	11,3	39,5	41,2	39,5	41,9	36,4	38,7
04 Mauricie	5,5	6,6	49,6	45,5	47,5	45,4	43,8	40,9
05 Estrie	8,6	10,2	37,7	38,4	42,0	36,8	38,8	35,5
06 Montréal	29,0	22,7	40,3	43,2	30,5	31,5	36,8	38,5
07 Outaouais	9,1	8,9	32,3	37,1	24,5	32,5	28,3	34,0
08 Abitibi-Témiscamingue	..	10,0	40,2	45,7	36,2	34,1	38,6	39,0
09 Côte-Nord	7,8	14,9	42,7	57,8	33,0	43,0	35,0	46,0
10 Nord-du-Québec	13,5	8,3	41,9	60,0	75,0	60,0	36,0	37,0
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9,7	16,2	57,0	48,6	37,0	44,7	39,2	42,6
12 Chaudière-Appalaches	10,0	11,5	45,4	47,1	39,4	44,4	39,4	41,8
13 Laval	8,5	9,4	28,1	30,5	28,1	39,4	24,1	29,1
14 Lanaudière	5,6	9,3	41,8	44,2	27,2	33,3	35,4	37,7
15 Laurentides	4,5	11,1	36,1	42,0	34,3	37,0	31,2	36,2
16 Montérégie	10,9	9,9	38,5	41,6	31,7	34,1	34,3	36,3
17 Centre-du-Québec	7,7	7,2	40,4	41,3	35,4	39,3	35,3	36,7
Ensemble du Québec	**13,3**	**13,7**	**40,7**	**42,9**	**35,5**	**37,3**	**36,7**	**38,3**

1. Correspond au trimestre d'automne de l'année de la première inscription au collégial. Ce taux comprend aussi les attestations d'études collégiales (AEC).

Les résultats obtenus dans un type de formation regroupant moins de trente nouveaux inscrits, comme c'est le cas notamment pour le Nord-du-Québec, doivent être interprétés avec prudence, puisque l'importance relative d'un individu exprimée en pourcentage est plus grande dans un petit groupe que dans un grand groupe.

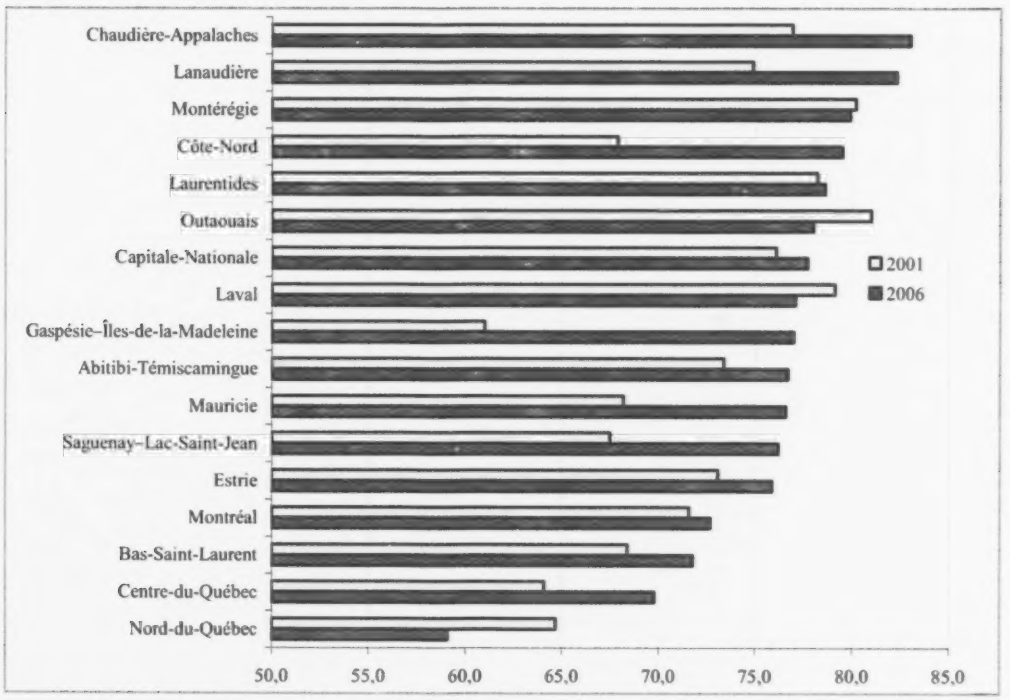
Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

6.2 Taux d'emploi des sortants diplômés

Le taux d'emploi des sortants diplômés permet d'évaluer la proportion des nouveaux diplômés, des études secondaires et collégiales, qui ont trouvé un emploi après avoir obtenu leur diplôme.

- En 2006, le taux d'emploi, selon le sexe, des jeunes diplômés du secondaire (professionnel) est comparable, alors que le taux d'emploi des femmes diplômées du collégial (formation technique) est de près de neuf points de pourcentage supérieur à celui des hommes.
- De 2001 à 2006, le taux d'emploi des femmes titulaires d'un diplôme d'études professionnelles du secondaire passe de 73,9 % à 76,5 % et devance celui des hommes (76,3 % en 2006).
- De 2001 à 2006, le taux d'emploi des hommes titulaires d'un diplôme d'études collégiales de la formation technique diminue de près de cinq points de pourcentage, passant de 66,2 % à 61,3 %. Chez les femmes, ce taux se situe à 69,9 % en 2006, également en baisse de cinq points.
- En 2006, le taux d'emploi des femmes titulaires d'un diplôme d'études collégiales de la formation technique demeure supérieur à celui des hommes, et ce, dans presque toutes les régions du Québec, à l'exception de Laval.

Graphique 6.2a
Taux d'emploi des sortants diplômés du secondaire professionnel, de sexe féminin, selon les régions administratives, 2001 et 2006
(en pourcentage, par ordre décroissant)

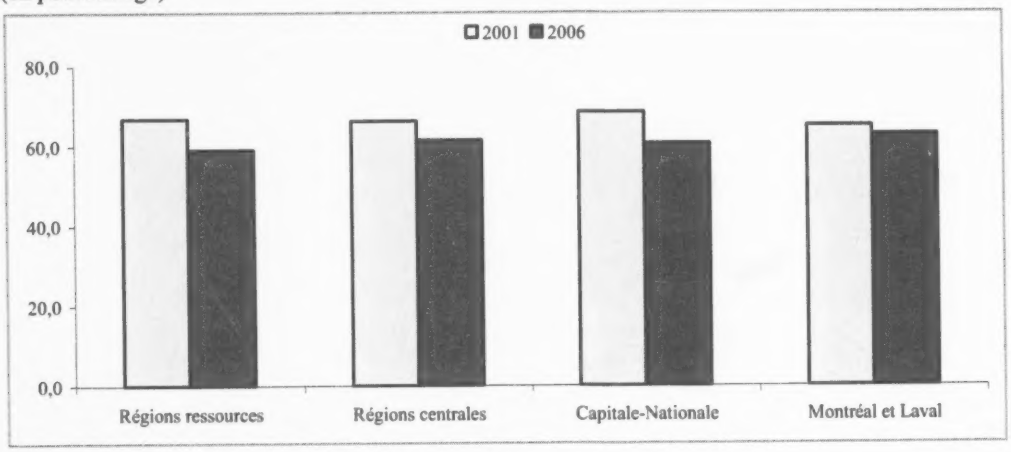


Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 6.2b

Taux d'emploi des sortants diplômés du collégial (formation technique), de sexe masculin, selon les blocs régionaux, 2001 et 2006

(en pourcentage)



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 6.2

Taux d'emploi des sortants diplômés, selon le sexe, 2001 et 2006

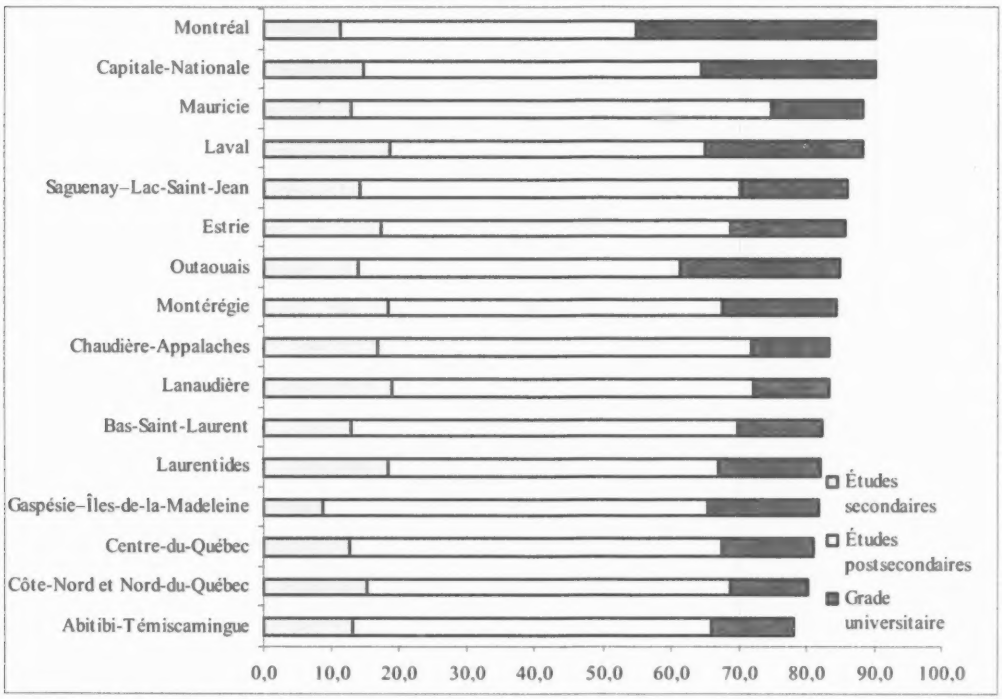
Régions administratives	Secondaire (DEP)[1]				Collégial (DEC)[1]			
	2001		2006		2001		2006	
	H	F	H	F	H	F	H	F
	En %							
01 Bas-Saint-Laurent	67,1	68,4	71,2	71,8	72,3	79,8	64,5	69,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	67,5	67,5	71,5	76,2	64,5	74,3	57,0	69,7
03 Capitale-Nationale	75,5	76,1	78,6	77,7	68,4	75,1	60,6	70,1
04 Mauricie	73,3	68,2	74,0	76,6	68,3	79,9	53,2	73,1
05 Estrie	78,8	73,1	75,5	75,9	63,1	77,4	59,7	74,1
06 Montréal	75,6	71,6	75,2	72,7	65,6	73,1	59,9	68,5
07 Outaouais	82,9	81,0	85,1	78,0	63,5	76,1	57,3	69,1
08 Abitibi-Témiscamingue	67,6	73,4	75,9	76,7	59,5	73,6	58,7	66,9
09 Côte-Nord	68,7	67,9	61,3	79,5	60,9	79,2	70,0	76,1
10 Nord-du-Québec	...	64,7	...	59,1	...	...	...	...
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	62,9	61,0	68,2	77,0	69,0	72,4	57,9	60,0
12 Chaudière-Appalaches	75,9	76,9	81,7	83,0	73,0	75,3	60,7	64,2
13 Laval	72,1	79,1	73,0	77,1	59,0	80,1	82,4	77,0
14 Lanaudière	69,8	74,9	75,4	82,3	51,9	73,7	57,8	68,3
15 Laurentides	81,3	78,2	73,5	78,6	54,4	75,1	56,7	78,9
16 Montérégie	77,4	80,2	82,3	79,9	70,5	73,2	65,2	68,9
17 Centre-du-Québec	84,4	64,1	76,9	69,8	60,5	68,3	58,8	66,4
Ensemble du Québec	**74,7**	**73,9**	**76,3**	**76,5**	**66,2**	**74,9**	**61,3**	**69,9**
Régions ressources	68,7	68,1	71,7	75,2	66,8	77,2	59,1	70,3
Régions centrales	72,6	72,7	75,6	75,6	66,3	74,4	61,5	70,5
Capitale-Nationale	75,5	76,1	78,6	77,7	68,4	75,1	60,6	70,1
Montréal et Laval	75,3	72,2	74,9	73,0	65,0	73,6	62,8	69,1

1. DEP : diplôme d'études professionnelles au secondaire; DEC : diplôme d'études collégiales de la formation technique.
Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

6.3 *Niveau de scolarité des travailleurs*

- Au Québec, la proportion de travailleurs possédant au moins un diplôme d'études secondaires passe de 80,1 % en 1998 à 86,2 % en 2008, ce qui représente une amélioration sensible de la scolarisation chez les travailleurs de 15 ans et plus au cours de la dernière décennie.
- En 2008, la proportion de travailleurs ayant un diplôme d'études secondaires est en baisse de 1,0 point de pourcentage par rapport à 1998, et se situe à 15,2 % pour l'ensemble du Québec. À l'inverse, la proportion de travailleurs ayant une formation postsecondaire (incluant des études partielles) est en hausse de 4,7 points de pourcentage et atteint 49,3 %, tandis que celle des diplômés universitaires augmente de 2,4 points et se situe à 21,7 %.
- En 2008, la proportion la plus élevée de travailleurs possédant au moins un diplôme d'études secondaires se trouve dans les régions de la Capitale-Nationale et de Montréal (90,2 % dans les deux cas). De plus, Montréal affiche la plus forte proportion de travailleurs universitaires (35,5 %).
- Un écart négatif dans le niveau de scolarité (tous diplômes confondus) subsiste entre les régions ressources et l'ensemble du Québec. Toutefois, celui-ci s'amenuise au cours de la dernière décennie, passant de 3,4 à 2,4 points de pourcentage.

Graphique 6.3a
Répartition de l'emploi, selon le niveau de scolarité des travailleurs, selon les régions administratives, 2008
(en pourcentage du nombre total d'emplois, par ordre décroissant)

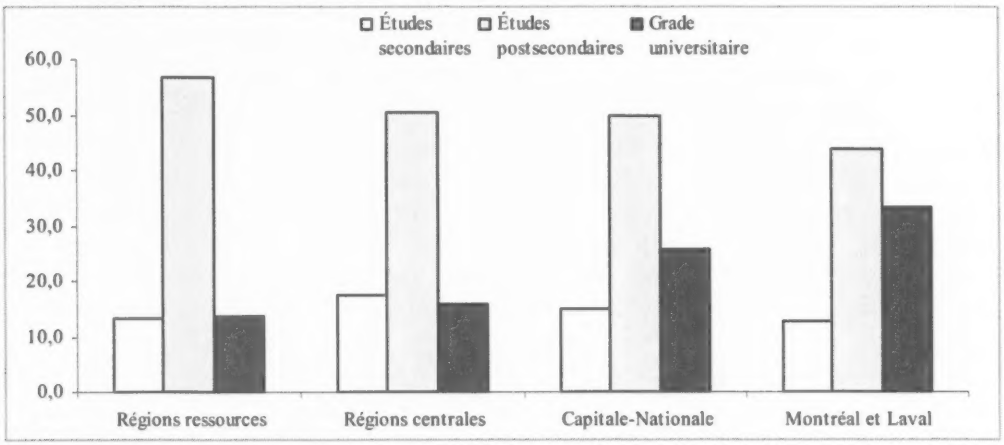


Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 6.3b

Répartition de l'emploi, selon le niveau de scolarité des travailleurs, selon les blocs régionaux, 2008

(en pourcentage du nombre total d'emplois)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 6.3

Emploi selon le niveau de scolarité, travailleurs de 15 ans et plus titulaires d'un diplôme d'études secondaires et plus, 1998 et 2008

Régions administratives		Études secondaires		Études postsecondaires[1]		Grade universitaire[2]		Total	
		1998	2008	1998	2008	1998	2008	1998	2008
		En % du nombre total d'emplois							
01	Bas-Saint-Laurent	15,8	12,9	45,3	57,0	14,4	12,5	75,6	82,3
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	15,3	14,2	49,0	56,0	15,5	15,7	79,9	85,9
03	Capitale-Nationale	16,2	14,8	44,9	49,8	23,1	25,6	84,2	90,2
04	Mauricie	15,4	12,9	52,8	61,9	14,7	13,5	82,9	88,3
05	Estrie	16,5	17,3	44,9	51,4	13,7	17,1	75,2	85,8
06	Montréal	14,6	11,4	41,6	43,3	29,7	35,5	85,9	90,2
07	Outaouais	14,8	14,1	43,3	47,1	19,8	23,8	77,9	85,0
08	Abitibi-Témiscamingue	13,2	13,3	47,8	52,7	12,6	12,2	73,7	78,2
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	16,9	15,3	38,0	53,6	9,1	11,3	64,0	80,2
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14,6	8,8	47,4	56,6	12,5	16,5	74,5	81,9
12	Chaudière-Appalaches	16,0	16,9	45,5	55,0	14,5	11,5	76,1	83,5
13	Laval	15,1	18,6	49,1	46,4	14,8	23,3	79,0	88,2
14	Lanaudière	14,1	18,9	50,7	53,3	11,7	11,1	76,5	83,3
15	Laurentides	18,0	18,5	44,2	48,4	15,3	15,2	77,4	82,1
16	Montérégie	19,5	18,4	43,0	49,1	16,7	16,8	79,1	84,3
17	Centre-du-Québec	16,7	12,7	47,6	54,9	10,5	13,5	74,8	81,1
Ensemble du Québec		**16,2**	**15,2**	**44,6**	**49,3**	**19,3**	**21,7**	**80,1**	**86,2**
	Régions ressources	15,3	13,2	47,7	56,9	13,8	13,7	76,7	83,8
	Régions centrales	17,4	17,4	44,8	50,5	15,3	15,9	77,5	83,8
	Capitale-Nationale	16,2	14,8	44,9	49,8	23,1	25,6	84,2	90,2
	Montréal et Laval	14,7	12,6	42,9	43,9	27,1	33,4	84,7	89,9

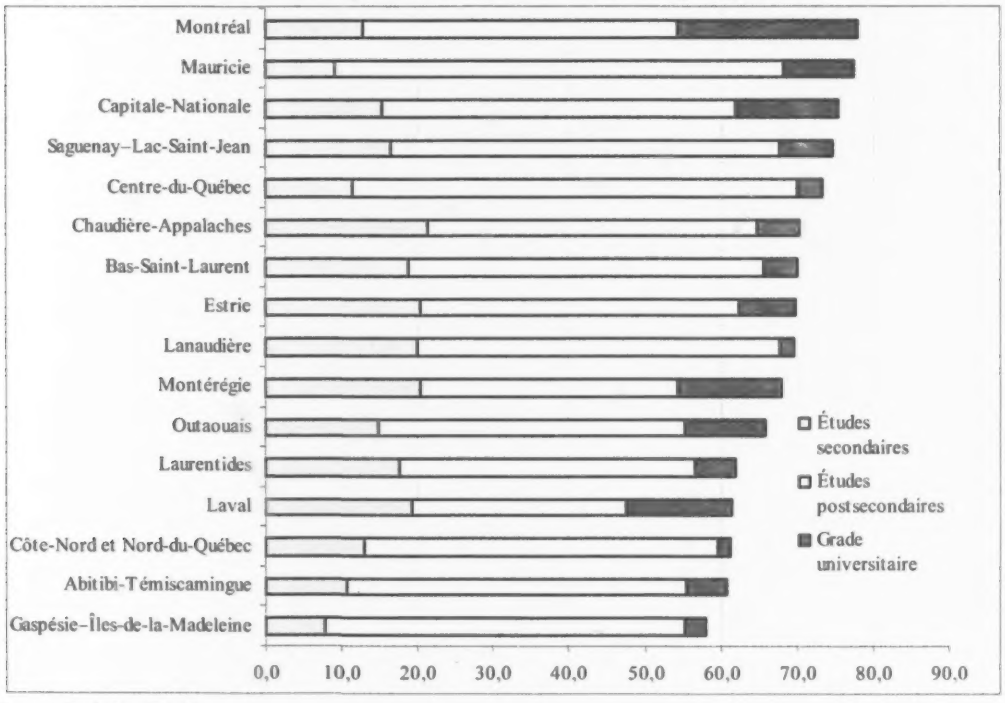
1. Incluent les études postsecondaires partielles.
2. Incluent le baccalauréat et le diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

6.4 Niveau de scolarité des personnes à la recherche d'un emploi

Au Québec, la proportion de personnes à la recherche d'un emploi et possédant au moins un diplôme d'études secondaires passe de 66,0 % en 1998 à 71,0 % en 2008. Cette tendance témoigne d'une meilleure qualification de la population active à la recherche d'un emploi et âgée de 15 ans et plus, au cours de la dernière décennie. Avec ce bassin de main-d'œuvre disponible plus scolarisée, le Québec procure un avantage aux entreprises pour ce qui est de la relève de travailleurs qualifiés.

- En 2008, la proportion de personnes à la recherche d'un emploi et ayant un diplôme d'études secondaires connaît une baisse de 1,4 point de pourcentage par rapport à 1998, et se situe à 15,8 % pour l'ensemble du Québec. À l'inverse, la proportion de personnes disponibles ayant une formation postsecondaire (incluant des études partielles) est en hausse de 2,1 points de pourcentage et atteint 42,0 %, tandis que celle des diplômés universitaires augmente de 4,4 points et se situe à 13,2 %.
- En 2008, la proportion la plus élevée de personnes à la recherche d'un emploi et possédant au moins un diplôme d'études secondaires se trouve dans la région de Montréal (77,9 %), suivie de la Mauricie (77,6 %). De plus, Montréal est la région qui affiche la plus forte proportion de main-d'œuvre disponible inoccupée universitaire (23,7 %), suivie de Laval (13,8 %).
- L'écart défavorable dans le niveau de scolarité (tous diplômes confondus) se rétrécit passablement entre les régions centrales et l'ensemble du Québec, passant, au cours de la dernière décennie, de 5,9 à 3,3 points de pourcentage.

Graphique 6.4a
Répartition des personnes à la recherche d'un emploi, selon le niveau de scolarité, selon les régions administratives, 2008
(en pourcentage du nombre total de personnes à la recherche d'un emploi, par ordre décroissant)

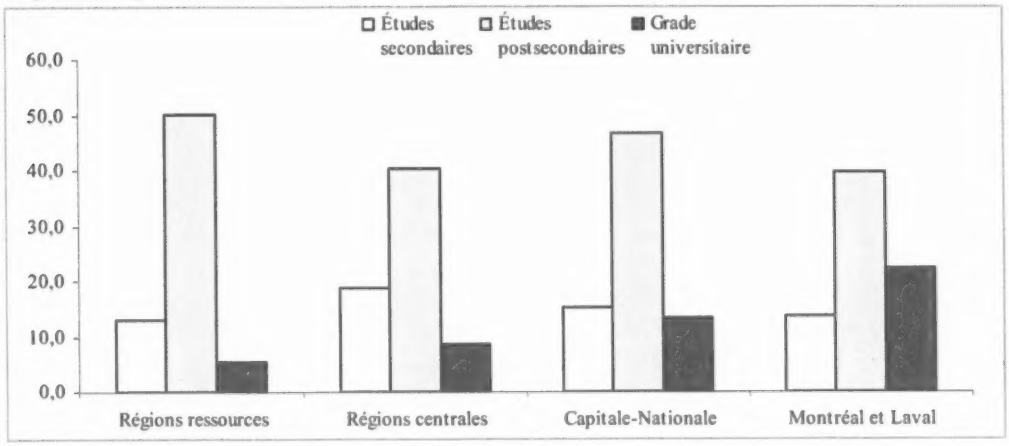


Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 6.4b

Répartition des personnes à la recherche d'un emploi, selon le niveau de scolarité, selon les blocs régionaux, 2008

(en pourcentage du nombre total de personnes à la recherche d'un emploi)



Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 6.4

Personnes à la recherche d'un emploi, selon le niveau de scolarité, âgées de 15 ans et plus, titulaires d'un diplôme d'études secondaires et plus, 1998 et 2008

Régions administratives		Études secondaires		Études postsecondaires[1]		Grade universitaire[2]		Total	
		1998	2008	1998	2008	1998	2008	1998	2008
		En % du nombre total de personnes à la recherche d'un emploi							
01	Bas-Saint-Laurent	13,6	18,9	43,2	46,7	4,8 E	4,4 E	61,6	70,0
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	18,4	16,5	44,2	51,3	4,7 E	7,0 E	67,4	74,8
03	Capitale-Nationale	17,5	15,2	43,7	46,8	12,3	13,5	73,5	75,4
04	Mauricie	15,4	9,3 E	47,7	58,9	7,4 E	9,3 E	70,5	77,6
05	Estrie	19,0	20,4	35,9	41,9	7,0 E	7,5 E	62,0	69,9
06	Montréal	18,7	12,8	38,7	41,5	14,8	23,7	72,1	77,9
07	Outaouais	15,0	14,9	34,7	40,4	8,7	10,5 E	58,4	65,8
08	Abitibi-Témiscamingue	13,6	10,7 E	46,4	44,6	4,5 E	5,4 E	64,5	60,7
09-10	Côte-Nord et Nord-du-Québec	13,9 E	12,9 E	34,7	46,8	2,8 E	1,6 E	51,4	61,3
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14,3 E	7,9 E	40,7	47,4	2,2 E	2,6 E	57,1	57,9
12	Chaudière-Appalaches	14,0	21,3	38,0	43,5	5,4 E	5,6 E	57,4	70,4
13	Laval	22,8	19,3	48,3	28,3	6,7 E	13,8	77,9	61,4
14	Lanaudière	15,4	19,9	42,8	48,0	2,4 E	1,8 E	60,6	69,6
15	Laurentides	15,2	17,6	37,8	39,0	6,5	5,2 E	59,6	61,9
16	Montérégie	20,2	20,5	32,9	33,7	6,6	13,6	59,7	67,9
17	Centre-du-Québec	7,3 E	11,3 E	51,8	58,8	6,4 E	3,1 E	65,5	73,2
Ensemble du Québec		**17,2**	**15,8**	**39,9**	**42,0**	**8,8**	**13,2**	**66,0**	**71,0**
	Régions ressources	15,3	13,0	43,7	50,2	4,7	5,5	63,8	68,8
	Régions centrales	16,6	18,8	37,3	40,3	6,2	8,5	60,1	67,7
	Capitale-Nationale	17,5	15,2	43,7	46,8	12,3	13,5	73,5	75,4
	Montréal et Laval	19,2	13,7	39,9	39,6	13,7	22,3	72,8	75,7

1. Incluent les études postsecondaires partielles.
2. Incluent le baccalauréat et le diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

CHAPITRE 7 — CONDITIONS DE VIE

Le niveau de vie d'une population reflète directement la richesse d'une région et demeure un indice majeur du bien-être économique des gens. Ainsi, plus une population augmente son niveau de vie, plus elle acquiert de l'autonomie et une plus grande marge de manœuvre quant à son développement.

Parmi le très large éventail d'indicateurs qui permettent de mesurer les conditions de vie, voici ceux qui ont été retenus aux fins de comparaison régionale :

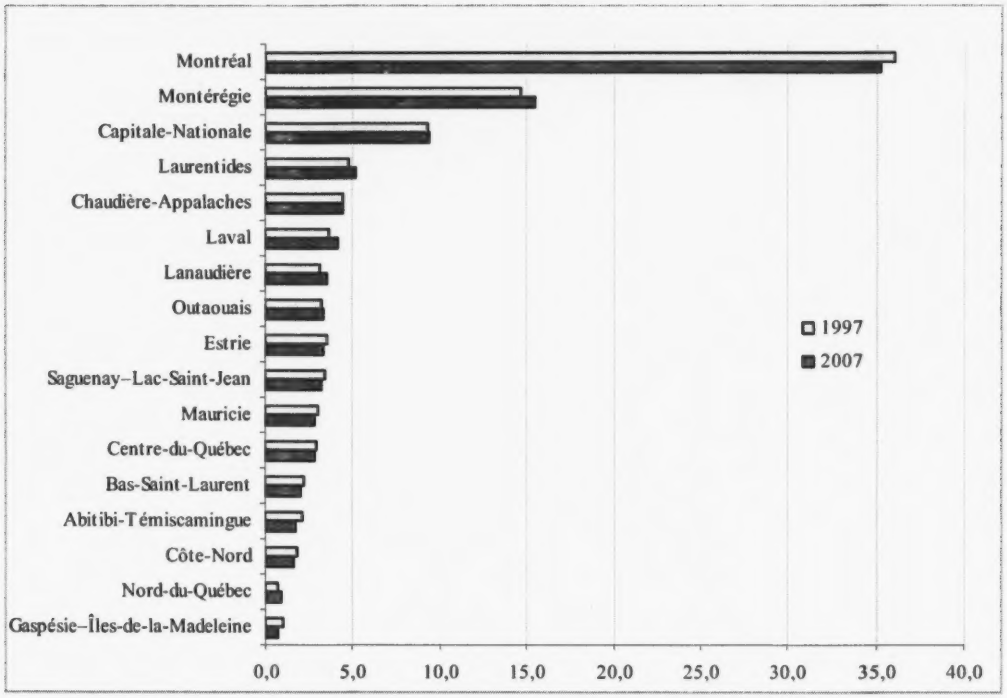
- le produit intérieur brut (PIB);
- le produit intérieur brut (PIB), secteur de la fabrication;
- le produit intérieur brut (PIB) par habitant;
- le produit intérieur brut (PIB) par emploi;
- le produit intérieur brut (PIB) par emploi, secteur de la fabrication;
- le revenu personnel disponible;
- le rapport de dépendance économique.

7.1 Produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur des biens et des services produits à l'intérieur des frontières d'une économie. Il sert à mesurer la taille d'une économie.

- De 1997 à 2007, le PIB du Québec croît de 4,8 % annuellement[1]. Seulement six régions sur 17 enregistrent une croissance de leur PIB supérieure à celle du Québec. De façon générale, les hausses les plus prononcées se situent dans les régions centrales et urbaines, exception faite du Nord-du-Québec. À l'inverse, les régions ressources enregistrent les croissances les plus faibles.
- De 1997 à 2007, la part relative de la majorité des régions dans le PIB québécois fluctue peu, à l'exception des régions qui ceinturent Montréal. Bien qu'un certain déplacement de l'activité économique s'opère à partir de Montréal vers les régions voisines, son influence demeure prédominante.
- Parmi les blocs régionaux, les régions centrales voient leur importance augmenter à 38,2 % au Québec en 2007. Les régions ressources affichent une évolution inverse : leur importance relative glisse à 13,1 % du PIB québécois.

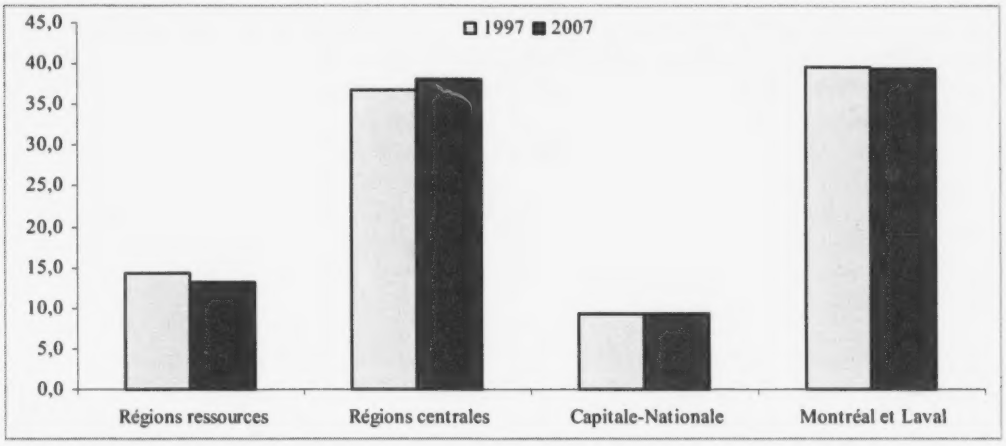
Graphique 7.1a
Part du produit intérieur brut (PIB), selon les régions administratives, 1997 et 2007[1]
(en pourcentage, par ordre décroissant)



1. Estimations préliminaires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

[1] Pour mesurer l'évolution de la croissance économique, il est convenu d'utiliser le concept de PIB réel (qui exclut l'effet des prix). Toutefois, comme ce concept n'est pas disponible au niveau des régions administratives du Québec, l'analyse porte sur le PIB nominal, qui inclut l'effet des prix.

Graphique 7.1b
Part du produit intérieur brut (PIB), selon les blocs régionaux, 1997 et 2007[1]
(en pourcentage)



1. Estimations préliminaires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.1
Produit intérieur brut (PIB), 1997, 2002 et 2007[1]

Régions administratives	Produit intérieur brut (PIB)			Part			Variation[2]
	1997	2002	2007	1997	2002	2007	1997-2007
	En G$			En %			En %
01 Bas-Saint-Laurent	3,9	4,7	5,5	2,2	2,1	2,0	3,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	6,0	7,1	9,1	3,4	3,2	3,3	4,3
03 Capitale-Nationale	16,4	20,9	26,2	9,3	9,4	9,4	4,8
04 Mauricie	5,3	6,3	7,9	3,0	2,8	2,8	4,2
05 Estrie	6,3	8,0	9,2	3,6	3,6	3,3	4,0
06 Montréal	63,1	81,7	98,3	36,0	36,5	35,2	4,5
07 Outaouais	5,7	7,8	9,4	3,3	3,5	3,4	5,1
08 Abitibi-Témiscamingue	3,7	3,8	4,8	2,1	1,7	1,7	2,6
09 Côte-Nord	3,2	3,7	4,6	1,8	1,6	1,7	3,9
10 Nord-du-Québec	1,3	1,4	2,6	0,7	0,6	0,9	7,3
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1,7	1,8	2,1	1,0	0,8	0,7	2,1
12 Chaudière-Appalaches	7,8	9,9	12,6	4,5	4,4	4,5	4,8
13 Laval	6,4	8,5	11,5	3,6	3,8	4,1	6,1
14 Lanaudière	5,5	7,2	9,8	3,1	3,2	3,5	6,0
15 Laurentides	8,3	11,4	14,5	4,8	5,1	5,2	5,7
16 Montérégie	25,7	33,2	43,2	14,7	14,9	15,5	5,3
17 Centre-du-Québec	5,1	6,5	7,8	2,9	2,9	2,8	4,4
Ensemble du Québec	**175,1**	**223,8**	**279,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**4,8**
Régions ressources	24,9	28,8	36,6	14,2	12,9	13,1	3,9
Régions centrales	64,4	84,0	106,5	36,7	37,5	38,2	5,2
Capitale-Nationale	16,4	20,9	26,2	9,3	9,4	9,4	4,8
Montréal et Laval	69,5	90,2	109,8	39,7	40,3	39,3	4,7

1. Estimations préliminaires.
2. Taux de croissance annuel composé.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

7.2 *Produit intérieur brut, secteur de la fabrication*

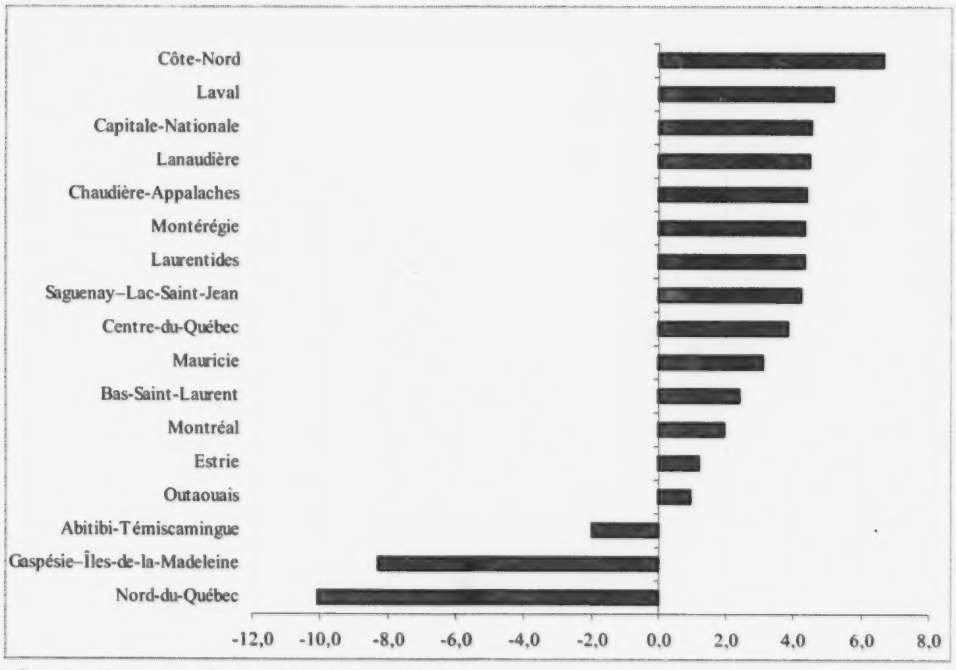
Au Québec, contrairement à plusieurs économies occidentales, le secteur de la fabrication occupe encore une part importante de l'activité économique. En 2006, le secteur de la fabrication accapare 18,9 % de l'économie québécoise. Plus de la moitié de la production manufacturière, mesurée en termes de valeur ajoutée, se trouve à Montréal et en Montérégie.

- De 1997 à 2006, le PIB du secteur de la fabrication croît de 3,1 % annuellement[1]. Plus de la moitié des régions, soit neuf sur 17, enregistrent une croissance supérieure à celle du Québec. À l'exception de la Côte-Nord et du Saguenay–Lac-Saint-Jean, les hausses les plus prononcées sont dans les régions centrales et urbaines. À l'inverse, trois régions ressources, soit le Nord-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et l'Abitibi-Témiscamingue, subissent un recul.

- Parmi les blocs régionaux, de 1997 à 2006, le PIB du secteur de la fabrication croît plus rapidement dans la Capitale-Nationale (+4,5 % par an) et dans les régions centrales (+3,8 %). La plus faible progression revient à Montréal et Laval (+2,2 %).

- Ce faisant, Montréal et Laval voient leur importance diminuer au Québec, passant de 37,4 % en 1997, à 34,6 % en 2006. La tendance s'inverse au niveau des régions centrales : leur importance relative passe de 43,1 % en 1997, à 46,0 % en 2006.

Graphique 7.2a
Évolution[1] du produit intérieur brut (PIB), secteur de la fabrication, selon les régions administratives, 1997-2006
(en pourcentage, par ordre décroissant)



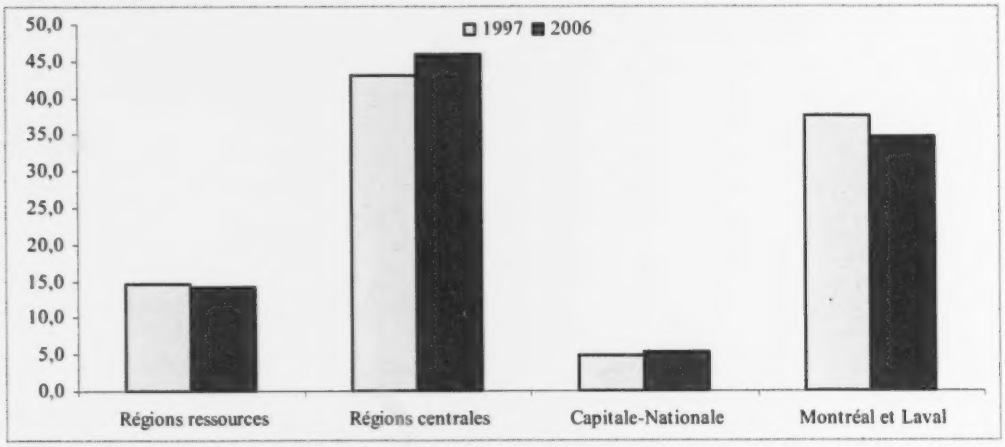
1. Taux de croissance annuel composé. Estimations préliminaires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

[1] Pour mesurer l'évolution du PIB, il est convenu d'utiliser le concept de PIB réel, lequel exclut l'effet des prix. Toutefois, ce concept n'étant pas disponible au niveau des régions administratives du Québec, l'analyse porte sur le PIB nominal, lequel inclut l'effet des prix.

Graphique 7.2b

Part du produit intérieur brut (PIB), secteur de la fabrication, selon les blocs régionaux, 1997 et 2006

(en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.2

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, secteur de la fabrication, 1997, 2001 et 2006[1]

Régions administratives	Produit intérieur brut (PIB)			Part			Variation[2]	
	1997	2001	2006	1997	2001	2006	1997-2006	
	En M$			En %			En %[2]	En pt de %
01 Bas-Saint-Laurent	659	875	815	1,7	1,8	1,6	2,4	-0,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 707	2 159	2 480	4,5	4,4	5,0	4,2	0,5
03 Capitale-Nationale	1 783	2 404	2 650	4,7	4,9	5,3	4,5	0,6
04 Mauricie	1 313	1 690	1 730	3,5	3,5	3,5	3,1	0,0
05 Estrie	2 002	2 601	2 231	5,3	5,3	4,5	1,2	-0,8
06 Montréal	13 070	16 900	15 515	34,6	34,7	31,2	1,9	-3,4
07 Outaouais	511	706	557	1,4	1,4	1,1	1,0	-0,2
08 Abitibi-Témiscamingue	704	687	587	1,9	1,4	1,2	-2,0	-0,7
09 Côte-Nord	665	877	1 188	1,8	1,8	2,4	6,7	0,6
10 Nord-du-Québec	201	260	77	0,5	0,5	0,2	-10,1	-0,4
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	307	178	141	0,8	0,4	0,3	-8,3	-0,5
12 Chaudière-Appalaches	2 437	3 560	3 581	6,5	7,3	7,2	4,4	0,7
13 Laval	1 076	1 495	1 691	2,8	3,1	3,4	5,2	0,5
14 Lanaudière	1 043	1 343	1 544	2,8	2,8	3,1	4,5	0,3
15 Laurentides	1 746	2 228	2 555	4,6	4,6	5,1	4,3	0,5
16 Montérégie	6 808	8 577	9 967	18,0	17,6	20,0	4,3	2,0
17 Centre-du-Québec	1 748	2 225	2 457	4,6	4,6	4,9	3,9	0,3
Ensemble du Québec	**37 780**	**48 764**	**49 768**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**3,1**	**...**
Régions ressources	5 556	6 726	7 018	14,7	13,8	14,1	2,6	-0,6
Régions centrales	16 296	21 240	22 893	43,1	43,6	46,0	3,8	2,9
Capitale-Nationale	1 783	2 404	2 650	4,7	4,9	5,3	4,5	0,6
Montréal et Laval	14 146	18 395	17 206	37,4	37,7	34,6	2,2	-2,9

1. Estimations.
2. Taux de croissance annuel composé.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

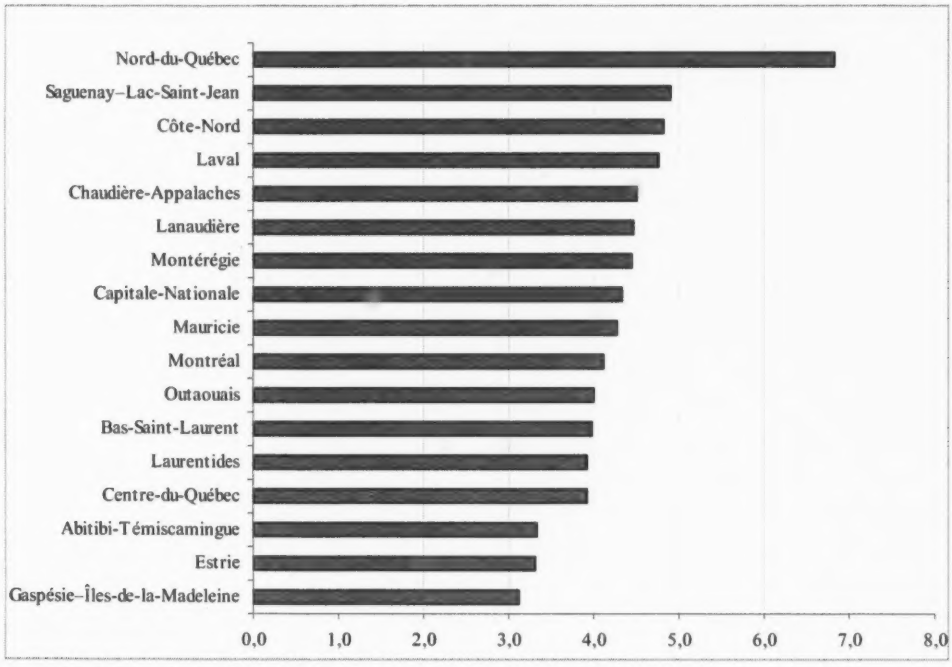
7.3 Produit intérieur brut par habitant

Le produit intérieur brut par habitant permet de comparer la richesse relative d'un territoire par rapport à un autre. Ce ratio constitue une mesure appropriée du niveau de vie[1].

- De 1997 à 2007, le PIB par habitant du Québec croît de 4,2 % annuellement[2]. Plus de la moitié des régions, soit neuf sur 17, enregistrent une croissance de leur niveau de vie supérieure à celle du Québec. L'économie de ces régions repose en général sur des industries qui nécessitent moins de main-d'œuvre (secteur primaire, industries manufacturières axées sur la première transformation de ressources naturelles). À l'inverse, les régions dont l'économie gravite beaucoup autour des services aux ménages ou de la fabrication de produits de consommation affichent une progression moins rapide de leur niveau de vie.

- Ainsi, la région du Nord-du-Québec arrive première, avec une évolution annuelle de près de 7,0 %. Les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+4,9 %) et de la Côte-Nord (+4,8 %) affichent également une progression soutenue. Toutefois, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+3,1 %) et de l'Estrie (+3,3 %) présentent les plus faibles augmentations. Les régions ressources (+4,4 % par année) enregistrent, dans l'ensemble, la plus forte croissance du PIB par habitant, suivies de la Capitale-Nationale (+4,3 %).

Graphique 7.3a
Évolution[1] du produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par habitant, selon les régions administratives, 1997-2007
(en pourcentage, par ordre décroissant)



1. Taux de croissance. Estimations préliminaires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

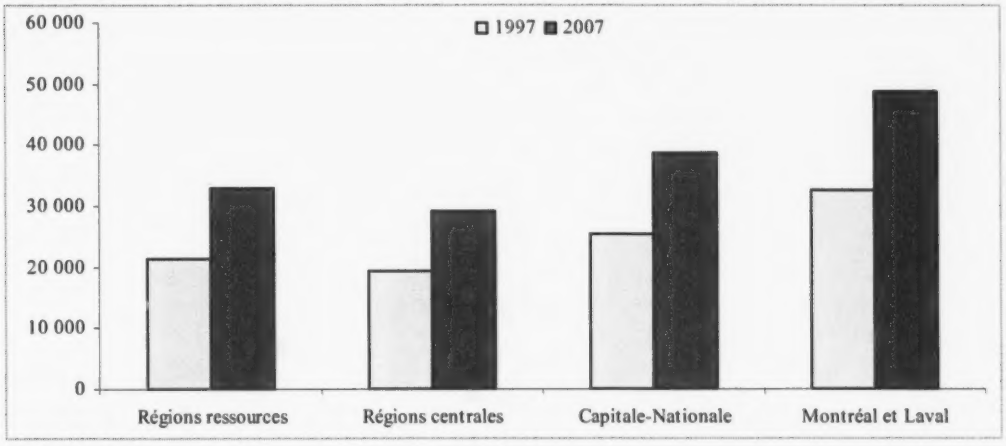
[1] Le PIB par habitant se mesure par le ratio du PIB aux prix du marché sur la population. Au niveau régional, le concept du PIB n'étant disponible qu'aux prix de base, ce dernier est donc utilisé pour mesurer le niveau de vie.

[2] Pour mesurer l'évolution du PIB par habitant, il est convenu d'utiliser le concept de PIB réel (qui exclut l'effet des prix). Toutefois, ce concept n'étant pas disponible au niveau des régions administratives du Québec, l'analyse porte sur le PIB nominal par habitant, qui inclut l'effet des prix.

Graphique 7.3b

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par habitant, selon les blocs régionaux, 1997 et 2007[1]

(en dollars)



1. Estimations préliminaires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.3

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par habitant, 1997, 2002 et 2007[1]

Régions administratives	Produit intérieur brut (PIB) par habitant			Variation[2]		
	1997	2002	2007	1997-2002	2002-2007	1997-2007
	En $			En %		
01 Bas-Saint-Laurent	18 524	22 997	27 387	4,4	3,6	4,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 610	25 317	33 270	4,2	5,6	4,9
03 Capitale-Nationale	25 372	31 923	38 746	4,7	4,0	4,3
04 Mauricie	19 878	24 217	30 231	4,0	4,5	4,3
05 Estrie	21 970	27 178	30 448	4,3	2,3	3,3
06 Montréal	35 057	43 763	52 522	4,5	3,7	4,1
07 Outaouais	18 214	23 694	26 984	5,4	2,6	4,0
08 Abitibi-Témiscamingue	23 630	26 017	32 812	1,9	4,8	3,3
09 Côte-Nord	30 234	37 191	48 442	4,2	5,4	4,8
10 Nord-du-Québec	32 915	36 202	63 746	1,9	12,0	6,8
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15 952	18 511	21 680	3,0	3,2	3,1
12 Chaudière-Appalaches	20 228	25 299	31 455	4,6	4,5	4,5
13 Laval	18 900	23 796	30 100	4,7	4,8	4,8
14 Lanaudière	14 206	17 972	21 989	4,8	4,1	4,5
15 Laurentides	18 722	23 704	27 524	4,8	3,0	3,9
16 Montérégie	19 916	25 098	30 769	4,7	4,2	4,4
17 Centre-du-Québec	23 169	29 034	34 011	4,6	3,2	3,9
Ensemble du Québec	**24 072**	**30 064**	**36 243**	**4,5**	**3,8**	**4,2**
Régions ressources	21 328	25 565	32 862	3,7	5,1	4,4
Régions centrales	19 361	24 396	29 122	4,7	3,6	4,2
Capitale-Nationale	25 372	31 923	38 746	4,7	4,0	4,3
Montréal et Laval	32 507	40 571	48 725	4,5	3,7	4,1

1. Estimations préliminaires.
2. Taux de croissance annuel composé.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

7.4 Produit intérieur brut par emploi

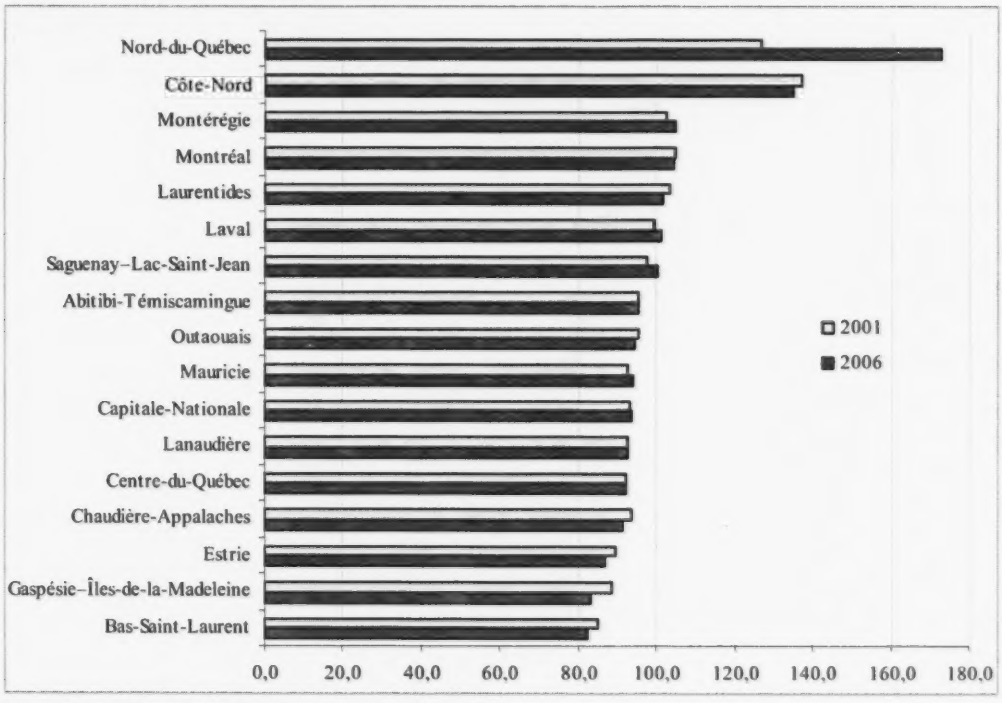
Le produit intérieur brut (PIB) par emploi permet d'évaluer, de façon approximative, le portrait de la productivité du travail[1]. Par définition, la productivité du travail sera plus élevée au sein des régions dont l'économie repose sur des industries qui ont davantage de besoins en capital (machinerie et équipement) qu'en main-d'œuvre.

- En 2006, sept régions affichent une productivité du travail supérieure à celle de l'ensemble du Québec, comparativement à seulement cinq régions en 2001.

- Au Québec, en 2006, les écarts de productivité du travail sont considérables entre les régions. Ainsi, le Nord-du-Québec présente le PIB par emploi le plus élevé de toutes les régions, dépassant de plus de 70 % celui qui est observé au Québec. À l'inverse, le Bas-Saint-Laurent (82,2 % de la valeur québécoise), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (83,3 %) et l'Estrie (86,9 %) se retrouvent avec une productivité du travail inférieure à celle du Québec.

- Parmi les blocs régionaux, Montréal et Laval enregistrent le PIB par emploi le plus élevé (3,9 % plus élevé que la moyenne), suivi des régions ressources. À cet effet, de 2001 à 2006, les régions ressources comblent presque entièrement l'écart qui autrefois les séparait de l'ensemble du Québec.

Graphique 7.4a
PIB par emploi, selon les régions administratives, 2001 et 2006
(Québec = 100, par ordre décroissant)



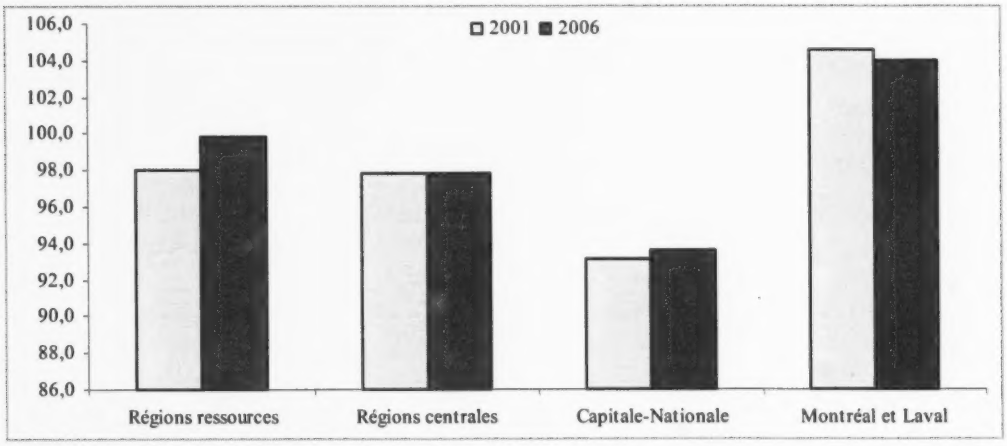
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

[1] La productivité du travail se mesure en divisant le PIB par le nombre d'heures travaillées. Ce ratio permet de connaître la valeur des biens et services produits pour chaque heure de travail complétée. Toutefois, le concept des heures travaillées n'est pas disponible au niveau des régions administratives du Québec. L'utilisation du nombre d'emplois permet de contourner ce problème et ainsi de connaître, pour chaque région, la valeur des biens et services produits par chaque travailleur.

Graphique 7.4b

PIB par emploi, selon les blocs régionaux, 2001 et 2006

(Québec = 100, par ordre décroissant)



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.4

Produit intérieur brut (PIB) par emploi[1], 2001 et 2006[2]

Régions administratives	PIB par emploi		Variation[3]	Indice		Écart
	2001	2006	2001-2006	2001	2006	2001-2006
	En $		En %	Québec = 100		En point d'indice
01 Bas-Saint-Laurent	58 078	64 090	2,0	85,1	82,2	-2,9
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	66 575	78 268	3,3	97,5	100,4	2,8
03 Capitale-Nationale	63 537	72 988	2,8	93,1	93,6	0,5
04 Mauricie	63 359	73 500	3,0	92,8	94,3	1,4
05 Estrie	61 046	67 753	2,1	89,4	86,9	-2,6
06 Montréal	71 706	81 325	2,5	105,1	104,3	-0,8
07 Outaouais	65 033	73 693	2,5	95,3	94,5	-0,8
08 Abitibi-Témiscamingue	65 056	74 256	2,7	95,3	95,2	-0,1
09 Côte-Nord	93 621	105 284	2,4	137,2	135,0	-2,2
10 Nord-du-Québec	86 465	134 580	9,3	126,7	172,6	45,9
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	60 423	64 958	1,5	88,5	83,3	-5,2
12 Chaudière-Appalaches	64 013	71 093	2,1	93,8	91,2	-2,6
13 Laval	67 978	78 794	3,0	99,6	101,0	1,4
14 Lanaudière	63 253	72 411	2,7	92,7	92,9	0,2
15 Laurentides	70 705	79 334	2,3	103,6	101,7	-1,9
16 Montérégie	70 109	81 827	3,1	102,7	104,9	2,2
17 Centre-du-Québec	62 833	71 796	2,7	92,1	92,1	0,0
Ensemble du Québec	**68 250**	**77 977**	**2,7**	**100,0**	**100,0**	**0,0**
Régions ressources	66 870	77 846	3,1	98,0	99,8	1,9
Régions centrales	66 770	76 311	2,7	97,8	97,9	0,0
Capitale-Nationale	63 537	72 988	2,8	93,1	93,6	0,5
Montréal et Laval	71 347	81 054	2,6	104,5	103,9	-0,6

1. Calculé à partir des données de l'emploi selon le lieu de travail, tirées du Recensement.
2. Estimations.
3. Taux de croissance annuel composé.

Les écarts peuvent de pas correspondre à la différence de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

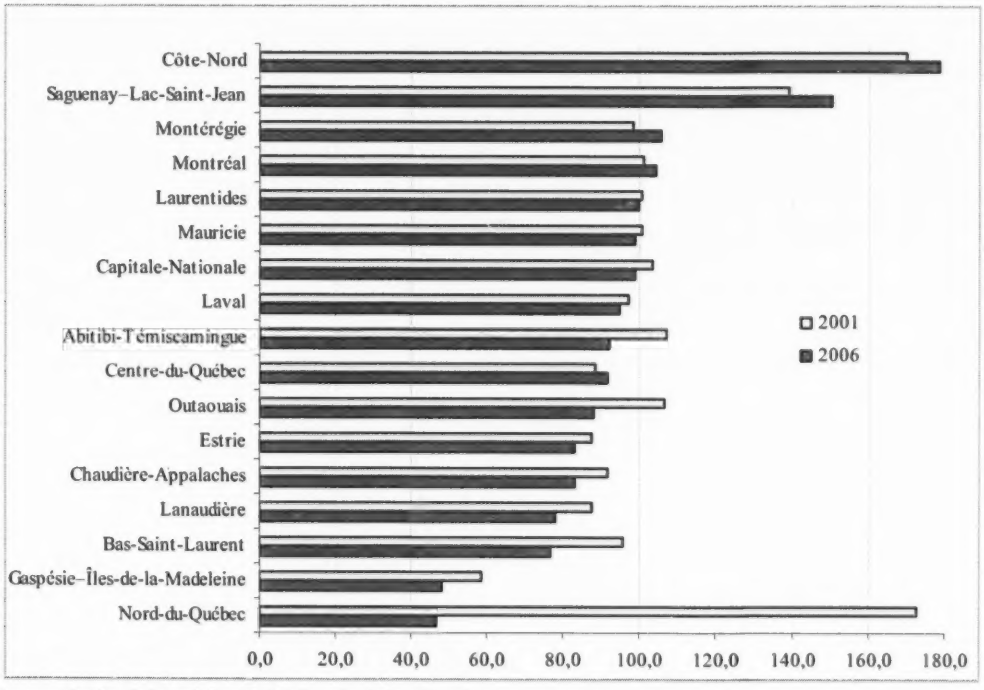
7.5 Produit intérieur brut par emploi, secteur de la fabrication

Depuis 2002, l'emploi dans le secteur de la fabrication connaît une tendance à la baisse au Québec. Toutefois, la part du secteur de la fabrication dans le produit intérieur brut (PIB) québécois oscille autour des 20 %. Cette situation s'explique notamment par des gains de productivité.

- En 2006, seulement cinq régions sur 17 affichent une productivité du travail dans le secteur de la fabrication, supérieure ou égale à celle qui est observée au Québec.
- Au Québec, de 2001 à 2006, les écarts de productivité du travail dans le secteur de la fabrication se sont élargis entre les régions. D'une part, les régions qui ont subi plus durement la crise du bois d'œuvre ou la concurrence des pays à bas salaires présentent, par rapport au Québec, une baisse de la production par emploi dans le secteur de la fabrication. D'autre part, les régions qui ont profité de la hausse importante des prix des matières premières, en particulier de l'aluminium, voient grimper la productivité du travail dans leur secteur de la fabrication.
- Parmi les blocs régionaux, les régions ressources affichent, en 2006, la productivité du travail dans le secteur de la fabrication la plus élevée. Toutefois leur avantage face au Québec diminue par rapport à 2001. L'écart de productivité des régions centrales avec le Québec se maintient, et ce, malgré le contexte difficile dans lequel évoluent les entreprises manufacturières.

Graphique 7.5a

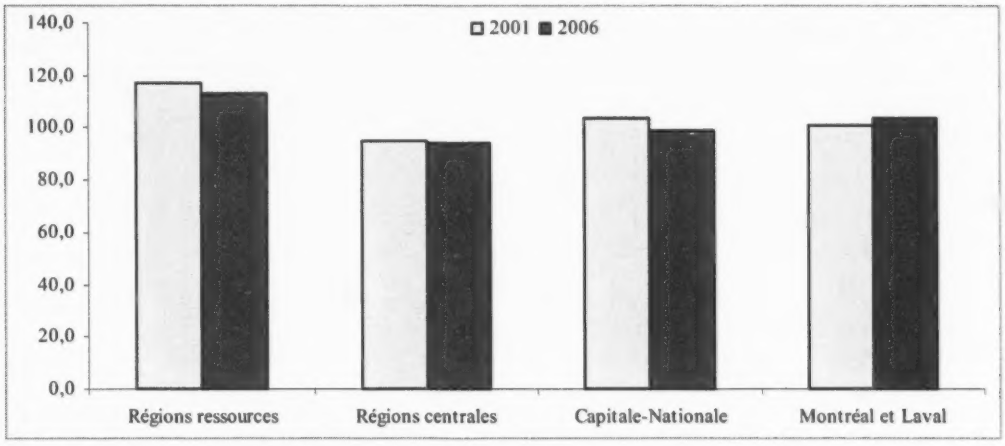
PIB par emploi, secteur de la fabrication, selon les régions administratives, 2001 et 2006
(Québec = 100, par ordre décroissant)



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 7.5b

PIB par emploi, secteur de la fabrication, selon les blocs régionaux, 2001 et 2006
(Québec = 100)



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.5

Produit intérieur brut (PIB) par emploi[1], secteur de la fabrication, 2001 et 2006[2]

Régions administratives	PIB par emploi		Variation[2]	Indice		Écart
	2001	2006	2001-2006	2001	2006	2001-2006
	En $		En %	Québec = 100		En point d'indice
01 Bas-Saint-Laurent	80 429	73 142	-1,9	95,8	76,8	-19,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	116 999	143 199	4,1	139,3	150,3	11,0
03 Capitale-Nationale	87 116	94 231	1,6	103,7	98,9	-4,8
04 Mauricie	84 755	94 432	2,2	100,9	99,1	-1,8
05 Estrie	73 742	79 321	1,5	87,8	83,3	-4,6
06 Montréal	84 967	99 667	3,2	101,2	104,6	3,4
07 Outaouais	89 541	83 872	-1,3	106,6	88,0	-18,6
08 Abitibi-Témiscamingue	89 983	87 957	-0,5	107,1	92,3	-14,8
09 Côte-Nord	142 761	170 105	3,6	170,0	178,5	8,5
10 Nord-du-Québec	145 088	44 497	-21,1	172,8	46,7	-126,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	49 132	45 959	-1,3	58,5	48,2	-10,3
12 Chaudière-Appalaches	77 111	79 189	0,5	91,8	83,1	-8,7
13 Laval	81 673	90 433	2,1	97,2	94,9	-2,3
14 Lanaudière	73 488	74 572	0,3	87,5	78,3	-9,2
15 Laurentides	84 865	95 248	2,3	101,0	100,0	-1,1
16 Montérégie	82 783	100 713	4,0	98,6	105,7	7,1
17 Centre-du-Québec	74 338	87 484	3,3	88,5	91,8	3,3
Ensemble du Québec	**83 983**	**95 280**	**2,6**	**100,0**	**100,0**	**0,0**
Régions ressources	98 240	107 571	1,8	117,0	112,9	-4,1
Régions centrales	79 435	89 925	2,5	94,6	94,4	-0,2
Capitale-Nationale	87 116	94 231	1,6	103,7	98,9	-4,8
Montréal et Laval	84 690	98 677	3,1	100,8	103,6	2,7

1. Calculé à partir des données de l'emploi selon le lieu de travail, tirées du Recensement.
2. Estimations.
3. Taux de croissance annuel composé.
Les écarts peuvent de pas correspondre à la différence de leurs éléments, du fait des arrondis.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

7.6 Revenu personnel disponible

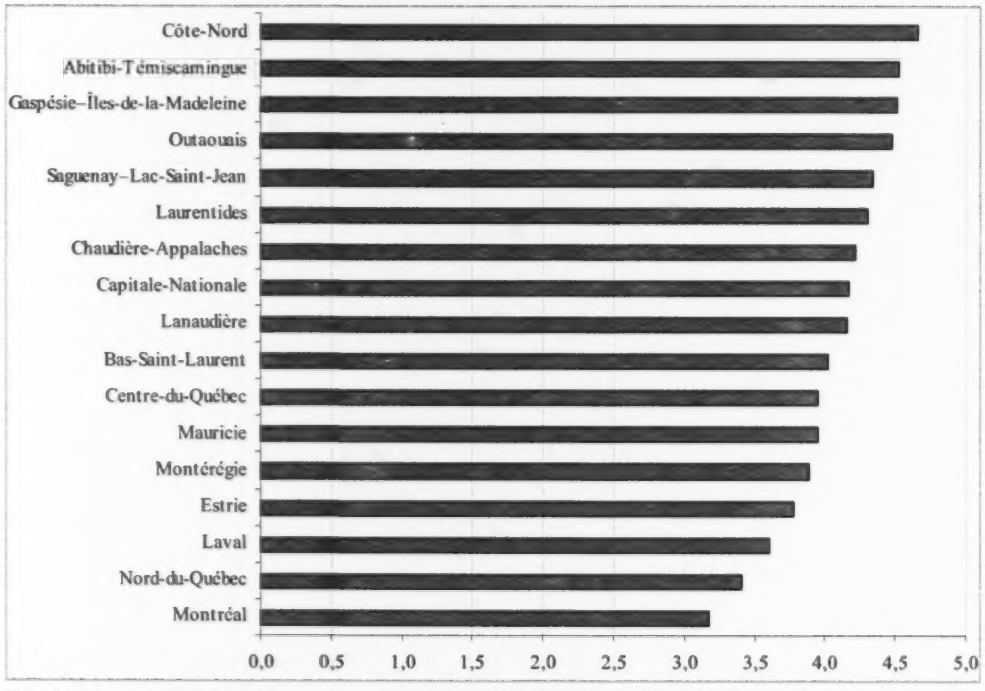
Le revenu personnel disponible par habitant correspond au revenu dont disposent les individus, une fois les impôts directs prélevés (impôt sur le revenu, cotisations sociales).

- En 2007, le revenu personnel disponible par habitant se situe, selon les régions, entre 82,5 % (20 175 $) et 104,9 % (25 646 $) de la moyenne du Québec (24 455 $). Les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord et de la Montérégie figurent en tête de peloton. À l'inverse, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre-du-Québec ferment la marche.

- De 1997 à 2007, 14 régions affichent une progression de leur revenu personnel disponible par habitant supérieure ou égale à celle qui est enregistrée pour l'ensemble du Québec (+3,8 % annuellement). La région de la Côte-Nord se classe au premier rang (+4,7 %), suivie des régions de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+4,5 % chacune).

- Au chapitre des blocs régionaux, de 1997 à 2007, les régions ressources et la Capitale-Nationale connaissent une progression significativement plus rapide de leur revenu personnel disponible par habitant (+4,2 %) que la moyenne québécoise. Montréal et Laval enregistre la progression la plus lente (+3,2 %).

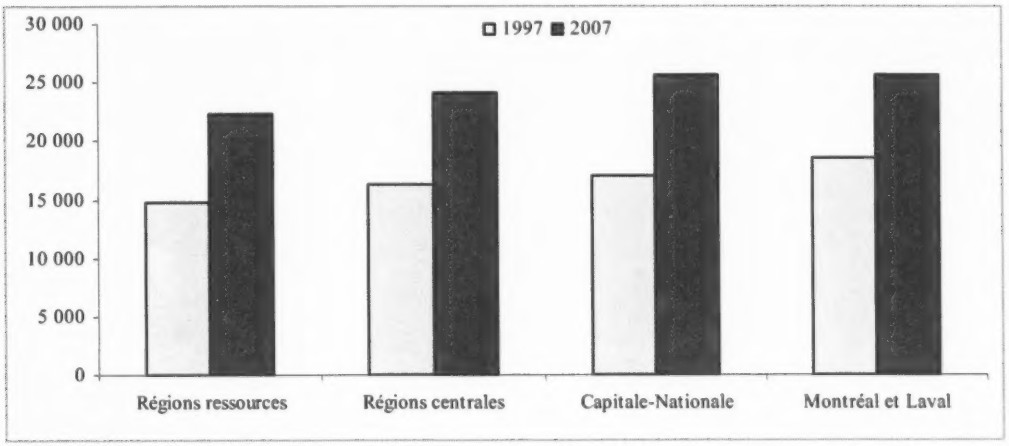
Graphique 7.6a
Variation[1] du revenu personnel disponible par habitant, selon les régions administratives, 1997-2007[2]
(en pourcentage, par ordre décroissant)



1. Taux de croissance annuel composé.
2. Données provisoires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 7.6b

Revenu personnel disponible par habitant, selon les blocs régionaux, 1997 et 2007[1]
(en dollars)



1. Données provisoires.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.6

Revenu personnel disponible par habitant, 1997 et 2007[1]

Régions administratives	Revenu personnel disponible par habitant		Variation[2]	Indice	
	1997	2007	1997-2007	1997	2007
	En $		En %	(Québec=100)	
01 Bas-Saint-Laurent	14 079	20 869	4,0	84,0	85,3
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	14 674	22 429	4,3	87,5	91,7
03 Capitale-Nationale	17 044	25 629	4,2	101,6	104,8
04 Mauricie	15 027	22 119	3,9	89,6	90,4
05 Estrie	15 660	22 682	3,8	93,4	92,8
06 Montréal	18 755	25 646	3,2	111,8	104,9
07 Outaouais	14 819	22 953	4,5	88,4	93,9
08 Abitibi-Témiscamingue	15 170	23 610	4,5	90,5	96,5
09 Côte-Nord	16 107	25 379	4,7	96,0	103,8
10 Nord-du-Québec	17 579	24 563	3,4	104,8	100,4
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 972	20 175	4,5	77,4	82,5
12 Chaudière-Appalaches	15 614	23 589	4,2	93,1	96,5
13 Laval	17 706	25 239	3,6	105,6	103,2
14 Lanaudière	15 603	23 441	4,2	93,0	95,9
15 Laurentides	16 225	24 724	4,3	96,8	101,1
16 Montérégie	17 251	25 263	3,9	102,9	103,3
17 Centre-du-Québec	15 376	22 640	3,9	91,7	92,6
Ensemble du Québec	**16 769**	**24 455**	**3,8**	**100,0**	**100,0**
Régions ressources	14 786	22 366	4,2	88,2	91,5
Régions centrales	16 243	24 182	4,1	96,9	98,9
Capitale-Nationale	17 044	25 629	4,2	101,6	104,8
Montréal et Laval	18 589	25 577	3,2	110,9	104,6

1. Données provisoires.
2. Taux de croissance annuel composé.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

7.7 Rapport de dépendance économique

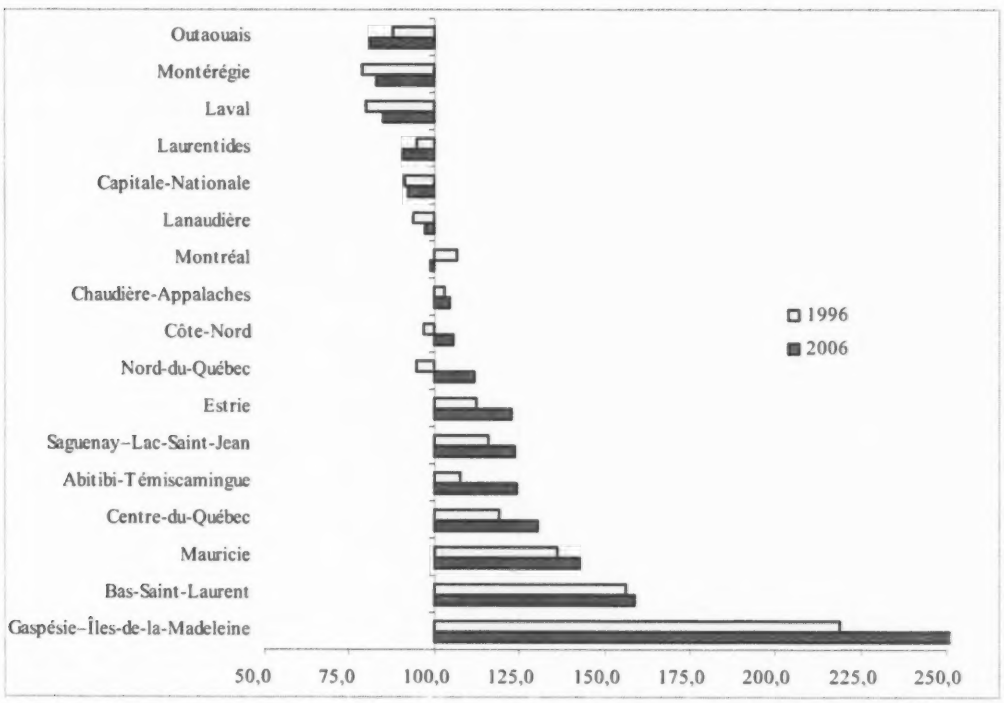
Le rapport de dépendance économique permet de mesurer l'importance des transferts gouvernementaux pour une région, par tranche de 100 $ du revenu total d'emploi. Un rapport de dépendance économique supérieur à la moyenne signifie pour une région que les revenus de sa population dépendent davantage des paiements de transferts gouvernementaux.

- En 2006, sept régions sur 17 se situent sous la moyenne québécoise, dont quatre proviennent des régions centrales. Parmi celles-ci, l'Outaouais enregistre le plus faible rapport de dépendance économique (16,93 $ par tranche de 100 $ de revenu). À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche la plus forte dépendance aux transferts gouvernementaux (52,79 $).

- Les régions ressources connaissent une hausse sensible de leur indice de dépendance économique entre 1996 et 2006, passant de 130,3 à 140,2.

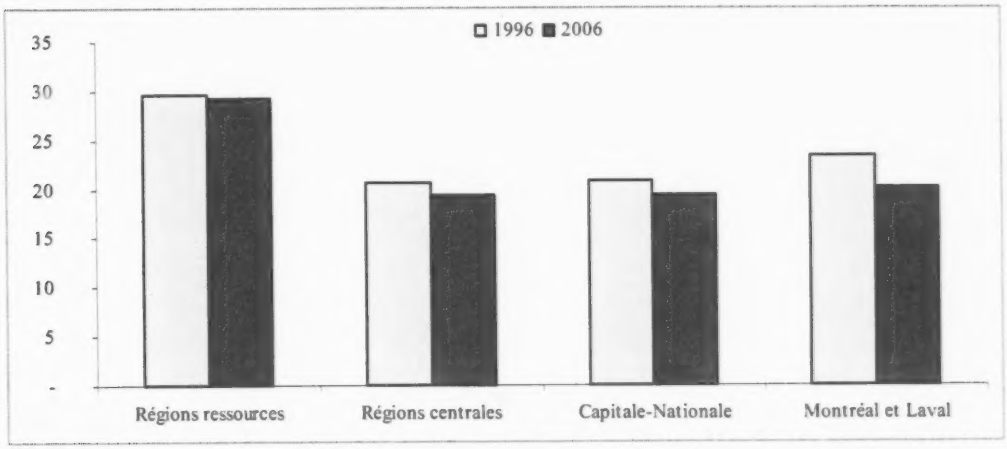
- De 1996 à 2006, tous les blocs régionaux observent une diminution de leur rapport de dépendance économique. Toutefois, par rapport au Québec, seules Montréal et Laval présentent une baisse de leur indice de dépendance (102,3 en 1996 contre 96,7 en 2006)

Graphique 7.7a
Rapport de dépendance économique[1], selon les régions administratives, 1996 et 2006
(Québec=100, par ordre décroissant)



1. Correspond au rapport de dépendance économique (RDE) d'une région, exprimé en pourcentage du RDE de l'ensemble du Québec. Un indice supérieur à 100 signifie que le RDE de la région est supérieur au RDE de l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Graphique 7.7b
Rapport de dépendance économique[1], selon les blocs régionaux, 1996 et 2006
(en dollars)

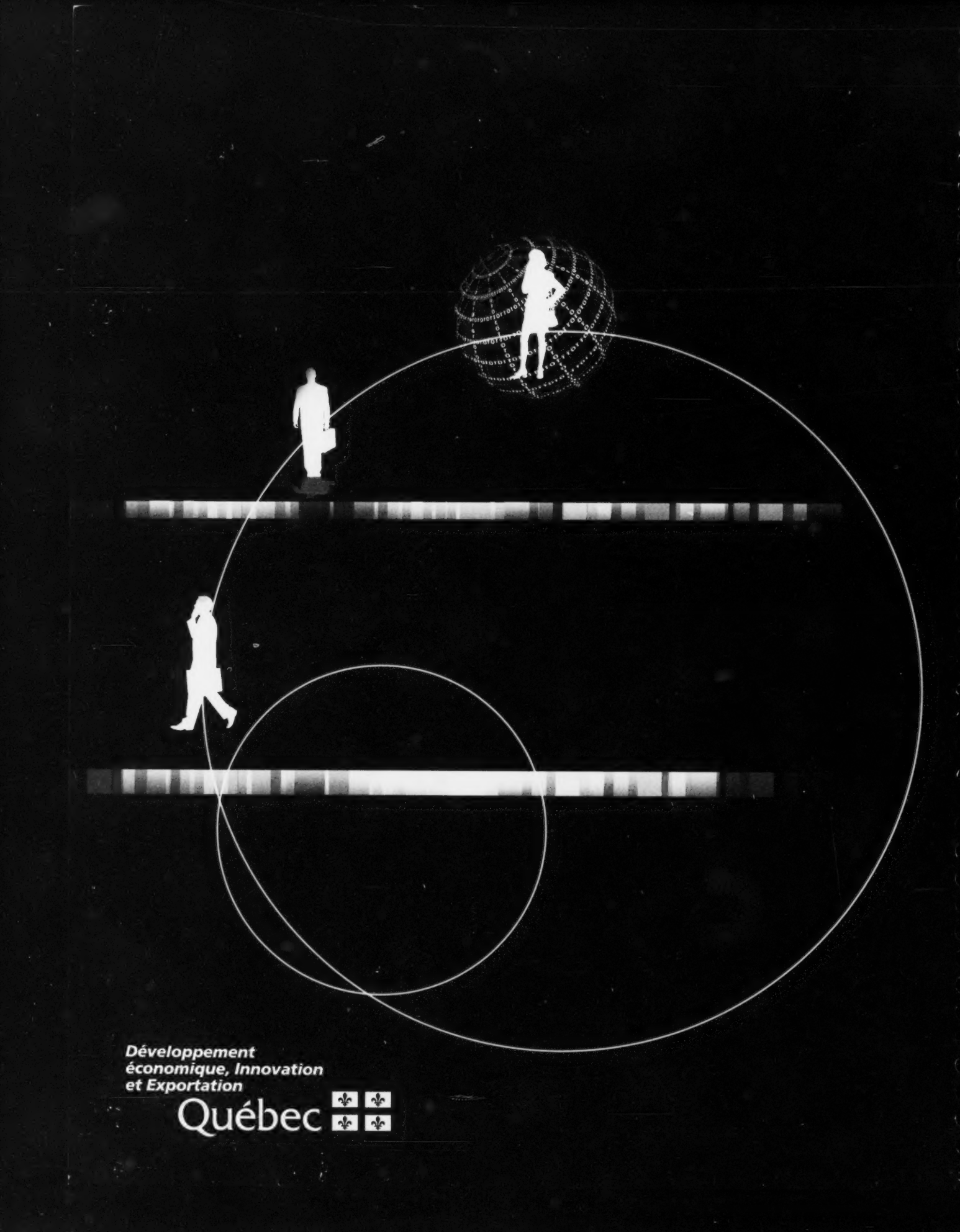


1. Représente le rapport des paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 $ du revenu total d'emploi.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 7.7
Rapport de dépendance économique, 1996, 2001 et 2006

Régions administratives	Rapport de dépendance économique[1]			Indice[2]		
	1996	2001	2006	1996	2001	2006
	En $			(Québec=100)		
01 Bas-Saint-Laurent	35,65	31,87	33,22	156,6	165,6	159,1
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	26,44	23,73	25,83	116,2	123,3	123,7
03 Capitale-Nationale	20,85	18,38	19,32	91,6	95,5	92,5
04 Mauricie	31,08	28,22	29,85	136,5	146,6	143,0
05 Estrie	25,62	22,06	25,61	112,6	114,6	122,7
06 Montréal	24,32	19,47	20,70	106,8	101,1	99,1
07 Outaouais	20,02	15,51	16,93	88,0	80,6	81,1
08 Abitibi-Témiscamingue	24,58	25,42	25,97	108,0	132,1	124,4
09 Côte-Nord	22,09	22,21	22,10	97,1	115,4	105,8
10 Nord-du-Québec	21,66	21,18	23,41	95,2	110,0	112,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	49,88	50,11	52,79	219,1	260,3	252,8
12 Chaudière-Appalaches	23,52	19,93	21,91	103,3	103,5	104,9
13 Laval	18,25	15,64	17,83	80,2	81,2	85,4
14 Lanaudière	21,43	18,17	20,37	94,2	94,4	97,6
15 Laurentides	21,57	17,10	18,94	94,8	88,8	90,7
16 Montérégie	17,94	15,37	17,35	78,8	79,8	83,1
17 Centre-du-Québec	27,16	24,33	27,29	119,4	126,4	130,7
Ensemble du Québec	**22,76**	**19,25**	**20,88**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Régions ressources	29,66	27,85	29,28	130,3	144,7	140,2
Régions centrales	20,70	17,39	19,44	90,9	90,3	93,1
Capitale-Nationale	20,85	18,38	19,32	91,6	95,5	92,5
Montréal et Laval	23,27	18,81	20,18	102,3	97,7	96,7

1. Représente les paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 $ du revenu total d'emploi.
2. Correspond au rapport de dépendance économique (RDE) d'une région, exprimé en pourcentage du RDE de l'ensemble du Québec. Un indice supérieur à 100 signifie que le RDE de la région est supérieur au RDE de l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada.
Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation



Développement économique, Innovation et Exportation

Québec